**CONSEIL D'ARRONDISSEMENT
SÉANCE DU 23 JUIN 2021**

Le mercredi 23 juin 2021, à 18h00, les membres du Conseil du 20^e arrondissement de Paris se sont réunis en visioconférence, sur convocation adressée individuellement à chaque Conseiller par Monsieur le Maire, le jeudi 17 juin 2021, conformément aux articles L.2121-9, L.2121-10 et L.2121-12 du Code Général des Collectivités Territoriales. L'ordre du jour complémentaire a été adressé le lundi 21 juin 2021.

La convocation a été affichée réglementairement à la porte de la Mairie, le jour même.

Le caractère public de la séance a été assuré par la retransmission des débats en direct sur le site internet de la mairie du 20^{ème} arrondissement.

La majorité des 42 membres du Conseil d'arrondissement était présente, à savoir par ordre alphabétique :

ÉTAIENT PRÉSENTS EN MAIRIE

M. PLIEZ

M. SAUVAGE

ÉTAIENT PRÉSENTS EN VISIOCONFÉRENCE

M. ALIBERT
M. BAUDRIER
M. BUSSY
M. DIDIER
Mme EKON
Mme GARRIGOS
M. GOULIN
M. INDJIC
Mme JASSIN
Mme NAGELS
M. ROGER
M. SAMAKE

M. BARGETON
M. BOUHDA
M. CHEVANDIER
Mme DJELLALI
M. EPARA EPARA
M. GLEIZES
Mme GUHL
M. JALLAMION
M. JOSEPH
Mme PRIMET
M. SAKHO
Mme SIMONNET

Mme BAUDONNE
M. BOYAJEAN
Mme DASPET
Mme DUCHAUCHOI
Mme GAFFORELLI
Mme GOFFAUX-ESPEJO
Mme HERRERO
Mme JARDIN
Mme MAQUOI
Mme RIVIER
M. SALACHAS
Mme ZIANE

POUVOIRS

Mme EL AARAJE a donné pouvoir à M. BUSSY
Mme DJELLALI, ayant dû partir en cours de séance, a donné pouvoir à Mme GUHL
Mme HERRERO, arrivée en retard, a donné pouvoir à M. ALIBERT pour le début de la séance
M. HOCQUARD a donné pouvoir à Mme NAGELS
M. SOREL a donné pouvoir à Mme SIMONNET
Mme TRACHEZ a donné pouvoir à Mme RIVIER

SECRÉTAIRES AUXILIAIRES

Mme CERQUEIRA - M. PETIT

Ordre du jour

1. Délibérations.....	7
MA20.2021.156 : Réunion du Conseil d'arrondissement par voie dématérialisée.	7
MA20.2021.157 : Désignation d'un·e secrétaire de séance.	7
2021 DASCO 51 : Caisse des écoles et collèges publics parisiens – Organisation de la restauration scolaire dans les collèges publics parisiens. M. Eric PLIEZ rapporteur.....	7
MA20.2021.162 : Adoption du Budget Supplémentaire 2021 de l'État spécial du 20 ^e arrondissement. M. Jérôme GLEIZES rapporteur.....	9
2021 DAE 157 : Garantie à hauteur de 50% du service des intérêts et de l'amortissement d'un emprunt de 12.320.000 euros à souscrire par la SCI WIKIVILLAGE pour financer des travaux de construction d'un tiers lieu (20 ^e). Mme Nathalie MAQUOI rapporteure.....	10
2021 DAC 27 : Subventions (80.000 euros) et 2 conventions à quatre compagnies œuvrant dans le champ des arts de la rue et du cirque contemporain. Mme Marthe NAGELS rapporteure.	11
2021 DAC 40 : Subventions (538.180 euros), conventions et avenants avec 101 associations et organismes dans le cadre des événements estivaux soutenus par la Ville de Paris. Mme Marthe NAGELS rapporteure.	12
2021 DAC 112 : Subventions (110.000 euros) et convention avec la société ORIZA (20 ^e). Mme Marthe NAGELS rapporteure.	12
2021 DAC 201 : Conclusion d'un bail civil et passation d'une convention d'objectifs avec l'Association AGETA/ Collectif Curry Vavart dans le 20 ^e arrondissement. Mme Marthe NAGELS rapporteure.....	14
2021 DAC 588 : Subvention (10.000 euros) à l'association Paris Culture 20 ^{ème} au titre de l'action culturelle locale du 20 ^e arrondissement et avenant à convention. Mme Marthe NAGELS rapporteure.	15
2021 DAC 592 : Subvention (11.000 euros) et signature d'une convention pluriannuelle d'objectifs avec l'association Fabrication Maison au titre des projets culturels élaborés dans les Quartiers Populaires de la Politique de la Ville (19 ^e et 20 ^e). Mme Marthe NAGELS rapporteure.	15
2021 DAC 630 : Subventions (22.000 euros) à quatre associations au titre des projets culturels élaborés dans les quartiers populaires de la Politique de la ville (17 ^e , 18 ^e et 20 ^e) et avenants aux conventions pluriannuelles d'objectifs. Mme Marthe NAGELS rapporteure.	16
2021 DDCT 39 : Subventions de fonctionnement (738.050 euros à 218 associations pour le financement de 299 actions dans les quartiers populaires (Appel à projets Politique de la Ville – 2 ^{ème} enveloppe). M. Maxime SAUVAGE rapporteur.	16
2021 DDCT 40 : Soutenir et sécuriser les associations des quartiers populaires dans le cadre de conventions pluriannuelles d'objectifs (824.600 euros pour 49 associations et la réalisation de 128 actions). M. Maxime SAUVAGE rapporteur.	16
2021 DDCT 43 : Subventions d'investissement (144.530 euros) à 10 associations pour le financement de 10 projets dans les quartiers populaires. M. Maxime SAUVAGE rapporteur.....	18
2021 DASCO 81 : Collèges publics dotés d'un service de restauration autonome – Actualisation des tarifs de restauration pour les commensaux pour l'année scolaire 2021-2022. Mme Anne BAUDONNE rapporteure.	18

2021 DFPE 158 : Subventions (906.923 euros) et avenants n° 6 avec l'association Gan Menahem (18 ^e), pour ses quatre établissements de la petite enfance. M. Lyes BOUHDIDA-LASSERRE rapporteur.....	19
2021 DFPE 173 : Subventions (465.374 euros) et avenants n° 6 avec l'association Gan Yossef (20 ^e) pour ses 2 établissements d'accueil de la petite enfance. M. Lyes BOUHDIDA-LASSERRE rapporteur.....	19
2021 DJS 73 : Subventions (188.000 euros) au profit de 36 associations participant à la politique de jeunesse (vacances, culture, sports), 1 convention pluriannuelle d'objectifs, 10 avenants à convention pluriannuelle d'objectifs et 6 conventions annuelles d'objectifs (5 ^e , 6 ^e , 10 ^e , 11 ^e , 12 ^e , 13 ^e , 14 ^e , 18 ^e , 19 ^e , 20 ^e). M. Lyes BOUHDIDA-LASSERRE rapporteur.	22
2021 DPE 28 : Subventions (74.500 euros) et conventions avec trois associations œuvrant pour la prévention des déchets et au développement des "Territoires Zéro Déchet". M. Martin BUSSY rapporteur.....	22
2021 DLH 130 : Location de l'immeuble 33, rue de la Cour des Noues (20 ^e) à Paris Habitat OPH - Bail emphytéotique. M. Thomas CHEVANDIER rapporteur.	23
2021 DAE 81 : Soutien aux exploitants sur le domaine public impactés par la Covid-19 - Exonération, gel et diminution de redevances pour l'année 2020. Mme Carine EKON rapporteure.....	24
MA20.2021.210 : Adoption de la nouvelle Charte des Conseils de quartier du 20 ^{ème} arrondissement. Mme Annie GAFFORELLI rapporteure.	24
2021 DVD 24 : Stationnement de surface - Nouvelle tarification. M. Vincent GOULIN rapporteur.	32
2021 DFPE 165 : Subventions (154.500 euros) et avenants à convention avec neuf associations pour leurs activités de médiation familiale. Mme Antoinette GUHL rapporteure.....	35
2021 DAE 151 : « Paris Boost Emploi » - Subvention (40.000 euros) et conventions avec 23 associations intervenant dans les quartiers populaires pour mise en œuvre du plan Paris Boost Emploi. Mme Alexandra JARDIN rapporteure.....	36
2021 DAE 155 : Développement et accélération de " l'Expérimentation Territoires Zéro Chômeur de Longue Durée " à Paris. Mme Alexandra JARDIN rapporteure.	36
2021 DAE 156 : Soutien à la préfiguration des projets "Territoires Zéro Chômeur de Longue Durée" dans les 18 ^e et 20 ^e arrondissements. Mme Alexandra JARDIN rapporteure.....	36
2021 DASCO 62 : Caisse des écoles (20 ^{ème}) – Avenant à la convention 2018-2021 et ajustement de la subvention 2021 (8.228.751 euros) au titre de la restauration scolaire, périscolaire et extrascolaire. M. Eric PLIEZ rapporteur.....	39
2021 DASCO 63 : Caisses des écoles - Modalités de conventionnement et de financement par la Ville de Paris pour la restauration scolaire, périscolaire et extrascolaire pour la période 2022-2024. M. Eric PLIEZ rapporteur.....	39
2021 DASCO 80 : Caisse des écoles (20 ^{ème}) - Convention d'objectifs et de financement pour la restauration scolaire, périscolaire et extrascolaire pour la période 2022-2024. M. Eric PLIEZ rapporteur.....	39
2021 DAC 203 : Subvention de fonctionnement (5.000 euros) à l'Association pour la Gestion d'Espaces Temporaires Artistiques - AGETA/ Collectif Curry Vavart (18 ^e , 20 ^e). Mme Marthe NAGELS rapporteure.	39
2021 DAC 627 : Subventions (30.400 euros) à cinq associations au titre des projets culturels élaborés dans les quartiers populaires de la Politique de la Ville (10 ^e , 14 ^e et 20 ^e) et avenants aux conventions pluriannuelles d'objectifs. Mme Marthe NAGELS rapporteure.....	39

2021 DASES 97 : Subventions d'investissement (12.165 euros) et conventions avec trois associations pour la réalisation de travaux d'aménagement et l'achat de matériels. M. Maxime SAUVAGE rapporteur.	39
2021 DASES 98 : Subventions (40.800 euros) et conventions avec 21 associations dans le cadre de la politique de la ville. M. Maxime SAUVAGE rapporteur.	39
2021 DDCT 42 : Subventions (100.000 euros) aux réseaux de soutien aux familles monoparentales dans les quartiers populaires (11ème, 13ème, 14ème, 17ème, 18ème, 19ème et 20ème arrondissements). M. Maxime SAUVAGE rapporteur.	39
2021 DDCT 44 : Subventions (85.600 euros) à 11 structures porteuses de projets économiques locaux dans les quartiers populaires. M. Maxime SAUVAGE rapporteur.	39
2021 DDCT 52 : Subventions (90.000 euros) à 8 associations au titre de l'Appel à projets Parcours Linguistiques à Visée Professionnelle 2021. M. Maxime SAUVAGE rapporteur.	39
2021 DAJ 14 : Subvention (47.000 euros) au Conseil Départemental de l'Accès au Droit de Paris pour le financement de permanences supplémentaires dans les Points d'Accès au Droit (18 ^e , 19 ^e et 20 ^e). Mme Hélène TRACHEZ rapporteure.	39
2021 DASES 125 : Subventions (montant total : 659.895 euros), aux associations: les Restaurants du Cœur, L'Un est l'Autre, Notre Dame de Tanger, et convention avec la Chorba pour leurs actions d'aide alimentaire. M. Antoine ALIBERT rapporteur.	40
2021 DASES 127 : Subventions (23.000 euros) et conventions annuelles avec 8 associations pour leurs actions d'accompagnement à la scolarité 2020-2021. M. Antoine ALIBERT rapporteur.	40
2021 DASES 133 : Subventions (96.700 euros) à quatorze associations, conventions et avenant pour leurs actions d'insertion sociale. M. Antoine ALIBERT rapporteur.	40
2021 DASCO 35 : Subventions (835 648,30 euros) et conventions annuelles d'objectifs avec des associations et organismes pour des projets d'animation au titre des temps d'activités périscolaires. Mme Anne BAUDONNE rapporteure.	40
2021 DASCO 37 : Collèges publics parisiens et lycées municipaux - Dotations complémentaires de fonctionnement (13.320 euros), subventions d'équipement (19.180 euros) et subventions pour travaux (188.973 euros). Mme Anne BAUDONNE rapporteure.	40
2021 DASCO 50 : Conventions annuelle d'objectifs et subventions associées (57.243,50 euros) pour des projets d'animation mis en œuvre dans le cadre du programme NPNRU. Mme Anne BAUDONNE rapporteure.	40
2021 DASCO 82 : Collèges en cité scolaire - Subventions complémentaires (64.369 euros) au titre de la restauration scolaire pour 2021. Mme Anne BAUDONNE rapporteure.	40
2021 DASCO 99 : Collèges publics - Modification de la contribution de la Ville de Paris pour 2021 (357 208,80 euros) aux services de restauration et d'internat de certains collèges dotés d'un service de restauration autonome. Mme Anne BAUDONNE rapporteure.	40
2021 DFPE 137 : Subvention (354.022 euros), convention et avenant n° 6 avec l'association Crèche Laïque du Quartier St Fargeau (20 ^e) pour l'établissement multi-accueil St Fargeau (20 ^e). M. Lyes BOUHDIDA-LASSERRE rapporteur.	40
2021 DFPE 168 : Subvention (57.065 euros) et avenant n° 7 avec l'association Galipette (20 ^e) pour sa crèche parentale (20 ^e). M. Lyes BOUHDIDA-LASSERRE rapporteur.	40
2021 DFPE 172 : Subvention (238.409 euros), et avenant n°6 avec la Fondation Casip Cojasor (20 ^e) pour sa halte-garderie (20 ^e). M. Lyes BOUHDIDA-LASSERRE rapporteur.	40

2021 DFPE 176 : Subventions (444.449 euros), avenants n° 3 et n°6 à l'Association des Cités Caritas (20^e) pour ses 3 établissements d'accueil de la petite enfance. M. Lyes BOUHDIDA-LASSERRE rapporteur..... 40

2021 DJS 72 : Subventions (167.500 euros), 6 conventions pluriannuelles d'objectifs, 2 avenants à convention annuelle d'objectifs et 5 conventions annuelles d'objectifs avec 31 associations de jeunesse (10^e, 12^e, 13^e, 14^e, 18^e, 19^e, 20^e) au titre de l'engagement et du pouvoir d'agir des jeunes. M. Lyes BOUHDIDA-LASSERRE rapporteur..... 40

2021 DPE 27 : Subventions (341.555 euros) de fonctionnement et signature d'avenants de prorogation aux conventions de 10 associations gestionnaires de recycleries. M. Martin BUSSY rapporteur..... 41

2021 DLH 116 : Rénovation de logements locatifs sociaux financée par le plan de soutien de l'État – modification des financements de la Ville pour 6 programmes de rénovation de logements sociaux. M. Thomas CHEVANDIER rapporteur. 41

2021 DU 81 : Appel à Projets Urbains Innovants « Inventons la Métropole du Grand Paris » – 29, rue du Soleil (20^e) – Prorogation de la promesse de Bail à Construction, prorogation de la convention d'occupation précaire, autorisation de la signature du Bail à Construction et garantie financière. Mme Virginie DASPET rapporteure. 41

2021 DASES 122 : Subventions (16.000 euros) à 7 associations et avenant à la convention pluriannuelle d'objectifs avec l'une d'entre elles, pour leurs actions dans le cadre du Mois Parisien du Handicap. Mme Karine DUCHAUCHOI rapporteure..... 41

2021 DAE 117 : Marchés découverts alimentaires et biologiques - Modification des droits de place. Mme Carine EKON rapporteure. 41

2021 DAE 154 : Emplacements commerciaux sur le domaine public – autorisation d'occupation du domaine public. Mme Carine EKON rapporteure..... 41

2021 DJS 20 : Subventions (170.400 euros) à 20 associations sportives (dont 10 conventions pluriannuelles d'objectifs) (20^e). M. Epency EPARA EPARA rapporteur. 41

2021 DJS 103 : Gratuité d'utilisation pendant l'été 2021 des centres sportifs parisiens pour les animations organisées dans le cadre de «#ParisEnvies » et des bassins éphémères du 12^{ème}, 13^{ème}, 20^{ème}, 19^{ème}. M. Epency EPARA EPARA rapporteur. 41

MA20.2021.213 : Mise à disposition à titre gratuit d'un terrain à usage de jardin partagé, situé au 18 passage des soupirs (20^e) - Convention d'occupation et d'usage du domaine public avec l'association « Association du Passage des Soupirs». M. Sylvain INDJIC rapporteur. 41

MA20.2021.214 : Mise à disposition à titre gratuit d'un terrain à usage de jardin pédagogique, situé au sein du square Emmanuel Fleury, 40 rue Le Vau (20^e) - Convention d'occupation et d'usage du domaine public avec l'association « Vergers Urbains». M. Sylvain INDJIC rapporteur..... 41

2021 DEVE 56 : Subventions (161.000 euros) à quatre associations pour des projets d'insertion professionnelle par l'entretien horticole d'espaces verts (12^e, 16^e, 18^e et 20^e). M. Sylvain INDJIC rapporteur..... 41

2021 DEVE 57 : Subventions (330.730 euros) à 5 associations pour des projets d'insertion professionnelle par l'entretien de la Petite Ceinture ferroviaire et de la tranchée Pereire (12^e, 13^e, 14^e, 15^e, 16^e, 17^e, 19^e et 20^e). M. Sylvain INDJIC rapporteur..... 41

2021 DEVE 68 : Subvention (20.500 euros) à l'association VENI VERDI et signature de la convention pluriannuelle d'objectifs. M. Sylvain INDJIC rapporteur. 41

2021 DEVE 69 : Subvention (15.000 euros) à l'association VERGERS URBAINS et signature d'une convention pluriannuelle d'objectifs. M. Sylvain INDJIC rapporteur.....	42
2021 DAE 150 : Subventions (191.600 euros) et conventions avec 19 associations dans le cadre de la mise en œuvre du volet emploi du Contrat de Ville. Mme Alexandra JARDIN rapporteure.	42
2. Vœux	42
V20-2021-223 : Vœu de l'Exécutif en soutien à Mila et à la liberté d'expression.	42
V20-2021-224 : Vœu relatif à la pollution induite par les plaquettes de frein, présenté par Raphaëlle Primet, Karine Duchauchoi et les membres du groupe Communiste et citoyen.	43
Vœu relatif à la création d'un espace vert sur les surlargeurs de la Petite Ceinture, présenté par Raphaëlle Primet, Karine Duchauchoi et les membres du groupe Communiste et citoyen.	45
V20-2021-225 : Vœu de l'Exécutif relatif à l'aménagement des surlargeurs de la Petite Ceinture.	45
V20-2021-226 : Vœu présenté par Geneviève Garrigos et les élu-e-s du Groupe Paris En Commun relatif à la promotion des moyens de lutte contre le vol de bicyclettes.	47
V20-2021-227 : Vœu relatif à la réhabilitation des logements de la cité Bonnier, déposé par Nathalie Maquoi, Sylvain Indjic et les élu.es Génération.s.	48
V20-2021-228 : Vœu relatif au suivi des vœux votés en Conseil d'Arrondissement, déposé par Vincent GOULIN et les élu.e.s du GEP 20.	53
V20-2021-229 : Vœu du groupe Communiste et Citoyen pour des Caisses d'Allocations Familiales (CAF) et une sécurité sociale à la hauteur des enjeux.	54
Vœu d'urgence relatif au plan de circulation rue de Bagnolet, déposé par les élu.e.s du Groupe écologiste de Paris 20 ^e , soutenu par les élu.e.s du groupe Génération.s.	56
V20-2021-230 : Vœu d'urgence relatif à la rentrée scolaire 2021, déposé par Nathalie Maquoi, Sylvain Indjic et les élu.es du groupe Génération.s.	58
V20-2021-231 : Vœu relatif au programme Wonderland, 103 Cours de Vincennes (75020 Paris), déposé par François-Marie DIDIER et les élus du groupe Changer Paris du 20ème	60
V20-2021-232 : Vœu relatif aux dépenses relatives aux travaux de la Maison de l'air, sur proposition de Danielle Simonnet et du groupe France Insoumise.	62

Déroulement de la séance

1. Délibérations

MA20.2021.156 : Réunion du Conseil d'arrondissement par voie dématérialisée.

Après consultation des membres, la délibération est adoptée.

MA20.2021.157 : Désignation d'un·e secrétaire de séance.

Après consultation des membres, M. Epency EPARA EPARA est désigné secrétaire de séance.

2021 DASCO 51 : Caisse des écoles et collèges publics parisiens – Organisation de la restauration scolaire dans les collèges publics parisiens. M. Eric PLIEZ rapporteur.

Mme PRIMET

Oui, alors donc notre groupe est en faveur de la création de ce service de restauration scolaire unifié, mais on a les mêmes soucis, on rejoint les soucis qu'a donnés Antoinette. Il s'agit ici d'un principe de rationalisation d'un service public morcelé qui dépend, pour certains, des caisses des écoles et pour d'autres, de l'Éducation nationale. Alors nous pensons que par ces moyens, on peut se créer les conditions de nos ambitions, à savoir l'objectif de qualité de l'alimentation, la mise en place des menus végétariens, le recours à des circuits courts et aux repas issus de l'agriculture bio. On soutient donc l'esprit de la réforme, mais on a plusieurs vigilances et incertitudes, notamment pour les personnels, ceux qui sont actuellement sous statut de l'Éducation nationale : les ATEE. Nous notons que la reprise par la Ville est garantie. En revanche, la suppression à terme du statut des ATEE signifie la suppression d'une garantie essentielle qui vient avec ce statut, c'est celle de pouvoir prétendre à un logement de fonction. Donc nous aimerions qu'il y ait un point qui soit fait là-dessus et que ça fasse partie des conditions de reprise. Des négociations avec l'Éducation nationale doivent avoir lieu sur le parc de logement en question pour permettre à la Ville de pouvoir loger ses agents. Pour les personnels contractuels, il faut engager une réflexion sur la déprécarisation. Ce sont des emplois fractionnés qui cumulent une diversité de missions dans des conditions difficiles. La réforme prévoit que ces personnels contractuels devront postuler directement auprès des caisses des écoles pour être pris. Et on n'est donc pas du tout sûr que, enfin, il n'y a pas de garantie sur la continuité de l'emploi de ces personnels. Donc mettre en œuvre cette réforme au mois de septembre, c'est créer les conditions de son succès dès maintenant, donc créer des emplois à la Ville de Paris pour anticiper la reprise des ATEE et garantir au personnel la possibilité d'être reconduit. Pour toutes ces raisons et encore d'autres, on s'abstient pour le moment avant le Conseil de Paris, même si, pour le principe, on veut obtenir des garanties et on fera sûrement des amendements au Conseil de Paris. Je vous remercie.

M. PLIEZ

Merci. Danielle SIMONNET.

Mme SIMONNET

Oui, merci, Monsieur le Maire. Écoutez, moi, je pense qu'il devrait y avoir deux principes qui nous guident. Le premier, on en avait déjà parlé sur la question du statut des personnels des caisses des écoles. On devrait avoir un objectif qui est de contribuer à leur titularisation. Et ça, ça n'implique pas simplement la caisse des écoles du 20^e, bien évidemment. Mais ça dépend d'une impulsion de la Maire de Paris, de l'équipe municipale parisienne en étroite collaboration avec l'ensemble des Maires d'arrondissement, parce qu'on a encore bien trop d'agents, de cantinières qui sont payées 530 € par mois parce qu'elles ne font pas plus de 5h par jour. Et ça, depuis 2001. Donc c'est vraiment un bilan catastrophique. Donc il faudrait avoir ce premier objectif. Deuxième objectif sur la qualité des repas, on devrait avoir un objectif de retour en fait à la cuisine autonome par établissement. Parce que le fait dans la cantine, dans l'école, garantit une meilleure qualité gustative que les liaisons froides ou les

liaisons chaudes. Ce qui n'empêche une mutualisation des caisses des écoles dans l'achat des denrées pour garantir du circuit court, pour garantir du bio afin d'avoir une alimentation plus saine. Moi, ce qui m'interroge dans cette délibération, c'est qu'on fait le chemin inverse sur les deux tableaux puisqu'on a des personnels dans les collèges autonomes des cantines qui vont être du coup ramenés aux caisses des écoles. Donc j'ai une question, Monsieur le Maire, parce que j'ai beau lire et relire les formulations, je dois être très fatiguée, je n'arrive pas à comprendre les distinctions entre types de personnel, et ceux qui sont fonctionnaires titulaires de la Ville de Paris, est-ce qu'ils gardent leur statut ? Est-ce que c'est que les vacataires qui vont du coup voir leur contrat basculer au niveau des caisses des écoles ? Qu'en est-il exactement, réellement ? Dans tous les cas, en l'état, pour la France Insoumise, nous ne pourrions pas voter favorablement pour cette délibération, comme je l'ai expliqué. Je vous remercie.

M. PLIEZ

Très bien. Une réponse groupée à des questions. Alors d'abord, les questions qu'évidemment, les uns et les autres, vous êtes un certain nombre à être représentés au Conseil d'administration de la caisse des écoles. Il y a un certain nombre de sujets qui viennent d'être évoqués et que j'avais évoqués dans mon introduction : la déprécarisation, la question de la qualité de l'assiette. Ce sont des sujets qui sont évidemment au cœur de la fiche de mission de cette première année de Grégory MECHE. De même la gestion des déchets, effectivement, trop de choses finissent encore à la poubelle. Donc il y a aussi à gérer cela. C'est 13 500 repas par jour effectivement que fait la liaison froide, et vous avez très bien dit que la limite de la liaison froide, c'est qu'effectivement, tout ce qui est grillades et frites, par exemple, ne passe pas. Mais je pense qu'il y a nettement moyen d'améliorer les choses. Et c'est tout le travail que nous faisons et que nous allons évidemment poursuivre parce qu'il y a encore du boulot, j'en conviens tout à fait, avec la commission des menus. Pour revenir sur la délibération précise et les questions qui ont été posées, en ce qui nous concerne, nous allons réintégrer trois collèges. Un en 2021, un en 2022, un en 2023 : Françoise-Dolto, Pierre-Mendès-France, Flora-Tristan. Sur ce premier collège, Françoise-Dolto, il y avait un salarié qui était contractuel, qui donc a volontiers et sans aucun problème, accepté d'être transféré à la Caisse des écoles. Pour tous les autres salariés, effectivement, ils seront transférés dans les caisses des écoles avec un engagement de maintien du niveau de rémunération et du régime du temps de travail, sachant que là encore, je pense que pour un certain nombre d'entre eux, là, je parle plus globalement sur Paris, sur l'ensemble des établissements, effectivement, la question de la déprécarisation et de la titularisation sera centrale. Mais ça, comme l'a dit Danielle SIMONNET, c'est un sujet sur lequel je crois que nous sommes plutôt actifs dans le 20^e, mais qui va prendre un certain temps, y compris parce qu'il y a des questions de formation, de VAE, etc. à mettre en place. Donc le 20^e, ces trois collèges, un cette année. Je précise, et c'est important, je suis très content que les parents soient contents, parce que à Dolto, c'est un marché de livraison de repas en liaison froide. Ça veut dire que donc on peut être content aussi parfois de la liaison froide. J'ai les mêmes critiques que vous, soyons clairs, sur les liaisons froides. Après, 13 500 repas par jour, moi, je n'ai pas de formule magique pour changer les choses du jour au lendemain. En tout cas, c'est bien que les parents soient contents. Effectivement, maintenant, ça serait une livraison par la caisse des écoles. Ça sera intéressant d'ailleurs, ça fait un peu un test d'analyser la comparaison entre deux types de liaison froide et peut-être qu'on va découvrir qu'il y en a vraiment à s'inspirer, de voir d'autres boîtes qui avaient pu intervenir avant. En ce qui concerne les deux autres collèges, Mendès-France et Flora-Tristan, 2022-2023, ils ont une cuisine sur place. Et en fait, ils conserveront leur cuisine sur place, leur confection sur place, mais avec un approvisionnement en denrées depuis la caisse des écoles. Ça, c'était important que vous le sachiez. Et je pense que ça sera important aussi qu'on puisse travailler avec les parents, et je le note bien, dès cette année pour Mendès-France et Flora-Tristan, même si c'est un peu plus tard. Évidemment, nous aborderons, avec le directeur de la caisse, la question des quelques salariés qui sont dans les caisses à venir. Voilà ce que je peux vous dire. Mais c'est vrai qu'on n'est pas les plus impactés et c'est vrai que les questions que vous aviez soulevées, là, je sais qu'elles sont assez prégnantes dans d'autres arrondissements. J'ai parlé avec ma collègue du 12^e sur ce sujet-là, par exemple. Voilà ce que je peux vous dire à ce niveau. Mais soyez assurés qu'en tout cas, le directeur, l'équipe de la caisse des écoles et les administrateurs qui sont représentés pour notre Conseil, on est au boulot et on va continuer. Et je pense que vous serez largement présents pour aussi faire évoluer cette caisse. Je ne rentre pas plus dans le détail. Mais voilà sur cette DASCO 51.

Après consultation des membres, la délibération est adoptée.

MA20.2021.162 : Adoption du Budget Supplémentaire 2021 de l'État spécial du 20^e arrondissement. M. Jérôme GLEIZES rapporteur.

M. DIDIER

Oui, merci, Monsieur le Maire. C'est dommage que Jérôme GLEIZES ne soit pas là parce qu'il aurait pu certainement répondre à mes questions. Je constate que le budget est largement en augmentation par rapport au Budget Primitif qui avait été voté dernièrement avec quasiment plus 3,5 millions d'euros supplémentaires. Il y a quelques lignes, moi, j'avais des questions sur la ligne budgétaire alimentation, +113 000 €, frais de gardiennage, +143 000 €, contrat de prestation de services, +610 000 €. Donc je souhaitais simplement savoir quelles étaient les raisons de ces augmentations et à quoi correspondent exactement ces lignes budgétaires. Je vous remercie.

M. PLIEZ

OK. Une réponse rapide. Tout ça est extrêmement lié aux dépenses supplémentaires COVID. On dépense, du centre de vaccination et à des reports de l'année dernière. Mais essentiellement, c'est le centre de vaccination et les dépenses COVID qui nous impactent.

Mme DUCHAUCHOI

Oui, peut-être...

M. PLIEZ

Et COVISAN bien sûr. Tu veux dire quelque chose, Karine, peut-être ?

Mme DUCHAUCHOI

Oui, justement. Effectivement, le fait qu'il y a le COVISAN qui soit dans la Mairie est essentiel en fait. Ça a nécessité des heures de gardiennage supplémentaires et un centre de vaccination aussi. C'est ce qu'a dit Éric. Peut-être en profiter pour vous dire que le centre de vaccination aussi va se fermer cet été de façon ponctuelle en tout cas, pour l'instant, au moins pour les congés d'été. Mais effectivement, ça a un coût très important. Pour l'instant, sur COVISAN, l'ARS a dit qu'elle ne prendrait pas en charge. Donc on a des gros questionnements, c'est-à-dire qu'on fait à la place de l'État. Mais là, l'État se désengage, en tout cas financièrement puisque sur le dispositif COVISAN, on sait que du coup, il n'y aura pas de prise en charge et que ces frais supplémentaires occasionnés, ce que vient de dire Éric, seront à la charge de la collectivité. Donc encore une bataille à mener.

M. PLIEZ

Donc effectivement, François-Marie DIDIER, c'est bien cela. La maintenance, le gardiennage, tout ça est lié à COVISAN, tout ça est lié au nettoyage des locaux principalement puisqu'il fallait redoubler le nettoyage, notamment dans les écoles. On a pour 107 000 de nettoyage supplémentaire dans les écoles. Du petit équipement, par contre, pour permettre à l'atelier de la SLA de réaliser les travaux en régie. Et puis des contrats de prestation de service, notamment pour les centres d'animation.

M. DIDIER

Merci, Monsieur le Maire.

M. PLIEZ

Bien.

Après consultation des membres, la délibération est adoptée.

2021 DAE 157 : Garantie à hauteur de 50% du service des intérêts et de l'amortissement d'un emprunt de 12.320.000 euros à souscrire par la SCI WIKIVILLAGE pour financer des travaux de construction d'un tiers lieu (20^e). Mme Nathalie MAQUOI rapporteure.

Mme GUHL

Je voulais intervenir sur la DAE 157 qui concerne en fait une garantie d'emprunt à hauteur de 50 % pour la construction du WIKIVILLAGE, oui, garantie d'emprunt pour la construction du WIKIVILLAGE pour un emprunt d'un montant total de 12,3 millions d'euros. Alors tout de suite, je vous dis que nous voterons pour cette délibération puisque le WIKIVILLAGE est un projet qui est extrêmement intéressant, à la fois d'économie sociale et solidaire et de transition écologique, qui est issu de Réinventer Paris. Il avait été, et je me souviens bien du jury non retenu pour un jury spécifique et a trouvé sa place dans le 20^e après discussion et négociation. C'est un projet qui va intégrer plein de très belles choses, un tiers-lieu qui va intégrer des *fablabs*, une crèche, des activités de restauration, des bureaux partagés et beaucoup de structures d'économie sociale et solidaire. Il est porté par le collectif AAA, Atelier d'Architecture Autogéré, qui sont à l'origine du jardin du 56 dans le 20^e, par exemple. Alors je disais que nous allions voter cette délibération parce que le projet est beau. Mais nous souhaitons quand même attirer l'attention du Conseil sur le fait que les structures, en particulier de l'économie sociale et solidaire, remontent beaucoup le fait que les prix de location soient extrêmement chers puisqu'actuellement est en train de s'organiser l'occupation du lieu par des structures d'économie sociale et solidaire. Donc moi, j'aimerais savoir si nous pouvons imaginer avec la Ville un processus d'accompagnement qui permettrait en fait d'aider les structures d'ESS à s'installer au WIKIVILLAGE lorsqu'elles le peuvent. Je trouve qu'il est dommage pour notre arrondissement que certaines structures qui aimeraient y avoir un pied ne puissent pas le faire pour des raisons financières. Donc je ne sais pas si quelque chose est prévu pour les accompagner. En tout cas, nous souhaitons, alors là, au nom du groupe, moi, je voulais souhaiter longue vie à WIKIVILLAGE et puis une très belle installation. Je crois que ça changera l'ergonomie du 20^e, là encore, en matière de durabilité.

M. PLIEZ

Merci. Nathalie MAQUOI pour vous répondre.

Mme MAQUOI

Merci. Bonsoir à tous. Je m'associe à ce que tu disais Antoinette : un très beau projet. Et puis là, on en est déjà à un soulagement puisqu'il peut se faire grâce à cette garantie d'emprunt. Et merci à la Ville parce qu'il va aussi permettre de reconfigurer le quartier. Je fais un clin d'œil à Virginie DASPET puisque tant qu'on n'y arrivait pas, on ne pouvait pas continuer aussi les travaux d'aménagement de la dalle. Donc là, du coup, on va pouvoir continuer. J'ai la même attention que toi, et d'ailleurs, je la partage avec Lila DJELLALI avec laquelle je travaille sur ce projet. On a très, très envie que la source qui est le supermarché coopératif qui est en train d'expérimenter ce modèle puisse s'y installer. Et pour ça, il faut que les prix des loyers, en tout cas que le modèle économique, puissent être possibles. On sait souvent que sur des activités qui sont plus durables, elles génèrent parfois moins de bénéfices, en tout cas, à court terme, à très court terme. Donc c'est la deuxième étape qui est devant nous et qu'on fera avec beaucoup d'attention. Merci de le rappeler ici.

M. PLIEZ

Merci. Oui, écoutez, moi aussi, je salue ce projet.

Mme SIMONNET

J'avais demandé à prendre la parole, Monsieur le Maire.

M. PLIEZ

Vous étiez inscrite, Mme SIMONNET ? Oui, je vous en prie. Allez-y. Vous avez deux minutes.

Mme SIMONNET

Oui, j'ai quand même plein de questions, moi, sur ce projet. D'abord, on est dans un quartier ultra dense. Si j'ai bien compris l'emprise, on est aux pieds des deux grandes tours. Donc c'est quand même très, très minéral. Alors j'ai bien vu qu'il y avait un projet de jardin sur le toit mais ça ne va pas améliorer la végétalisation au sol. Il y a tiers-lieu et tiers-lieu. Ce n'est parce qu'on met simplement le terme de tiers-lieu qu'on est forcément sur de l'économie sociale et solidaire de type coopératif. Les collègues auparavant ont souligné le problème du modèle économique. Et c'est bien ça le souci, parce qu'à partir du moment où on est dans une situation où la SEMAEST décide en fait de céder l'emprise foncière au lieu que la Ville se dise qu'on reste maître du foncier et de l'investissement et on fait en sorte que des structures coopératives de l'économie sociale et solidaire puissent habiter et faire vivre un tiers-lieu, on est du coup dans des modèles économiques radicalement différents. Donc moi, ma grande crainte, c'est que du coup, pour ce modèle économique, le côté location de surface de coworking et de conférence et showroom avec un modèle économique de fait libéral, l'emporte par nécessité de rentrer sur les fonds économiques à l'ensemble des projets qu'il peut y avoir sur ce lieu-là, vraiment tourné vers l'implication, le collaboratif, l'innovation sociale, la solidarité et le côté fablab sous plein d'aspects qui pourraient être extrêmement riches. Et je trouve vraiment qu'on ferait bien de regarder ce qui se fait dans les banlieues limitrophes à Paris où c'est les collectivités locales qui ont la maîtrise en fait du bâti et qui assument les travaux d'investissement et qui ensuite s'engagent aussi en termes d'accompagnement dans le fonctionnement pour que les loyers soient modérés pour permettre à des structures de pouvoir fonctionner dans ces tiers-lieux sans être dans une recherche lucrative. Je vous remercie.

M. PLIEZ

Merci. Nathalie MAQUOI pour répondre peut-être brièvement.

Mme MAQUOI

En quelques mots, oui, brièvement. D'abord, sur l'emprise. C'était un ancien parking, si tu te souviens, Danielle, avant. Le projet était effectivement de ne pas faire un jardin sur cette emprise. Mais quand tu regardes la manière dont elle est faite, moi, je trouve qu'un bâtiment qui est fait dans les conditions durables pour la ville du futur à cet endroit-là s'insère particulièrement bien. Effectivement, il aura une attention. Et je crois même qu'on regarde pour pouvoir dans la rue, à l'issue des travaux, voir ce qu'on peut aussi planter comme arbre. Tu as raison, c'est tout le sujet et l'idée, c'est quand même que ce soit un lieu d'innovation sociale et d'ESS, et d'ESS de modèle coopératif. Donc là, on a franchi la première marche. Et ce sera toute la suite du travail. Et je pense qu'entre l'arc de l'innovation, entre des équilibres, on va y arriver. Et on trouvera plutôt quelque chose qui serve et qui s'insère dans ce quartier populaire.

M. PLIEZ

Merci, Nathalie. Avant de procéder au vote, je dirai trois compléments. La première, c'est qu'évidemment, quand le projet aura un peu avancé, il est question d'une présentation au public, aux habitants de Saint-Blaise, évidemment. La deuxième chose, c'est qu'a priori, il est prévu que les tarifs soient modulables en fonction des activités et modulables, moi, je l'entends aussi comme des soutiens possibles. Et il y en a déjà des soutiens, on va le voir dans la suite des votes, à des structures plus fragiles, notamment dans la phase de démarrage. Et puis ensuite, il y a eu des associations comme la Source effectivement, visiblement, déjà fléchées sur le lieu..

Après consultation des membres, la délibération est adoptée.

2021 DAC 27 : Subventions (80.000 euros) et 2 conventions à quatre compagnies œuvrant dans le champ des arts de la rue et du cirque contemporain. Mme Marthe NAGELS rapporteure.

Mme NAGELS

Bonsoir. Merci, Monsieur le Maire. Alors c'est une intervention pour mettre en valeur rapidement cette délibération. On vous propose ici de voter une subvention de 80 000 € à quatre compagnies qui

œuvrent dans le champ des arts de la rue et du cirque contemporain. Dans le 20^e, ça concerne notamment la Ktha que beaucoup d'entre vous connaissent, elle est conventionnée aussi DRAC depuis 2015. Et nous, côté Mairie du 20^e, on la soutient via la DAL culture depuis 2018 sur différents projets. C'est une association, une compagnie de théâtre qui est très implantée dans le quartier Belleville, Amandiers et qui prône la performance théâtrale dans l'espace public. Elle développe notamment depuis 2019 le Béa-Ba, le Bureau d'entre-accompagnement banane amandiers, qui aujourd'hui accompagne d'autres compagnies de théâtre à sortir sur l'espace public pour tester de nouvelles esthétiques. C'est vraiment un très, très bel outil. Cette subvention permet notamment de continuer cette action-là. Juste redire aussi que la Mairie du 20^e est très attachée à la ktha. Elle est très sollicitée par des compagnies de toute la France mais c'est pourtant une structure aussi éminemment locale. Je voulais les saluer ce soir et vous appeler à voter cette délibération. Merci.

M. PLIEZ

Merci.

Après consultation des membres, la délibération est adoptée.

2021 DAC 40 : Subventions (538.180 euros), conventions et avenants avec 101 associations et organismes dans le cadre des événements estivaux soutenus par la Ville de Paris. Mme Marthe NAGELS rapporteure.

Mme NAGELS

Merci beaucoup. Là encore, une intervention pour soutenir cette très belle subvention qui propose de soutenir des artistes un nouvel été puisque l'an dernier, vous vous en souvenez sans doute, on avait eu déjà l'été particulier. Donc on remet le couvert cette année avec une programmation encore plus construite avec les Mairies d'arrondissement. Donc c'est vraiment une très jolie programmation qui sera bientôt rendue public. Et dans le 20^e, c'est plus d'une trentaine de spectacles avec parfois pour quelques-uns d'entre eux plusieurs représentations qui seront proposées gratuitement au public dans différents lieux, principalement en plein air, avec la part belle qui sera faite au théâtre. C'est vraiment une très belle opportunité pour tous les Parisiens, et notamment ceux qui ne partent pas en vacances, et qui pourront ainsi bénéficier d'un festival de grande qualité. Merci.

M. PLIEZ

Merci, Marthe. Oui, c'est une grosse somme mais il y a 101 associations et organismes concernés par ces événements.

Mme NAGELS

Et c'est tout Paris, donc seule une partie est fléchée 20^e, évidemment.

M. PLIEZ

Bien sûr.

Après consultation des membres, la délibération est adoptée.

2021 DAC 112 : Subventions (110.000 euros) et convention avec la société ORIZA (20^e). Mme Marthe NAGELS rapporteure.

M. DIDIER

Oui, merci, Monsieur le Maire. Donc très rapidement, je tenais à dire que nous soutiendrons évidemment cette délibération qui propose d'allouer une subvention à la société ORIZA qui exploite la Bellevilloise qui est un haut lieu du 20^e et qui rayonne bien au-delà de notre arrondissement. Et je me félicite que la région Île-de-France participe également à ce projet d'aménagement et de

végétalisation du toit de terrasse à hauteur de 200 000 €. Donc nous voterons évidemment favorablement cette délibération.

M. PLIEZ

Merci. Donc Vincent GOULIN.

M. GOULIN

Oui, merci, Monsieur le Maire. Chers collègues. Donc effectivement, pour préciser que la Bellevilloise a une renommée nationale, enfin, en tout cas, municipale, régionale, voire nationale, sur certains événements. Donc c'est un lieu auquel tous les habitants du 20^e sont particulièrement attachés, qui a une programmation très éclectique, pas seulement culturelle, d'ailleurs, je tiens à le souligner, mais également citoyenne et écologique qui répond vraiment aux enjeux actuels. Mon intervention concernera davantage la nécessité d'impliquer les habitants dans le devenir des événements à programmer, notamment dans la perspective de l'aménagement de ce toit-terrasse puisqu'un certain nombre de riverains regroupés sous forme de collectif se plaignent régulièrement des nuisances liées à la Bellevilloise. Donc je pense qu'on pourrait profiter du vote de cette subvention pour enjoindre la Bellevilloise à mieux faire participer les habitants à la programmation de la Bellevilloise. Ça pourrait, par exemple, commencer par une invitation. Bon nombre de riverains ne sont jamais rentrés à l'intérieur de la Bellevilloise, donc connaissent encore moins le toit-terrasse. Ça peut être aussi les inviter à participer à certains événements ou organiser aussi des réunions fréquentes sur les nuisances, notamment sonores, qui peuvent se produire régulièrement, l'idée étant d'essayer de trouver des solutions pérennes pour le bien-être et le respect du cadre de vie des habitants.

M. PLIEZ

Merci. Danielle SIMONNET.

Mme SIMONNET

Oui, tout le monde connaît la Bellevilloise et son histoire, son histoire inscrite dans l'histoire du mouvement ouvrier avec les coopératives, avec ce qu'elle pouvait faire de manière très implicate en direction des familles. D'ailleurs, la délibération revient sur différents éléments. Le temps où il y avait une bibliothèque gratuite en accès libre, où il y avait des activités en direction de la jeunesse. Aujourd'hui, il faut quand même reconnaître que la Bellevilloise, elle a une programmation intéressante. C'est aussi un lieu avec une tarification bien particulière qui peut être considérée comme assez élevée pour un certain nombre de structures associatives ou artistiques lorsqu'elles veulent s'y produire, assez élevées lorsque vous avez des organisations syndicales, politiques ou associatives qui souhaitent réserver des salles pour pouvoir animer des réunions. Et je pense que toutes les formations ont déjà eu ou auront très prochainement d'ailleurs à y conduire des réunions de meeting. Et on sait très bien le coût que ça représente. Donc moi, j'aimerais bien un jour quand même qu'il y ait aussi une discussion avec l'ensemble de l'équipe de la Bellevilloise pour voir comment améliorer l'accessibilité du lieu pour l'ensemble des structures associatives, démocratiques, artistiques de l'arrondissement et au-delà, qu'on reréfléchisse dans le rapport avec la Ville sur le modèle économique qui du coup, fait que ces lieux deviennent de plus en plus, enfin, sont perçus comme lucratifs. Pour terminer, je pense qu'il est important de développer ce lieu, mais il est important de faire en sorte que son projet puisse être aussi co-élaboré avec les habitants du quartier, d'autant plus quand il y a des sommes aussi conséquentes d'argent public de la Ville. Or, il y a aussi des problèmes de voisinage. Il y a aussi les problèmes de nuisance sonore qu'il faut prendre en compte. Donc je pense qu'il faut absolument ouvrir les portes d'un comité de pilotage de la Bellevilloise qui permettent aux acteurs associatifs, culturels et citoyens du quartier de pouvoir sentir que c'est aussi leur lieu, puisque c'est à ce point-là financé aussi par la Ville. Je vous remercie.

M. PLIEZ

Merci. Je vais laisser Marthe répondre. Je crois qu'elle est d'ailleurs très attentive à suivre de près les lieux culturels de l'arrondissement. Marthe NAGELS.

Mme NAGELS

Oui, tout à fait. Et une précision, Monsieur le Maire, je m'exprime là au nom du groupe Génération plutôt sur une explication de vote. Juste en effet rappeler que par cette délibération, la Ville de Paris propose de participer à des travaux, c'est assez spécifique, destinés à aménager les toits-terrasses de la Bellevilloise pour y accueillir notamment des activités culturelles, les rencontres. Et en plus de cela, lui verser une subvention de fonctionnement 10 000 €. Alors au nom du groupe Génération, je souhaitais vous dire que nous sommes évidemment, par principe, en faveur de la multiplication des espaces culturels et des surfaces végétalisées dans l'arrondissement puisque ce toit-terrasse sera végétalisé, que, et vous l'avez rappelé, la Bellevilloise est un lieu emblématique du 20^e, en lien avec de nombreux acteurs locaux, récemment encore avec l'EPJ Mahalia-Jackson. Et je salue Lyes sur le projet « Mahalia zone libre » mais aussi avec la Mairie du 20^e arrondissement, par exemple, avec le projet « Dans le sas » que nous allons mener cet hiver. Puis enfin, cette délibération, elle s'inscrit aussi dans une période où il est nécessaire de soutenir les acteurs culturels. Néanmoins, le groupe Génération va s'abstenir pour deux raisons sur cette délibération. La première, et vous en avez parlé, c'est que nous sommes alertés depuis plusieurs années sur des nuisances sonores des activités de la Bellevilloise pour les voisins. Donc nous souhaitons vraiment très fort que la Bellevilloise engage un travail de médiation avec le quartier en amont afin de permettre une cohabitation apaisée et durable. Et je trouve que l'idée de pouvoir travailler aussi sur la programmation, sur ce qui s'y passe avec les riverains, c'est une bonne idée. Et puis deuxième raison de notre abstention, c'est que la délibération est en fait assez vague sur l'usage de la subvention de 10 000 € accordée pour soutenir les activités de la Bellevilloise. Tout ça poserait peut-être moins de questions.

M. PLIEZ

Les deux minutes sont passées puisque ce n'était plus un problème de rapportage mais un problème de prise de parole qui est l'explication de vote. Donc le temps est écoulé.

Mme NAGELS

OK. C'est tout ce que j'avais à dire. Donc nous nous abstenons.

M. PLIEZ

Alors je pense que je ne vais pas passer la parole à mon adjointe à la culture qui voulait défendre ce projet. Je vais donc simplement dire : vous avez le texte. Il s'agit effectivement d'un soutien en fonctionnement et investissement à la société ORIZA que nous suivons de près, y compris dans le cadre du suivi des lieux culturels.

Après consultation des membres, la délibération est adoptée.

2021 DAC 201 : Conclusion d'un bail civil et passation d'une convention d'objectifs avec l'Association AGETA/ Collectif Curry Vavart dans le 20^e arrondissement. Mme Marthe NAGELS rapporteure.

Mme NAGELS

Il s'agit de la conclusion d'un bail civil avec le collectif Curry Vavart pour le théâtre à durée indéterminée. Le collectif Curry Vavart, vous le savez, souhaite et développe des projets artistiques et associatifs en nous proposant des espaces de travail partagé aux artistes. Donc il y a plusieurs lieux qu'ils ont remis en état pour permettre ces activités, notamment la villa Belleville, par exemple, dans le 20^e. Donc ce théâtre à durée indéterminée qui est situé dans la cour du 38 rue des Amandiers avec d'autres associations et qui permet d'accueillir des salles de répétition, des ateliers d'art plastique mais aussi un petit peu de stockage pour des compagnies de théâtre notamment. Donc on vous propose ici de reconduire ce bail pour une durée de 3 ans, donc de renouveler la confiance au collectif Curry Vavart. Merci beaucoup.

Après consultation des membres, la délibération est adoptée.

2021 DAC 588 : Subvention (10.000 euros) à l'association Paris Culture 20^{ème} au titre de l'action culturelle locale du 20^e arrondissement et avenant à convention. Mme Marthe NAGELS rapporteure.

M. DIDIER

Merci, Monsieur le Maire. Dans cette délibération qui concerne l'association Paris Culture 20^e qui bénéficie de subvention de la Ville depuis de nombreuses années, ce qui ne me pose d'ailleurs pas de difficulté, au contraire. Néanmoins, dans les documents qui ont été mis à notre disposition, j'ai constaté que le budget de l'association avait augmenté de façon significative entre 2019 et 2021. Donc je souhaiterais simplement avoir quelques éléments de compréhension qui expliquent cette hausse du budget de cette association.

M. NAGELS

Merci de votre question. Alors en effet, c'est une association qui prend de l'ampleur puisqu'elle a commencé il y a longtemps par le montage du festival Et 20 l'été, qui a pris de l'ampleur de plus en plus qui aujourd'hui, a un rayonnement sinon parisien, mais au moins très, très connu dans le 20^e arrondissement. Et en fait, on voit aussi qu'il y a des spectateurs qui viennent d'ailleurs parfois, en dehors de Paris pour voir cette programmation. Donc c'est évidemment beaucoup plus lourd. Il y a une salariée, la directrice, nouvelle directrice d'ailleurs, qui est arrivée en novembre dernier, que je salue au passage. Donc ça, c'est l'une des activités de l'association mais ce n'est pas la seule puisqu'elle organise aussi, par exemple, des ateliers de médiation qui s'appelle les ateliers du regard hors les murs autour des expositions du pavillon Carré de Baudouin. Et puis enfin, elle est aussi en charge des conférences, les invitations aux arts et aux savoirs qui ont aussi lieu au pavillon Carré de Baudouin. Donc ils coordonnent toute la programmation vraiment très, très riche sur de la littérature, de l'histoire de l'art, d'économie, de la philosophie, etc. Donc on peut dire qu'ils sont bien occupés. Et sans doute la raison pour laquelle, ils ont pris de l'ampleur de plus en plus à faire la demande. Donc nous sommes très heureux de les accompagner sur cette expansion.

M. PLIEZ

Merci.

Après consultation des membres, la délibération est adoptée.

2021 DAC 592 : Subvention (11.000 euros) et signature d'une convention pluriannuelle d'objectifs avec l'association Fabrication Maison au titre des projets culturels élaborés dans les Quartiers Populaires de la Politique de la Ville (19^e et 20^e). Mme Marthe NAGELS rapporteure.

M. DIDIER

Oui, merci, Monsieur le Maire. Quelques précisions. Donc l'association Fabrication Maison qui accompagne un des projets majeurs de notre mandature, ces projets dépendent du 20^e dont on a eu l'occasion de discuter au sein de ce Conseil. Alors je n'ai pas difficulté sur le montant de la subvention qui est accordée à cette association ni sur ses actions d'ailleurs. Ma question, elle porte plutôt sur les nouveaux travaux, là, qui seront réalisés en 2021 et plus précisément : est-ce que ces travaux seront exposés ? Puisqu'on parle de travaux graphiques. Et puis quelles étaient les nouveautés par rapport aux travaux graphiques qui avaient été réalisés ces dernières années ? Puisque ça a l'air d'être assez similaire.

M. PLIEZ

Marthe NAGELS pour répondre.

Mme NAGELS

Merci de votre question. Alors je me propose de revenir vers vous avec plus de précisions sur votre question puisque vous avez besoin de précision, notamment sur les différences, vous voulez

connaître le projet en détail. Donc je me propose de revenir vers vous parce que je n'ai pas ces détails. L'idée, c'est d'aller un peu plus loin, de continuer sur ce même chantier graphique qui avait déjà été commencé, qui a rencontré un grand succès auprès des habitants, donc de pouvoir le renforcer. Mais je me propose de revenir vers vous.

Après consultation des membres, la délibération est adoptée.

2021 DAC 630 : Subventions (22.000 euros) à quatre associations au titre des projets culturels élaborés dans les quartiers populaires de la Politique de la ville (17^e, 18^e et 20^e) et avenants aux conventions pluriannuelles d'objectifs. Mme Marthe NAGELS rapporteure.

Mme NAGELS

Oui, c'est la dernière fois ce soir. Encore une délibération que je souhaitais particulièrement mettre en valeur. Là, c'est des subventions à plusieurs associations dans trois arrondissements. Chez nous, il y a l'association Plus loin qui travaille au cœur des quartiers prioritaires Python-Duvernois, Félix-Terrier et Saint-Blaise. Elle était axée sur la pratique sportive à sa création, mais aujourd'hui, elle propose des activités dans le domaine culturel et social. Et elle cherche, c'est sa raison d'être, à créer des projets collectifs pour que les habitants deviennent vraiment acteurs du territoire et noue pour cela tout un tas de partenariats sur l'arrondissement. Donc on les soutient aussi de temps en temps via la dotation d'animation locale. J'y tiens particulièrement puisque ce sont un peu des chantres de la réalisation des droits culturels, de l'accès aux droits culturels pour tous sur le 20^e arrondissement. Et je ne veux pas lâcher ce combat qui a été entamé déjà lors du précédent mandat par Nathalie MAQUOI et par d'autres : investir les quartiers populaires, offrir une culture de qualité pour tous mais aussi des moments de loisirs, de poésie à chacun et faire progresser, continuer à faire progresser ces droits culturels partout dans le 20^e. Donc je vous invite naturellement à voter cette délibération.

Après consultation des membres, la délibération est adoptée.

2021 DDCT 39 : Subventions de fonctionnement (738.050 euros à 218 associations pour le financement de 299 actions dans les quartiers populaires (Appel à projets Politique de la Ville – 2^{ème} enveloppe). M. Maxime SAUVAGE rapporteur.

2021 DDCT 40 : Soutenir et sécuriser les associations des quartiers populaires dans le cadre de conventions pluriannuelles d'objectifs (824.600 euros pour 49 associations et la réalisation de 128 actions). M. Maxime SAUVAGE rapporteur.

M. DIDIER

Merci, Monsieur le Maire. Si vous le permettez, j'interviendrai sur la DDCT 39 et également sur la DDCT 40 sur laquelle je m'étais inscrit. Donc chaque année, un appel à projets commun est lancé pour soutenir les actions associatives participant à la réalisation des objectifs du contrat de ville dans les quartiers populaires parisiens. Le contrat de ville, Maxime SAUVAGE en parlera certainement, parisien développe trois axes principaux : intervention, grandir, pour tout ce qui concerne l'éducation et la jeunesse et la parentalité, habiter. Donc le cadre de vie et le renouvellement urbain, et travailler, l'emploi et le développement économique. En 2020, il y avait eu 4 délibérations pour un montant d'environ 790 000 € qui avait été présenté en Conseil de Paris pour l'attribution de subventions aux associations œuvrant dans les quartiers populaires. En 2021, la subvention qui nous est présentée ici est supérieure puisqu'on est à un montant d'environ 920 000 €. Et l'année n'est pas terminée. Je voulais, enfin, souhaitais comprendre les raisons de cette augmentation du montant des subventions. Puis concernant là, c'est plus un commentaire de forme sur les deux délibérations, DDCT 39 et 40. On a affaire quand même à des délibérations fleuves avec plus de 250 associations qui sont concernées, qui regroupent des subventions qui proviennent de toutes les directions et des services de la ville de Paris ainsi que de toutes les commissions du Conseil de Paris. Je retrouve que c'est un manque de lisibilité en tout cas qui pose problème. En plus de ça, on a parfois des difficultés sur l'outil ODS que les élus utilisent pour pouvoir récupérer et télécharger le dossier qui concerne ces délibérations. Donc si on a pu voter par paquet au plus fort de la pandémie l'année dernière, là, ça me

paraît un peu étonnant qu'on, encore une fois, on fasse un vote paquet aussi pour autant d'associations. Donc je le regrette. Je ne mets pas en doute le travail des associations. Mais en tout cas, on s'abstiendra sur cette délibération pour la forme. C'est en tout cas sur la DDCT 39 que je veux bien quelques éléments de compréhension. Merci beaucoup.

M. PLIEZ

Maxime SAUVAGE pour répondre.

M. SAUVAGE

Oui, merci, M. DIDIER, pour votre interrogation puisque ça me permet de parler de ces deux délibérations. Vous l'avez rappelé, cette délibération, en tout cas la première, la DDCT 39, s'inscrit dans le cadre de l'Appel à projets Politique de la Ville qui vise à financer des projets portés par des associations qui s'inscrivent dans les trois axes du contrat de Ville que vous avez rappelés. Donc l'Appel à projets Politique de la Ville, il est composé de trois enveloppes. On a voté pour une première enveloppe au mois de janvier dernier lors du Conseil d'arrondissement du 18 janvier où on avait financé 9 projets d'association. Et là, sur cette deuxième enveloppe, qui est la principale enveloppe de l'Appel à projets, puisqu'on en aura une troisième en automne qui sera plus réduite. Là, c'est 43 projets qui sont financés pour des associations du 20^e arrondissement. Il y en a 18 sur le territoire de Belleville-Amandiers-Pelleport à hauteur de 64 700 € et 25 sur le territoire des Portes à hauteur de 76 533 € dans des domaines très différents : l'action culturelle, en matière de lien social, sur tous les projets égalité femme-homme - je pense à la maison du bas Belleville ou à Quartiers du monde dans le cadre du forum femmes solidaires, des actions sur l'insertion professionnelle et la découverte des métiers avec passion parcours proximité, active action, ICE, le développement du sport féminin avec le FC Paris 20. Bref, des sujets très différents puisque, vous l'avez rappelé, avec les thèmes des trois axes du Contrat de Ville, on touche à peu près tous les domaines dans le cadre de la Politique de la Ville. C'est pour ça que certaines actions sont financées directement par le service Politique de la Ville de la DDCT et puis des fois, c'est des autres directions qui financent ces projets. Et je crois qu'il est très important de mobiliser, dans le cadre de la Politique de la Ville, à la fois des crédits qui sont destinés à la Politique de la Ville mais également des crédits qui ne sont pas forcément au départ destinés à la Politique de la Ville mais qui servent à financer des très beaux projets pour réduire les inégalités territoriales. Alors vous soulevez un point important, c'est qu'effectivement, les subventions sont en augmentation d'une année sur l'autre alors qu'on connaît le contexte financier. Et ce qui montre bien l'attention que porte la Ville de Paris et la Mairie du 20^e pour soutenir le tissu associatif dans ces quartiers populaires. On en a fortement besoin. On sait à quel point la crise a été très dure à traverser pour ces structures qui, en plus, rappelons-le, depuis 2017, ont connu d'autres coups durs. Je pense, par exemple, à la baisse drastique des emplois aidés. Peut-être, pour terminer, faire un rapide point sur la DDCT 40 pour simplifier un peu le versement de subventions aux associations. On développe de plus en plus le recours aux CPO. Et là, six CPO arrivaient à leur terme pour les associations qui œuvrent dans le 20^e arrondissement, elles se sont arrêtées au 31 décembre 2020. Donc l'idée, c'est de les reconduire pour les trois années suivantes. Donc 6 associations dans le 20^e. Il y a également 4 associations qui bénéficient d'un renouvellement de leur CPO et qui sont multisites, mais qui œuvrent notamment dans le 20^e. Donc je vous invite fortement à voter ces délibérations où il y a beaucoup d'associations mais c'est parce qu'on a la chance aussi d'avoir un tissu riche et quand ces subventions sont en augmentation, en particulier dans la période vraiment, j'invite le groupe Changer Paris à ne pas s'abstenir mais à voter ces délibérations.

M. PLIEZ

CPO pour les 2 731 personnes qui nous suivent en ce moment, ça veut dire Convention Pluriannuelle d'Objectifs. Merci, Maxime. Moi, j'aurais juste une remarque plus globale, c'est, moi, personnellement, je trouve plutôt intéressant que justement on réussisse autour de projets, typiquement la Politique de la Ville, à mettre les financeurs et l'ensemble des services en l'occurrence sur Paris, autour de la table et que nous, pilote local, nous ayons une vision du coup plus globale, moins parcellaire. Je pense que c'est aussi ça la décentralisation. C'est une remarque personnelle.

Après consultation des membres, les délibérations sont adoptées.

2021 DDCT 43 : Subventions d'investissement (144.530 euros) à 10 associations pour le financement de 10 projets dans les quartiers populaires. M. Maxime SAUVAGE rapporteur.

M. SAUVAGE

Oui, merci, Monsieur le Maire. Je souhaitais intervenir sur cette délibération que je rapporte pour mettre en valeur son contenu parce qu'il est important, à savoir l'attribution de subvention pour des projets d'investissement dans les quartiers populaires du 20^e arrondissement et sur les 10 subventions qui concernent l'ensemble du territoire parisien, en tout cas des arrondissements où il y a des quartiers politiques de la Ville, 5 concernent plus précisément notre arrondissement, donc la moitié ; 2 sur le territoire Belleville-Amandiers-Pelleport : pour les Marmoulins de Ménil à hauteur de 30 000 € pour aménager le local qui a été attribué récemment à cette association au 4 place Henri-Matisse aux Amandiers pour y installer une épicerie sociale et solidaire. C'est également un projet à hauteur de 3 000 € porté par le centre sociale, la maison du bas Belleville pour la réalisation d'une fresque sur le promontoire du jardin Pali-Kao. Et enfin, trois associations bénéficient de subventions d'investissement sur le territoire des portes du 20^e. La première association, c'est le Théâtre aux mains nues à hauteur de 9 000 €, théâtre pour sécuriser leur local et également gagner de l'espace qui est situé à Saint-Blaise. Et également une subvention d'investissement pour une très belle association, Les Compagnons Bâisseurs, à hauteur de 7 300 € pour leur permettre d'acquérir du matériel dans le cadre de leur chantier éducatif et participatif qui sont notamment axés sur la lutte contre les punaises de lit à Python-Duvernois. Et enfin, toujours pour rester à Python-Duvernois, une subvention de 21 000 € pour l'association Tous Ensemble qui gère le jardin partagé pour réaménager le jardin qui est récent mais qui connaît un grand succès. Et vraiment j'insiste sur ces deux dernières subventions d'investissement pour des associations qui font un travail formidable à Python-Duvernois pour montrer à quel point ce quartier nous tient à cœur et qu'on accompagne les associations. Par exemple, sur le jardin partagé qui va connaître une évolution. Les habitants souhaitaient pouvoir réaménager leur jardin. Ça va être chose faite grâce à cette subvention qui va être complétée par un apport de la RIVP.

M. PLIEZ

Merci, Maxime SAUVAGE.

Après consultation des membres, la délibération est adoptée.

2021 DASCO 81 : Collèges publics dotés d'un service de restauration autonome – Actualisation des tarifs de restauration pour les commensaux pour l'année scolaire 2021-2022. Mme Anne BAUDONNE rapporteure.

M. DIDIER

Oui. Merci, Monsieur le Maire. Donc actuellement, il n'existe pas de tarification harmonisée pour l'ensemble du territoire parisien pour les commensaux, c'est-à-dire les adultes qui prennent leurs repas régulièrement ou occasionnellement dans les services de restauration scolaire. C'est chaque collège qui établit ses propositions et puis ensuite, c'est soumis à l'approbation du Conseil de Paris. Les tarifs précédents ne sont pas renseignés dans la délibération. Donc il n'est pas possible d'avoir une idée précise en fait de l'évolution des tarifs, la délibération se limitant à indiquer qu'il y avait une légère hausse. Donc je voulais tout simplement savoir, en tout cas, qu'on m'indique l'évolution réelle du tarif dans le 20^e arrondissement.

M. PLIEZ

Anne BAUDONNE.

Mme BAUDONNE

Donc cette évolution des tarifs, elle est minime. Je ne pourrai pas vous dire exactement les montants mais en tout cas, cette grille, elle évolue en fonction du tarif minimum de référence, et en fait, conformément au tarif forfaitaire de l'URSSAF. Donc il y a vraiment, ce n'est pas... Il n'y a aucune

inquiétude à avoir. Il n'y a pas une augmentation notable des tarifs mais seulement une mise aux normes par rapport à l'évolution des tarifs généraux.

M. PLIEZ

Je me propose qu'on vous fournisse l'explication, enfin, le détail.

M. DIDIER

Merci, Monsieur le Maire.

M. PLIEZ

Je vous remercie.

Après consultation des membres, la délibération est adoptée.

2021 DFPE 158 : Subventions (906.923 euros) et avenants n° 6 avec l'association Gan Menahem (18^e), pour ses quatre établissements de la petite enfance. M. Lyes BOUHDIDA-LASSERRE rapporteur.

2021 DFPE 173 : Subventions (465.374 euros) et avenants n° 6 avec l'association Gan Yossef (20^e) pour ses 2 établissements d'accueil de la petite enfance. M. Lyes BOUHDIDA-LASSERRE rapporteur.

Mme SIMONNET

Oui, merci, Monsieur le Maire. Donc là, nous sommes sur les délibérations relatives en fait à des crèches confessionnelles. Et je tiens à signaler que sur la DFPE 158 comme sur la DFPE 173, Laurent SOREL et moi-même voterons contre car nous sommes attachés au principe de liberté, n'en déplaise à ceux qui, à l'instar de Mme HIDALGO, pensent pouvoir donner des leçons en principe républicain. Pour nous, la laïcité, ça ne se négocie pas. Ça s'applique. Et nous sommes contre le financement des crèches confessionnelles. Et depuis déjà plusieurs mandats, nous intervenons à chaque fois là-dessus. Je pense que depuis 2001, l'équipe municipale parisienne se serait honorée de pouvoir enfin solder cet héritage laissé par la droite et arrêtant ce financement des crèches confessionnelles, qu'elles soient des crèches confessionnelles loubavitch ou qu'elles soient des crèches confessionnelles rattachées à l'association familiale catholique, là, le 20^e pour l'association familiale catholique, n'est pas concerné. Mais l'attachement au principe républicain, c'est de considérer qu'y compris dans les structures de la petite enfance, on souhaite que les enfants puissent se construire, accéder à leur autonomie, s'épanouir dans un cadre laïc, c'est-à-dire sans qu'il y ait aussi un rapport communautaire. Et on sait bien que la participation aux commissions d'attribution ne suffit pas puisqu'on ne nous a encore jamais dit combien de places concrètement avaient été accordées par le biais des commissions d'attribution. Souvent, les crèches, elles ont leur propre mode de recrutement. On le sait pertinemment. Donc il y a une très grande hypocrisie là-dessus. Et les familles, chaque année, nous disent qu'elles sont bien embêtées parce que quand elles n'ont plus de place en crèche municipale ou en crèche associative laïque, elles se retrouvent contraintes, si elles sont dans le 20^e arrondissement, à aller dans ces crèches confessionnelles. Et si elles sont dans le 15^e, dans les crèches confessionnelles des associations familiales catholiques. Et ça n'est pas un... c'est contraire au principe de laïcité qui doit nous animer : l'argent public aux structures laïques. Voilà pourquoi nous voterons contre. Je vous remercie.

M. PLIEZ

Merci. Sylvain INDJIC.

M. INDJIC

Oui, merci beaucoup, Monsieur le Maire. Je vais intervenir très brièvement sur effectivement les deux délibérations : la 173 et du coup la 158. Juste pour vous dire, nous, c'est des positions qu'on a depuis

déjà un moment, donc en fait, on est contre du coup subventionner ces crèches confessionnelles. Néanmoins, aujourd'hui, on va s'abstenir en fait sur ces deux délibérations, tout simplement parce qu'on a eu en fait un retour du coup de Mme Céline HERVIEU de la Mairie centrale parce qu'en fait, les visites qui ont été faites sur ces crèches, c'était tout simplement pour souligner la démarche, parce que c'est important que ces visites puissent avoir lieu pour vérifier en fait qu'elles respectent bien les critères de laïcité qui figurent dans la convention. Donc pour cette raison en fait, on va s'abstenir et ne pas voter contre. Je vous remercie.

M. PLIEZ

Merci. Je vois qu'il y a des inscrits entre-temps. Donc Karine DUCHAUCHOI puis Antoine ALIBERT et Martin BUSSY.

Mme DUCHAUCHOI

Nous parlons de crèches auxquelles notre Ville délègue un service public. Là, ce sont des crèches à caractère confessionnel. Donc nous ne pouvons pas accepter que cela se fasse sur les deniers publics au nom de la laïcité et surtout dans le cadre d'une délégation de service public. Pour nous, la laïcité, c'est un principe fondateur de la République et qui doit s'imposer à tous et en particulier aux collectivités territoriales et en particulier surtout sur les structures petite enfance quand on sait qu'en termes d'éducation, les valeurs que l'on peut transmettre et ce qu'on peut apporter pour la construction et le développement des enfants. Pour nous, la laïcité, c'est la condition que chacun dans une sphère privée est libre d'exercer son culte, le culte qu'il souhaite. Donc effectivement, nous ne souhaitons... nous ne voterons pas ces délibérations. C'est historique. Ce n'est pas nouveau. Ça fait des années qu'on demande effectivement qu'il y ait un repositionnement, un requestionnement de la Ville sur ces délégations de service public. Merci.

M. PLIEZ

Merci. Donc on est presque aux explications de vote. Donc Antoine ALIBERT puis Martin BUSSY puis François-Marie DIDIER.

M. ALIBERT

Oui, bonsoir. Merci, Monsieur le Maire. Une explication de vote pour le groupe Écologiste du 20^e. Comme l'a exprimé Sylvain INDJIC pour Génération, nous allons également nous abstenir à la fois parce qu'effectivement, nous préférons que les deniers publics servent à financer des crèches publiques. Mais étant donné la situation de demandes par les familles de places en crèches, on ne veut pas pénaliser ces associations. En plus, il y a eu, cette fois-ci, des inspections dont les résultats nous ont effectivement été communiqués et les services étaient satisfaits du respect de tous les principes de la convention qui leur était imposée. Donc à ce titre, nous nous abstiendrons. Mais à titre personnel, je regrette également qu'on continue, dans notre municipalité, de subventionner des crèches de confession religieuse. C'est aussi le cas, on pourrait l'élargir, on parle pour la petite enfance. Mais c'est un problème aussi national avec l'éducation privée par ailleurs.

M. PLIEZ

Merci. Martin BUSSY.

M. BUSSY

Merci, Monsieur le Maire. Bonsoir à toutes et tous. Simplement, pour expliquer effectivement la position du groupe Paris en commun sur cette délibération et les éventuelles autres qui pourraient concerner le sujet des crèches confessionnelles. Effectivement, nous avons eu des éléments d'appréciation mais assez incomplets, en tout cas insuffisants, pour que nous puissions nous prononcer avec précision sur ces délibérations. Donc nous allons nous abstenir. Merci.

M. PLIEZ

Merci. François-Marie DIDIER.

M. DIDIER

Oui, écoutez, c'est un vieux débat effectivement, mais je suis quand même étonné de ces prises de position : en s'opposant au financement de structures d'accueil de la petite enfance qui sont gérées par des associations d'inspiration chrétienne ou juive, c'est vous qui allez contre l'esprit de la loi 1905 qui est l'acte fondateur de notre laïcité. Ces crèches, elles rendent un service public. Elles respectent, au même titre que l'ensemble des établissements associatifs, l'intégralité des critères qui sont définis par les conventions qui les lient à la Mairie de Paris, et notamment la charte de la laïcité. Elles participent à maintenir le nombre de places d'accueil des petits Parisiens. Ça, ça a quand même été rappelé qui manquent cruellement dans notre Ville. Donc là, vous en prenez à ceux qui combler les insuffisances de votre politique. Donc ensuite, c'est quand même un climat d'attaque sans justification, un climat de suspicion, inacceptable contre ces associations qui font quand même un travail remarquable qui dialoguent avec la Ville de Paris. Il y a effectivement eu, ça a été dit, des visites et des contrôles. Donc nous, en tout cas, on votera favorablement pour ces subventions.

M. PLIEZ

Merci. La parole est à Lyes BOUHDIDA-LASSERRE, le rapporteur.

M. BOUHDIDA

Oui, bonsoir à toutes et à tous. Alors pour commencer, je voudrais rappeler l'engagement qu'on porte au niveau de la Mairie du 20^e arrondissement d'accueillir le plus d'enfants possible entre 0 et 3 ans dans les structures de la petite enfance. Nous allons continuer la construction d'établissements municipaux et associatifs. C'est un accueil inconditionnel que nous souhaitons. Je souhaite également rappeler les valeurs auxquelles nous sommes attachés, qui ont été rappelées, les valeurs républicaines, les valeurs de respect de la laïcité. Et l'argent public doit respecter cette valeur de laïcité. Et nous ne devons avoir aucun doute sur la destination des activités que nous soutenons par cet argent public et l'argent de tout le monde, de tous les Français, de tous les Parisiens. J'ai entendu à plusieurs reprises que c'étaient les crèches confessionnelles. En réalité, ce sont des crèches à caractère propre, associatives, gérées par des associations, on va dire, à tendance confessionnelle. Mais ça ne présume en rien de l'accueil qui est réservé aux enfants dans ces structures. Donc pour contrôler ces structures, depuis 2018, des visites inopinées sont organisées pour vérifier que les conventions qui lient la Ville et ces structures sont bien respectées. Et cette question avait été posée il y a déjà presque un an. Et je m'étais engagé à ce que toutes les structures de l'arrondissement soient contrôlées sur place et que nous puissions avoir des éléments concrets pour pouvoir voter en toute conscience ces délibérations. Je dois vous dire que sur Paris, à peu près deux tiers des structures ont été contrôlées. Alors ce n'est pas un refus de la Ville, bien sûr, mais la crise de la covid a continué et les services ont été littéralement submergés de demandes et très contraints dans leur activité. Donc aujourd'hui, certaines structures n'ont pas été contrôlées. Celles qui l'ont été n'ont fait l'objet d'aucune lettre d'urgence. Donc tous les points qui ont été contrôlés étaient valides. Mais nous n'avons aujourd'hui pas la visibilité sur l'ensemble des structures. C'est pour ça que je vais poursuivre le travail de contrôle au niveau de l'arrondissement. Ce n'est pas de la suspicion, M. DIDIER. C'est simplement le juste contrôle des deniers publics et de leur usage. Et au niveau du 20^e arrondissement, je tiens à rappeler aussi que nous ne souhaitons pas avoir de rupture d'accueil, de mode d'accueil des enfants dans une période où beaucoup d'agents sont en ASA toujours, avec des jauges réduites. J'espère qu'à la rentrée, on pourra inclure 100 % des enfants. Mais nous ne pouvons pas, dans le même temps, fermer des structures brutalement, sans justification. Donc pour toutes ces raisons, à la fois le manque de contrôle et à la fois la poursuite d'activités, nous nous abstenons. Et je travaille vraiment en étroite collaboration avec Céline HERVIEU, avec les services qui portent la même attention sur les structures du 20^e arrondissement. Et j'espère que dans un an, je pourrai revenir vers vous avec des éléments un peu plus tangibles pour voter pour cette délibération.

M. PLIEZ

Je vous remercie.

Après consultation des membres, les délibérations sont rejetées.

2021 DJS 73 : Subventions (188.000 euros) au profit de 36 associations participant à la politique de jeunesse (vacances, culture, sports), 1 convention pluriannuelle d'objectifs, 10 avenants à convention pluriannuelle d'objectifs et 6 conventions annuelles d'objectifs (5^e, 6^e, 10^e, 11^e, 12^e, 13^e, 14^e, 18^e, 19^e, 20^e). M. Lyes BOUHDIDA-LASSERRE rapporteur.

M. BOUHDIDA

Oui, re-bonjour, chers collègues. Donc c'est une délibération très positive pour notre arrondissement qui vise à soutenir l'engagement des jeunes et l'accès à la culture, au sport et au départ en vacances. Donc il y avait d'autres délibérations avec des nombreuses associations qui étaient soutenues. Mais j'ai souhaité axer celle-ci pour la diversité des activités qui étaient soutenues. Donc des acteurs très connus de l'arrondissement sont soutenus. Je pense à 129 Heures production, Belleville citoyenne, l'association Culture Berbère, Jeune Page, le Garage numérique ou encore les Ateliers de Natema et aussi l'association Plus loin que Mme NAGELS a mentionnée plus avant sur son projet global d'association. Et je voudrais m'arrêter sur l'action de Belleville citoyenne avec trois initiatives qui seront lancées prochainement : Infox béton, pour des ateliers de création multimédia ou encore Rime et rythme, des activités de composition musicale d'expression artistique ou encore Open mic pour ce mois d'août avec des ateliers autour de la musique actuelle. Cette association qui se situe vraiment aux confins du 20^e, à la frontière avec le 10^e, 11^e et 19^e œuvre vraiment pour des événements, on va dire, qui mélangent les jeunes, qui font du brassage entre les arrondissements, entre les quartiers dans un esprit très positif d'échange, de vivre ensemble. Et dans la période que nous traversons, avec des tensions, avec un besoin de respirer, vraiment de libérer un peu les jeunes après un mois et demi de confinement, ce soutien est particulièrement important et ainsi que tous les autres dans cette délibération que j'appelle forcément à voter. Et je vous en remercie.

Après consultation des membres, la délibération est adoptée.

2021 DPE 28 : Subventions (74.500 euros) et conventions avec trois associations œuvrant pour la prévention des déchets et au développement des "Territoires Zéro Déchet". M. Martin BUSSY rapporteur.

M. BUSSY

Bonsoir. Re-bonsoir, Monsieur le Maire. Bonsoir à toutes et tous. Un nouveau projet se lance à l'échelle de l'arrondissement mais pas seulement du nôtre, à l'échelle de tout Paris, pour ce qui concerne la gestion des déchets. Il s'agit du « Territoires Zéro Déchet ». Par « Territoires Zéro Déchet », il faut entendre « Territoires Zéro Déchet » non valorisé. Donc l'enjeu est, de manière expérimentale, sur un quartier précisément défini, de focaliser tous les moyens d'action aux mains de la Ville, comme à la main des associations, des collectifs d'habitants qui concourent et qui contribuent à réduire les déchets, à améliorer le recyclage, contribuer vraiment à ce qui est bon pour l'environnement et ce qui est bon pour la gestion de déchets puisse avoir lieu. Et pour ça, nous avons besoin d'être accompagnés par une association en l'occurrence qui est spécialisée dans la gestion de projets et la mise en œuvre de projets « Territoires Zéro Déchet ». Sur ce vote-là, il s'agit de trois associations pour trois arrondissements différents. Pour ce qui nous concerne dans le 20^e, il s'agit de l'association PikPik qui a déjà travaillé auprès du 10^e arrondissement lors de la précédente mandature sur un projet de rue zéro déchet. Donc ils sont expérimentés. Nous avons rencontré... ils ont vraiment fait l'objet d'un processus d'audit et de rencontre. Donc nous sommes extrêmement confiants et extrêmement contents que l'association PikPik puisse être notre partenaire pour que ce projet, non seulement se réalise mais surtout qu'il réussisse et que par les évaluations que nous pourrons en tirer dans quelques années, nous pourrons étendre, j'espère, tous ces dispositifs que nous allons mettre en expérimentation à partir de la rentrée. Donc je vous invite évidemment à encourager, par votre vote positif, ce projet et donc soutenir la subvention pour l'association PikPik. Merci beaucoup de votre attention.

Après consultation des membres, la délibération est adoptée.

2021 DLH 130 : Location de l'immeuble 33, rue de la Cour des Noues (20^e) à Paris Habitat OPH - Bail emphytéotique. M. Thomas CHEVANDIER rapporteur.

M. DIDIER

Merci, Monsieur le Maire. Là encore un débat que j'ai à quasiment tous les Conseils d'arrondissement avec Thomas CHEVANDIER. Donc on a affaire à une préemption pour un montant de plus de 5 millions d'euros d'un immeuble situé au 33, rue de la Cour-des-Noues en vue de la réalisation d'un programme de logements sociaux par Paris Habitat contre un loyer capitalisé de 1 800 000 €. L'immeuble est situé dans le secteur du Père Lachaise, tout près de la place Gambetta, 22 logements, un commerce, 683 m² de surface. Tous les logements et commerces sont occupés, sauf un appartement. Donc encore une fois, rien ne justifie, je pense, la préemption de cet immeuble. Encore une fois, la Ville de Paris utilise la pratique des loyers capitalisés que j'ai largement dénoncée ici, au Conseil de Paris. Donc pour ceux qui nous écoutent, donc la Ville de Paris achète des logements en utilisant son droit de préemption. Elle convertit ces mêmes logements en logements sociaux. Et ensuite, elle demande au bailleur social de lui verser les loyers qu'elle aurait dû recevoir sur toute la durée du bail emphytéotique, là, donc sur plusieurs dizaines d'années, en une seule fois. Donc c'est une faveur qu'avait accordé François HOLLANDE à Mme HIDALGO en 2015. Le Gouvernement actuel a prolongé cette possibilité en 2021, tout en disant qu'il y avait un risque budgétaire. La chambre régionale des comptes d'Île-de-France a dénoncé, elle aussi, cette pratique et l'a qualifiée de pure manœuvre comptable. Donc il s'agit d'un véritable arrangement avec les règles de la comptabilité publique. Et ce n'est pas acceptable. Donc depuis 2016, c'est 20 000 logements qui ont été concernés et qui ont été acquis de cette façon par la Ville de Paris avec ce système des loyers capitalisés. C'est autant de logements du parc privé qui en sont sortis et qui auraient pu bénéficier aux classes moyennes. Donc les classes moyennes partent puisque les prix sont tirés vers le haut. Depuis 2016, c'est plus d'un milliard d'euros que la Ville de Paris a récupéré de la part des bailleurs sociaux. C'est autant de sommes qui auraient pu être utilisées différemment et notamment pour les travaux de rénovation par les bailleurs sociaux. Donc pour toutes ces raisons, nous voterons contre cette délibération. Pour anticiper la réponse de Thomas CHEVANDIER, je la connais par cœur, mais il connaît aussi mon argumentaire par cœur : ce n'est pas la construction des nouveaux logements sociaux que je remets en cause, mais bien l'artifice comptable des loyers capitalisés. Je vous remercie, Monsieur le Maire

M. PLIEZ

Merci. M. CHEVANDIER pour la réponse.

M. CHEVANDIER

Je vous remercie, Monsieur le Maire. Moi évidemment, je me félicite de cette nouvelle opération. Après la rue Orfila, un immeuble entier, la rue Dupont-de-l'Eure, un immeuble entier également, maintenant la rue de la Cour-des-Noues. Notre majorité, ici dans le 20^e, au niveau parisien aussi, démontre qu'elle sait faire usage de tous les leviers pour favoriser le logement social dans Paris pour permettre la mixité sociale. Et aujourd'hui, la mixité sociale dans Paris, elle passe quasiment exclusivement par le logement social parce que si on laissait les prix du privé, si on laissait le marché du privé se réguler lui-même, il n'y aurait aujourd'hui plus aucune classe populaire et moyenne qui pourrait vivre dans Paris, plus aucun premier de cordée qui pourrait vivre dans Paris. Nous sommes fiers de mener cette politique. Aujourd'hui, on parle de préemption dans un quartier qui est en déficit de logements sociaux. Comme ça, on fait du logement social sans construire. On réhabilite des logements, on permet à des gens aussi qui habitent actuellement dans le logement d'y rester et d'éviter que les appartements soient revendus derrière à la découpe. C'est une politique de mixité. C'est une politique sociale. Évidemment, derrière, compte tenu de l'ampleur de la crise du logement et de la pression en termes de demandes de logements sociaux à Paris, les préemptions ne suffisent pas. Il doit y avoir de la réhabilitation de bureaux vacants. Il doit y avoir une lutte permanente contre Airbnb. Il doit y avoir la question de l'encadrement des loyers. Il doit y avoir la question de la construction, et notamment des surélévations. Notre politique du logement qui permet la mixité, qui permet le maintien des classes populaires et moyennes dans Paris passe par l'ensemble de ces leviers et je crois qu'aujourd'hui, on est l'arrondissement qui utilise le plus le levier de la préemption. Et nous devons en être particulièrement fiers. Je vous invite évidemment à voter cette délibération.

M. PLIEZ

Je vous remercie.

Après consultation des membres, la délibération est adoptée.

2021 DAE 81 : Soutien aux exploitants sur le domaine public impactés par la Covid-19 - Exonération, gel et diminution de redevances pour l'année 2020. Mme Carine EKON rapporteure.

Mme EKON

Oui, merci, Monsieur le Maire. Bonsoir à tous. J'ai souhaité prendre la parole précisément sur cette délibération non pas pour vous convaincre de la voter parce que je suis sûre que vous allez la voter puisqu'il s'agit d'une mesure de soutien aux exploitants sur le domaine public qui ont extrêmement souffert et qui continuent évidemment de souffrir de l'absence de touristes à Paris depuis maintenant plus d'un an du fait évidemment de la crise sanitaire. Ce qui manifestement a un impact considérable sur évidemment leur chiffre d'affaires. Je voulais prendre la parole pour vous parler du marché des créateurs du Belvédère Willy-Ronis qui fait l'objet de l'exonération des redevances dont il est en partie question dans cette délibération puisqu'en effet, depuis 2013, de mai à mi-juillet, puis de mi-août à fin septembre, ce marché des créateurs permet aux artisans d'exposer leur création et de les proposer non seulement aux habitants du 20^e mais également aux touristes. Et évidemment, du fait de la crise sanitaire, l'édition 2020 s'est déroulée dans des conditions extrêmement dégradées pour ces artisans. Nous avons donc, pour cette année, décidé de redynamiser ce marché des créateurs, de lui offrir une meilleure visibilité en mettant l'accent sur davantage de communication avec la confection, et je salue le travail de la direction de la communication de la Mairie, d'un visuel qui est extrêmement attractif et extrêmement bien accueilli par les exposants. Il s'agit donc précisément de 17 créatrices parce que, oui, il ne s'agit essentiellement, enfin, majoritairement et exclusivement que de femmes qui sont évidemment d'une créativité inouïe, qui représentent le savoir-faire à la française dont nous sommes tant fiers. Et elles sont passionnantes évidemment et passionnées assurément. Je vous invite vraiment à aller les voir. J'en profite pour saluer aussi l'association qui gère le label Fabriqué à Paris qui a pour vocation, vous le savez, de mettre en lumière toute la richesse de la production locale et le dynamisme de l'artisanat parisien. Évidemment, je rends hommage à la présidente de cette association qui s'appelle Bérengère MARCELLIN et qui foisonne d'idées, qui s'est particulièrement investie dans l'organisation de ce marché, qui compte, cette année, donc 11 labélisés sur les 17 emplacements proposés. Et enfin, je finis en saluant donc la toute première participation de l'ESAT de Ménilmontant à cette édition. Et j'espère vraiment qu'ils renouvelleront l'expérience. Évidemment, je vous invite à voter cette délibération avec force et à aller flâner sur ce marché des créateurs. Merci beaucoup.

M. PLIEZ

Merci.

Après consultation des membres, la délibération est adoptée.

MA20.2021.210 : Adoption de la nouvelle Charte des Conseils de quartier du 20^{ème} arrondissement. Mme Annie GAFFORELLI rapporteure.

Mme MAQUOI

Merci, Monsieur le Maire. C'est pour dire que Génération votera pour cette charte puisque nous avons hâte que les Conseils de quartier se remettent en place. Nous en avons besoin pour le PLU pour qu'ils se transforment en forum urbain. Nous en avons besoin pour aussi avoir des relais au moment où on fait un certain nombre de concertations. Je pense à celles pour les jardins ou encore à d'autres. Et au bout d'un an, il me semble qu'il est temps, en tout cas il est temps qu'ils se remettent en place. Juste une remarque. Il nous semblerait que cette charte aurait pu être rédigée en français facile parce qu'on partage l'objectif d'y attirer aussi celles et ceux de nos habitants qui n'ont pas forcément des habitudes de participation. Et franchement faites la lire à quelqu'un qui n'est pas au fait, qui ne sait pas ce qu'un pôle de démocratie locale ou qui ne sait pas, je pense que ça mériterait d'avoir un petit travail de réécriture. Merci.

M. PLIEZ

Merci. Antoine ALIBERT.

M. ALIBERT

Oui, merci, Monsieur le Maire. Madame l'adjointe, Annie GAFFORELLI, on le sait, notre arrondissement a été un arrondissement pionnier dans la création des Conseils de quartier et pour faire vivre la démocratie locale dans l'arrondissement. D'ailleurs, c'est la revalorisation de cette vie locale, de cette démocratie participative à laquelle concourt le fonctionnement de nos Conseils de quartier et notamment grâce à l'investissement des habitantes et des habitants bénévolement est l'un des piliers du contrat de notre majorité. Et c'est à ce titre que l'équipe municipale menée par Annie GAFFORELLI, et vous, Monsieur le Maire, avait lancé les rencontres citoyennes avec les difficultés d'organisation qu'on connaît, qui sont liées au contexte sanitaire et qui ont rendu moins fluide que prévu la co-élaboration de ce vaste chantier de renouvellement et d'approfondissement de notre démocratie. Le groupe Écolo souhaite remercier Annie GAFFORELLI, le collectif Ressources qui s'est beaucoup mobilisé, le prestataire qui nous a accompagnés et qui vous a accompagnés dans ce processus, l'équipe du PDL et bien sûr, toutes les habitantes et les habitants qui se sont mobilisés, dont les anciennes et anciens Conseillers et Conseillères de quartier. Ce chantier des rencontres citoyennes avait plusieurs étapes, prévoyait plusieurs étapes et certaines sont encore devant nous. D'abord, c'était la révision de notre règlement qui nous est par ailleurs imposé par le CGCT, qui a été voté en novembre dernier et qu'on reverra en septembre, notamment en ce qui concerne le droit de pétition et les référendums d'initiatives d'arrondissement. Ensuite, il y avait l'adoption de cette nouvelle charte des Conseils de quartier, c'est l'objet de notre débat. Et enfin, on aura l'adoption plus large d'une charte qui mettra en musique tous ces dispositifs de participation citoyenne et le pouvoir d'agir des habitants. Et on a hâte de pouvoir en débattre à nouveau à la rentrée. Pour revenir sur le sujet qui nous occupe ce soir, le GEP 20 se satisfait de plusieurs avancées favorables liées à la participation des habitants et à l'indépendance des Conseils des quartiers dont la charte qui nous est présentée et notamment la création d'un observatoire de la participation qui sera précisé ultérieurement à la rentrée et qui permettra de reconnaître l'engagement...

M. PLIEZ

Antoine, on va conclure.

M. ALIBERT

... des citoyens particulièrement engagés. Je vais citer quelques autres avancées.

M. PLIEZ

On va conclure, Antoine ALIBERT. Le temps est écoulé.

M. ALIBERT

D'accord. Très bien. Écoutez, j'ai très mal géré mon temps. Tout ça pour dire qu'on votera cette charte, qu'on se félicite de quelques avancées, mais qu'on regrette qu'on ait été obligés de temporiser le lancement de ces nouveaux, enfin, qu'on n'ait pas permis aux Conseils de fonctionner pendant les rencontres citoyennes. Donc on se satisfait qu'ils vont pouvoir enfin être assemblés. Et j'aurai l'occasion de présenter plusieurs amendements, non pas pour revenir sur le travail, mais, à notre sens, de l'améliorer.

M. PLIEZ

Merci. Dalila ZIANE.

Mme ZIANE

Oui, merci, Monsieur le Maire. Donc une intervention également dans le prolongement des deux précédentes interventions pour remercier Madame l'adjointe, ses équipes ainsi que le collectif

Ressources et tous ceux qui ont participé à cette refonte, à des Conseils de quartier. Pour rappeler également la nécessité d'impliquer le plus largement possible les concitoyens dans cette démocratie de proximité qui nous concerne tous. Je partage aussi la position de Nathalie MAQUOI sur une charte qui est quand même difficilement intelligible du grand public, en tout cas, ceux qui ne sont pas forcément sensibilisés au rôle, au fonctionnement, aux attributions des Conseils de quartier. Je pense qu'un effort aurait pu peut-être être fait sur la rédaction. Il y a parfois des phrases qui sont assez longues et pas évidentes à comprendre. Une intervention qui est aussi une explication en partie de vote puisque nous nous abstenons tout simplement parce qu'il nous manque un certain nombre d'éléments et de précisions pour pouvoir nous positionner. Nous n'avions pas eu connaissance, sauf erreur, d'une synthèse des retours d'expérience des participants au Conseil de quartier. Je pense tout particulièrement aux remontées issues des Conseils de Saint-Blaise, de Belleville, de Plaine-Lagny. Il nous manque également des précisions sur l'existence d'un calendrier prévisionnel puisque certains articles, je pense à l'article 8, conditionnent l'intégration d'habitants ou de bénévoles à une participation à un Conseil de quartier. Donc ça suppose en amont une communication extrêmement fluide sur les calendriers prévisionnels, sur les dates de tenue, sur les horaires, etc. pour pouvoir permettre à chacun de pouvoir y participer et d'intégrer les Conseils de quartier le cas échéant. Également sur des formations et des accompagnements qui seraient proposés à des bénévoles hors formation spécifique, comme stipulait à l'article 7 qui concerne les référents budgétaires. Je ne vais pas tarder. Donc pour toutes ces raisons, nous nous abstenons. Je vous remercie.

M. PLIEZ

Merci. Je suis désolé. Mais je vais être de plus en plus vigilant sur le temps à respecter. Donc nous avons ensuite une prise de parole de Maxime SAUVAGE puis de Danielle SIMONNET. Maxime SAUVAGE. Je ne coupe pas le son.

M. SAUVAGE

Merci, Monsieur le Maire. Avec cette nouvelle charte des Conseils de quartier, on a devant nous la première réalisation qui découle des rencontres citoyennes qu'on a initiées il y a 8 mois maintenant et qui se sont faites sur la base d'une proposition qu'on a portée collectivement lors de la campagne municipale et au nom du groupe PEC, je tiens à remercier Annie GAFFORELLI et toutes celles et ceux qui l'ont épaulée pour tout le travail réalisé qui s'inscrit, je pense, dans la continuité du lien particulier qu'entretient notre arrondissement avec les sujets de démocratie locale. Pour rappel, les rencontres citoyennes, c'était trois étapes. Déjà, une phase de diagnostic, un état des lieux des dispositifs de démocratie locale qui existaient dans l'arrondissement, une phase de proposition et enfin, une phase de restitution. Pour être sûr que ces rencontres citoyennes ne soient pas hors sol, le choix a été fait de mettre en place un collectif Ressources composé d'élus, d'acteurs associatifs, de citoyens et de Conseillers de quartier. Et ça s'est avéré être un choix pertinent, comme celui de s'appuyer sur des associations relais pour être sûr de toucher le plus grand nombre et faire du aller vers. Donc la charte qu'on a devant nous aujourd'hui a été totalement réécrite et a le mérite de, je pense, trouver le bon équilibre entre trois axes : le premier axe, c'est de respecter la loi et veiller à attribuer aux Conseils de quartier des compétences qui leur sont fixées par la loi. C'est aussi aller plus loin et être fidèle à notre histoire riche en matière de démocratie locale au sein du 20^e arrondissement. Et enfin, c'est que ces Conseils de quartier viennent en complémentarité avec l'instance de démocratie locale qu'est le Conseil d'arrondissement. Parmi les nouveautés de cette charte, je vais aller très vite puisque j'imagine qu'Annie GAFFORELLI va en parler, il y a le fait de proposer une composition type des Conseils de quartier pour assurer leur diversité et leur représentativité ou encore le droit à la formation aux membres des Conseils de quartier et qui sera proposée par la ville de Paris. Donc au sein du groupe Paris en commun, nous voterons cette charte et nous proposerons tout à l'heure un amendement commun avec le groupe GEP.

M. PLIEZ

Merci. Danielle SIMONNET.

Mme SIMONNET

Oui, d'abord merci, Annie GAFFORELLI et à toutes celles et ceux qui se sont impliqués dans un contexte quand même très particulier, celui de la crise covid. Je pense que ça a dû être quand même

pas simple du tout de pouvoir engager toutes ces concertations, ces réflexions alors qu'on souhaiterait être bien plus à l'aise dans des réunions vivantes, en présentiel pour travailler à cela. Moi, je reste quand même sur un désaccord en termes de démarche, c'est-à-dire je pense qu'il faut d'abord partir des attentes des habitants sur ce qu'ils veulent que leur vie change au quotidien pour pouvoir contribuer à les impliquer et non pas dans un rapport formel sur les outils, les instances de démocratie locale. Par contre, ce qui est intéressant, néanmoins, dans cette charte une fois que j'ai dit cela, c'est que vous laissez quand même toujours cette ouverture à ce que les assemblées de citoyens dans un quartier et les commissions puissent être ouvertes à la participation du plus grand nombre. Donc je pense qu'il faudra vraiment voir cette charte et le mode de fonctionnement de manière extrêmement souple pour pouvoir s'adapter à chaque fois que dans un quartier, il y a une volonté de se mobiliser qui contre la fermeture de La Poste ou bien sur des problématiques liées à l'habitat social, par exemple ou tout autre sujet. Et ne jamais perdre de vue que ce que l'on souhaite, c'est que les habitants s'impliquent et se réapproprient le droit à la Ville et se réapproprient la possibilité de définir et de co-élaborer la vie publique dans leur quartier. Néanmoins, je regrette qu'il y ait plein de choses extrêmement floues. C'est-à-dire que vous avez précisé que dans chaque Conseil de quartier, par exemple, il y a entre 30 et 50 membres, vous détaillez leur composition mais ensuite, on est quand même assez flou dans la façon dont les gens sont nommés. Vous avez des personnes qui sont censées représenter d'autres mais qui les nomme ? Puisqu'il n'y a pas de processus électoral, est-ce que c'est donc l'équipe municipale qui a le loisir de nommer ? J'aimerais bien qu'on me réponde, à ces questions-là. Je crois que dans le temps imparti, je ne vais pas pouvoir développer tous mes points. Mais j'aurais aimé qu'il y ait des choses plus précises qui s'inspirent du référendum d'initiatives citoyennes portées par les gilets jaunes à l'échelle du quartier et bien d'autres éléments. Mais je vous remercie. J'ai dépassé mon temps.

M. PLIEZ

Je pense qu'Annie GAFFORELLI, dans ses réponses à toutes vos interventions, saura aborder un certain nombre de points. Annie GAFFORELLI, la parole est à vous.

Mme GAFFORELLI

Merci, Monsieur le Maire. Bonsoir à toutes et tous. Donc pour répondre rapidement à plusieurs questions de mes collègues concernant déjà... sur l'inclusion, la grande inclusion, on est partis justement depuis plusieurs mois pour avoir une meilleure représentativité des Conseillères et des Conseillers de quartier. C'est pour ça que nous avons repensé à cette nouvelle charte avec une des plus grandes inclusions possible. Il est vrai qu'à l'écriture de la charte, comme vous avez demandé, Mme MAQUOI, en début d'intervention, il sera organisé très rapidement une campagne d'information où nous aurons une restitution par quartier et nous irons vers, comme on l'a fait depuis le début. Et vous l'avez bien rappelé que ça a été très compliqué d'aller vers durant la crise sanitaire. Donc moi, ce soir, je voulais vous présenter cette nouvelle charte qui a été élaborée, comme je vous l'ai dit, depuis 8 mois de concertation menée auprès des habitants de l'arrondissement dans le cadre des rencontres citoyennes. Les Conseils de quartier, juste pour rappel, ont été des acteurs historiques de la démocratie locale dans le 20^e arrondissement. Ils sont nés chez nous en 95 et rendus obligatoires dès 2002. Les Conseillers de quartier tendent à gagner encore plus d'importance en tant qu'acteurs relais essentiels entre les institutions parisiennes et les habitants. Le travail qui a été mené pendant ces 8 mois auprès du plus grand nombre possible d'habitants de manière transversale a permis de faire un diagnostic qui a été rendu public. Et je vous ai invité, tout au long de la démarche, et j'ai associé tous les élus sectoriels sur l'avancée de ce dispositif. Ce diagnostic a permis de voir tout ce qui ne fonctionnait pas dans tous les CQ existants. Donc nous avons constaté un manque de représentativité des membres des CQ, un manque de connaissances et d'informations sur les activités de la part des habitantes et des habitants. Le travail que nous avons mené a permis de créer des synergies avec les acteurs structurants des 7 quartiers. Donc nous avons pris les centres sociaux, les foyers de travailleurs migrants, les Conseils de quartier, les Conseils citoyens, les associations, la maison de la vie associative et citoyenne et les habitantes et les habitants du 20^e. C'est ensemble en fait que nous avons élaboré cette charte ambitieuse qui vise vraiment à redynamiser la participation citoyenne. Donc on a organisé des réunions publiques sur les sujets qui intéressent les habitants du quartier ou qui apportent une information sur la vie locale. Ils servent aussi à organiser des événements et des actions de communication pour mettre en valeur les activités des habitantes, des associations, des commerçants et autres acteurs du quartier ainsi que toutes les spécificités de l'arrondissement. Parmi les nouveautés qu'elle vient inscrire, la composition type qui assure

représentativité et diversité des membres. La formation obligatoire à l'utilisation des budgets pour les trésoriers ; la possibilité de formation avec le service de participation de la Ville pour assurer l'égalité entre les membres et lutter un peu contre le syndrome de celui qui mobilise toujours l'expression et qui empêche souvent les gens à prendre la parole. La participation systématique de délégués des foyers et de travailleurs migrants dans les quartiers concernés et la fin des invités permanents des membres historiques des anciens Conseils qui seront invités à s'investir autrement pour laisser place à de nouveaux membres. Alors s'impliquer, c'est vrai, dans une instance de démocratie locale, c'est consacrer du temps pour les autres et pour la collectivité. C'est aussi renforcer et compléter la démocratie représentative pour bâtir ensemble et agir pour trouver des solutions pour notre arrondissement. Donc moi, je voulais juste dire que j'étais fière du travail qui était accompli par les Conseils de quartier, de l'arrondissement tout au long de ces années. Ce qu'ils ont fait du 20^e un fer de lance de la démocratie locale. Et je souhaitais quand même remercier l'ensemble des Conseillers de quartier et des Conseillères de quartier pour leur engagement auprès des habitants. Aussi, notre objectif, c'est de donner une nouvelle impulsion à la participation citoyenne. Et nous souhaitons, par ce nouvel élan, avec les anciens Conseillers de quartier, les habitants, avec qui nous avons, durant les rencontres citoyennes depuis plusieurs mois, mené une réflexion sur le renouvellement de la charte des Conseils. Donc c'est vrai que ce soir, je vous invite donc à voter la présente charte qui définit en fait le cadre de fonctionnement des Conseils de quartier et l'aboutissement de ce travail collectif. Donc je voulais vous répondre sur une question précise, sur le mode de nomination. Le mode de nomination des CQ, la composition des CQ représentés dans la charte est une complaisance type. La Mairie n'a pas vocation à imposer, contrôler la composition des CQ. Toutefois, cette nouvelle charte a été pensée, comme je vous l'ai dit en préambule, avec une très grande inclusion pour qu'il y ait une meilleure représentativité des Conseillères et des Conseillers de quartier. Et cette composition-type permet de mettre tous les moyens possibles pour assurer en fait la participation et la représentativité de toute cette population des 7 quartiers. Donc évidemment, les 7 quartiers ne sont pas en fait pourvus des mêmes structures. Donc c'est pour ça qu'on a mis une fourchette entre 30 et 50 en fonction, par exemple, la Plaine-Lagny n'a pas de centre social et elle a plus de commerçants. Donc ce sera vraiment à eux de décider qui ils souhaitent intégrer dans ces Conseillers de quartier. On va faire une grande campagne de communication durant tout l'été. On reviendra vers les habitants. On a essayé depuis le début justement à toutes les étapes des rencontres citoyennes, il me semble que j'ai communiqué à l'ensemble des élus, même à l'opposition, en laissant une possibilité de me contacter si vous aviez des questions. Mais je peux vous assurer que depuis le début, nous sommes vraiment dans une démarche inclusive et on va vers, on a été dans les quartiers. On a travaillé, on a fait des focus jeunesse avec mon collègue Lyes BOUHDIDA-LASSERRE. On a vraiment été, comme on a pu, eu égard à la crise sanitaire mais personne n'a démerité en fait pour faire un travail de terrain. Ce que je voulais vous dire également, nous ferons une restitution dans les quartiers. Et puis ce sera des temps festifs que nous proposerons en fait pour élire en fait les futurs Conseillers de quartier. Donc la Mairie ne fait d'ingérence dans ce mode de nomination. D'autre part, les services, par le biais de Sandrine PIERRE, nous ont accompagnés dans les formations. Donc les anciens Conseillers de quartier ont été formés de manière budgétaire parce qu'il y aurait une passation, si je puis dire, et un rôle en fait de passation des anciens Conseillers de quartier pour les nouveaux Conseillers de quartier. Et puis je peux aussi vous assurer que les anciens Conseillers de quartier ont été actifs durant toute cette année puisque régulièrement nous avons eu des rencontres, nous avons eu des échanges. Ils ont participé pleinement aux ateliers sur les rencontres citoyennes. Donc cette charte est aussi l'aboutissement, le fruit de ce travail que les anciens Conseillers de quartier ont donné depuis ces derniers mois. Donc vraiment on a continué à permettre aux anciens Conseillers de quartier d'être actifs. J'en ai pour preuve aussi : nous avons lancé en fait, comme vous avez pu le remarquer le week-end dernier, les fêtes de quartier ont été financées sur les budgets des futurs Conseils de quartier en accord avec les anciens Conseillers de quartier. Voilà si je peux répondre à toutes vos questions, je pense avoir fait le tour. Donc je ne sais pas comment on procède pour les amendements, M. PLIEZ.

M. PLIEZ

Oui. On va les prendre un par un. On va les prendre un par un avant de passer la parole aux porteurs des amendements. Je veux, à mon tour, remercier l'ensemble des participants à ces rencontres et saluer les élus, Annie, j'en ai oublié. Donc je vais dire Annie, Lyes, Maxime et quelques autres qui ont été vraiment les chevilles ouvrières de ce que moi, j'appelle une grande concertation. On va passer à l'étape 2. Et là, on a tous un rôle à jouer pour effectivement s'assurer que le renouvellement est en marche, que des jeunes nous rejoignent, que des travailleurs migrants nous rejoignent, que ça

devienne vraiment une nouvelle dynamique. En tout cas, bravo et merci. On va passer maintenant aux amendements. Donc je propose aux porteurs des amendements ou l'amendement numéro 1 de prendre la parole. Maxime, est-ce que tu veux animer, toi qui as suivi les amendements ? Ce sera peut-être plus simple.

M. SAUVAGE

Oui, pourquoi pas ?

M. PLIEZ

L'amendement numéro 1, c'est... Allez !

M. SAUVAGE

J'imagine que c'est Antoine ALIBERT qui va le présenter.

M. PLIEZ

Voilà.

M. ALIBERT

Tout à fait. Je vous remercie. Donc le premier amendement qu'on souhaitait proposer à la sagesse de notre Conseil, c'est dans le cadre du préambule, il est rappelé les missions, les grandes missions des Conseils de quartier et des futurs Conseillers et Conseillères. Et à la fin du premier paragraphe, on vous propose d'ajouter une mention qui d'ailleurs a dû vous être envoyée avant ce Conseil, qui est la suivante. Et je m'excuse, il y a une faute grammaticale puisque ça a fait l'objet de petites négociations avant ce début de ce Conseil. Elle est donc la suivante, je vous la formule : « Ils sont, ces Conseils de quartier, informés et sollicités par la Mairie sur tout projet qui concerne leur territoire afin d'associer ses membres et les habitants et habitantes aux concertations publiques dans un objectif de co-élaboration. » Et on l'a dit, ces Conseils de quartier sont vraiment des chevilles ouvrières qui doivent, au côté de la démocratie représentative qu'on représente, nous accompagner et avoir une voix dans l'élaboration de tous les sujets qui concernent leur territoire. On avait prévu un amendement mais qui en réalité est satisfait sur la révision de cette charte par les Conseils eux-mêmes, c'est prévu à l'article 33. Donc on est content parce que ça sera aussi une forme de co-élaboration. Et puis par ailleurs, j'insiste pour que collaboration efficace il y ait, il faudra vraiment que la Mairie s'assure qu'on donne des moyens au Point de Démocratie Locale, au PDL, et que ce PDL s'assure, avec l'équipe municipale, de donner tous les moyens aux Conseillers et Conseillères de quartier pour bien réaliser leurs missions.

M. PLIEZ

Je vais vous demander un exercice de rigueur, c'est que les amendements soient présentés, soient relus de manière très succincte pour qu'on voit sur quoi on vote. C'est possible de lire l'amendement pour le voter ensuite dans la foulée ?

M. ALIBERT

Je l'ai fait, Monsieur le Maire. Et puis ensuite j'essayais d'expliquer le pourquoi.

M. PLIEZ

OK. Donc tout le monde est au clair ? Pour qu'il n'y ait pas de... Tout est au clair.

Après consultation des membres, l'amendement est adopté.

M. SAUVAGE

L'amendement numéro 2 qui est un amendement identique du groupe GEP et du groupe Paris en commun. Est-ce qu'Antoine ALIBERT souhaite le défendre ? Sinon, je peux le faire.

M. ALIBERT

Je propose qu'on partage 30 secondes, Maxime, chacun sur la minute qui nous est attribuée.

M. SAUVAGE

OK. Si tu veux.

M. ALIBERT

Alors je vais essayer de faire vraiment très vite en 30 secondes. Il nous semble important de remplacer le terme politique quand on demande d'interdire... donc c'est l'article 4. Excusez-moi. Je reprécise. C'est un amendement qui porte sur la fin du paragraphe de l'article 4 qui vise à interdire tout prosélytisme politique et religieux au sein des futurs Conseils. On est d'accord avec l'objectif. Mais on souhaiterait remplacer le terme « politique » par « partisan » puisque nous considérons, au groupe GEP, et on partage ce point de vue, je pense, avec beaucoup d'autres, que ces Conseillers et Conseillères sont amenés à faire de la politique autrement que nous, nous la faisons. Mais c'est un engagement politique de s'engager dans ces Conseils. Et c'est plutôt les engagements du prosélytisme partisan qui nous posait problème.

M. PLIEZ

Maxime.

M. SAUVAGE

Rien à ajouter de plus.

Mme SIMONNET

Vous devriez mettre « partidaire ». C'est plus clair que partisan. « Partidaire ».

M. ALIBERT

Tout à fait. C'est vrai. On aurait pu aussi utiliser ce mot.

Mme SIMONNET

Utilisez le mot si vous voulez. C'est encore possible de mettre « partidaire » plutôt que « partisan ».

M. PLIEZ

On ne peut plus. L'amendement...

Mme SIMONNET

C'est un joli mot « partisan ».

M. PLIEZ

Oui, c'est très bien. Mais je vais arrêter...

Mme SIMONNET

« Partisan » résonne dans notre histoire.

M. PLIEZ

J'arrête le débat ici. Merci de respecter les prises de parole. Merci de l'intervention. Mais c'est terminé. L'amendement est présenté avec le mot « partisan ». Donc on ne peut plus le changer.

Après consultation des membres, l'amendement est adopté.

M. ALIBERT

L'amendement numéro 3 porte sur l'article 6. D'abord, nous nous félicitons de la création d'un nouveau pouvoir pour ces Conseils de quartier qui seront amenés à poser des questions écrites à notre Conseil d'arrondissement pour que nous puissions y répondre. Mais nous souhaitons préciser dans cette charte, comme il est d'ailleurs déjà prévu dans le règlement intérieur du Conseil d'arrondissement que les Conseils de quartier ont le pouvoir d'émettre des vœux à destination de notre Conseil pour débat et information et que si l'un de nos groupes accepte de le porter, il sera ensuite soumis au vote. Ça nous semble important de le rappeler et de conserver ce pouvoir qui était intéressant sous l'ancienne charte.

M. PLIEZ

Merci. Merci aussi d'être aussi concis, Antoine.

Après consultation des membres, l'amendement est adopté.

M. ALIBERT

Alors l'amendement numéro 4, cette fois-ci, porte sur l'article 10 et il fait écho à la question qu'a posée Danielle SIMONNET et à laquelle Annie GAFFORELLI a répondu sur les modalités de désignation et la composition des Conseils de quartier. Nous, on est satisfaits, au groupe GEP, d'avoir mieux compris que ne le laissait entendre la rédaction actuelle de la charte sur le fait que 8 personnes seront élues par les quartiers eux-mêmes à l'occasion de cérémonies festives sur les places emblématiques du 20^e et que d'autres seront tirés au sort. Mais on trouvait que ce n'était pas suffisamment précisé. Et donc on souhaitait ajouter un paragraphe suivant. Et je vais vous le lire dans son intégralité même si vous l'avez, j'espère, sous vos yeux : « Pour désigner des représentants, les différentes structures qui seront appelées du coup à y siéger, devront être informés de cette possibilité et encouragés par la Mairie à défendre l'intérêt général. Concernant les différents collèges qui sont prévus pour la désignation de plusieurs membres, que ce soit le collège jeunes avec des ambassadeurs, les seniors, les associations du quartier, les associations de parents d'élèves mais aussi de commerçants, si plusieurs personnes sont volontaires dans ces mêmes structures, elles seront départagées par tirage au sort. » Et il nous semble que cette précision est importante justement pour conserver cette habitude démocratique du tirage au sort qui ne permet pas forcément de respecter toute la représentativité mais est intéressant pour départager les volontaires pour siéger dans ces Conseils de quartier avec vote s'il y avait plusieurs candidats et candidates.

M. PLIEZ

Merci.

Après consultation des membres, l'amendement est adopté.

M. ALIBERT

L'amendement numéro 5, il porte sur l'article 19. Et on propose de supprimer cet article. Cet article prévoit notamment d'imposer un quorum d'ores et déjà pour le fonctionnement des futures assemblées des Conseils de quartier. Il nous semble que l'expérience nous démontre que, et on espère qu'on changera ça, mais qu'imposer un quorum qui nous semblait assez élevé serait de nature éventuellement à paralyser le fonctionnement des Conseils de quartier si d'aventure, lors de séances, un mois ou plusieurs mois d'affilée le quorum n'est pas atteint. Donc ce qu'on propose, c'est de supprimer cet article et plutôt de renvoyer le débat sur ce quorum ou sur des seuils éventuels de quorum à la définition par les futurs Conseils de quartier de leur propre règlement intérieur et à eux de

juger s'ils considèrent que des quorums sont importants. Mais on trouve que cet article pour l'instant est trop restrictif. Et du coup, j'en profite parce que je n'ai pas dépassé ma minute, je pense qu'il faudra ensuite que nous, nous révisions notre règlement intérieur pour pouvoir permettre, dans le cadre de nos délibérations, une certaine souplesse pour améliorer nos prises de décision et notamment sur le temps imparti. C'est dommage de mener un débat si rapide sur un sujet si essentiel.

M. PLIEZ

Le débat est en cours depuis quelques mois quand même. Mais c'est noté. Très bien.

Après consultation des membres, l'amendement est adopté.

Après consultation des membres, la délibération amendée est adoptée.

2021 DVD 24 : Stationnement de surface - Nouvelle tarification. M. Vincent GOULIN rapporteur.

Mme SIMONNET

Écoutez, nous ne voterons pas favorablement à cette délibération. D'abord, parce que l'augmentation des tarifs de stationnement, il faut bien prendre conscience à qui on s'adresse. Il y a des mesures qui ont été prises vis-à-vis notamment des artisans pour pouvoir les accompagner quand ils sont obligés, pour raisons professionnelles, de venir depuis l'extérieur à Paris, sur Paris, et bon nombre de salariés ne sont pas pris en compte par la délibération. Donc on est sur une délibération qui, de fait, peut être très pénalisante pour des personnes qui sont contraintes de travailler à Paris et qui sont déjà pénalisées parce qu'on ne leur permet pas de vivre à Paris. La lutte contre la pollution et la lutte pour réduire la place de la voiture dans la capitale ne se fait pas simplement par la question de la tarification du stationnement, mais d'abord et avant tout, avec un aménagement du territoire repensé pour réduire les distances domicile-travail. Donc arrêter l'attractivité du territoire et arrêter de faire en sorte que Paris a plus d'emplois, est excédentaire en emplois. Il faudrait le relocaliser dans les départements, les villes limitrophes. Et quand Paris continue de chasser ceux qui ne peuvent plus payer de loyer dans Paris. Donc là, ça ne va pas. Par ailleurs, la grande inconnue, c'est quid, enfin, l'absence dans cette délibération, c'est quid des parkings en sous-sol ? Parce que réduire les parkings en surface, c'est une nécessité pour libérer l'espace public de l'envahissement de la voiture, mais en sous-sol, pourquoi on continue à faire en sorte que les parkings municipaux sont des pompes à fric pour des entreprises privées ? Je vous rappelle que, je ne sais pas cette année, mais en tout cas les années précédentes, c'était 40 millions de bénéf net par an que se faisait Vinci Park qui exploite les parkings municipaux de la Ville. Donc 40 millions qui ne rentrent pas dans les caisses de la Ville pour des boîtes privées parce qu'on leur délègue ce service public. Donc nous ne voterons pas pour cette délibération, même si nous pensons qu'il faut absolument libérer Paris de l'invasion de la voiture, mais pas par le biais de cette logique tarifaire. Je vous remercie.

M. SAUVAGE

Merci, Danielle SIMONNET. La parole est maintenant à François-Marie DIDIER.

M. DIDIER

Merci. Écoutez, avec cette délibération, on assiste, une fois encore, à une instrumentalisation de la participation citoyenne par la Ville de Paris. Les résultats étaient déjà connus puisque l'Exécutif avait annoncé ses intentions avant de lancer le début de la consultation. Et cette fois-ci, l'Exécutif est allé encore plus loin puisqu'il n'a pas hésité à réinterpréter les résultats qui lui étaient défavorables sur certaines questions. Dans le questionnaire en ligne, une majorité des sondés était contre la diminution du nombre d'emplacements de places de stationnement dans la ville pour les voitures. L'augmentation des tarifs ou l'instauration du stationnement payant pour les deux-roues n'était pas abordée. Et lors de la conférence citoyenne, seule une partie du panel de la conférence citoyenne a été favorable à l'augmentation du tarif de stationnement. Donc comme annoncé par David BELLARD, cette nouvelle tarification qui sera adoptée dans cette délibération sera accompagnée d'une réduction pour moitié du nombre de places de stationnement à Paris, c'est-à-dire qu'on va passer de 120 000 places à 60 000 places. Or, dans le contexte quand même financier de la Ville avec une dette énorme, ça pose quand même quelques inquiétudes sur l'impact financier puisque si on diminue de moitié les places,

on aura un trou d'environ 190 millions d'euros. Donc je ne sais pas où est-ce qu'on va aller les chercher. Ensuite, ce sont des mesures qui vont encore compliquer la vie des Parisiens, qui doivent payer toujours plus et toujours plus cher avec une augmentation générale des tarifs, augmentation du tarif visiteurs, fin de la gratuité du stationnement dans les bois, fin de la gratuité pour les stationnements des deux-roues motorisés hors deux-roues électriques, droit au stationnement résidentiel limité à un unique véhicule par usager, autorisations d'occupation temporaire liées au déménagement qui vont devenir payantes et enfin, le stationnement des professionnels va redevenir payant à compter du 1^{er} octobre 2021. Donc pour résumer, Paris deviendra encore plus inaccessible avec moins de places de stationnement et des tarifs plus élevés pour tous, y compris pour les deux-roues. Donc moins de places de stationnement, cela vise évidemment à densifier la circulation et provoquer de nouveaux engorgements et embouteillages, augmenter la pollution. Donc nous voterons évidemment contre cette délibération qui est une nouvelle manifestation de votre urbanisme qui vise à évincer tous les véhicules individuels de Paris.

M. PLIEZ

Merci. La parole est à Jacques BAUDRIER puis à Antoinette GUHL.

M. BAUDRIER

Merci beaucoup, Monsieur le Maire. Je tiens à dire que globalement, notre groupe est plutôt favorable aux évolutions proposées par cette délibération. En plus, en tant qu'adjoint à la Maire de Paris en charge de la coordination des travaux, j'anime des réunions publiques sur la « Démarche embellir votre quartier » et que je peux vous dire que dans tous les arrondissements de Paris, toutes ces démarches sont encouragées par des habitantes et habitants qui sont très favorables à la végétalisation de la Ville et au développement de l'aménagement piétonnier et cyclable, ce qui va évidemment dans le sens, parce que l'espace n'est pas infini, de la réduction des places de stationnement pour les véhicules à moteur en ville, ce qui est de fait la façon la plus simple de développer la végétalisation dans la Ville. Donc il faut faire des choix. Je crois que notre majorité a fait le choix de la végétalisation et de déplacement en doux, vélos et piétons, et elle a raison. Et cette délibération est un acte important dans ce choix. Pour ce qui est de la gestion du stationnement, notre groupe pense que cette délibération pourra être utilement complétée par une action que nous proposerons par amendement au Conseil de Paris pour mobiliser encore mieux le stationnement en sous-sol, en particulier des parkings de bailleurs sociaux, mais voire également d'ailleurs des parkings aux ouvrages qui peuvent être en délégation de service public à des gestionnaires. Donc dans l'attente d'évolution de cette délibération prenant en compte cette mobilisation des parkings en sous-sol, nous ne participerons pas au vote, mais de façon positive envers cette délibération.

M. PLIEZ

Je cherchais mon bouton. Merci. Antoinette GUHL.

Mme GUHL

Oui, moi, je voulais simplement intervenir, j'allais dire, en réponse à l'intervention de Danielle SIMONNET pour dire que la Ville de Paris a une société d'économie mixte qui gère une partie des parkings souterrains. Ils ne seront pas tous donnés, enfin, ils ne sont pas tous délégués à Vinci comme semblait le dire Danielle SIMONNET, même si je sais qu'elle maîtrise le sujet. Et à ce titre, étant présidente de cette structure, je m'abstiendrai sur cette délibération et ne prendrai non plus part au débat. Mais je voulais quand même préciser l'existence de cette SEM.

M. PLIEZ

Oui. Merci. C'est important. Oui, merci de nous en avertir. Écoutez, puisque tout le monde a pu s'exprimer, je vous propose de voter sur cette DVD 24.

M. GOULIN

Je veux bien répondre, Monsieur le Maire.

M. PLIEZ

Je m'excuse, Vincent GOULIN. Je suis désolé. Vraiment.

M. GOULIN

Il n'y a pas de soucis.

M. PLIEZ

Allons-y.

M. GOULIN

Donc le contexte, vous le connaissez. Aujourd'hui, 50 % de l'espace public est consacré à la voiture alors qu'elle ne représente que 13 % des déplacements et génèrent beaucoup de nuisances comme vous le savez, aussi bien atmosphériques que sonores. L'objectif de la Ville, vous le connaissez, ça a été précisé, c'est de récupérer la moitié des places de stationnement, environ 60 ha, donc ce n'est pas rien, pour consacrer à d'autres usages comme l'agrandissement, par exemple, des trottoirs. Puisqu'il ne faut pas oublier qu'à Paris, le premier mode de déplacement, et de loin, est la marche à hauteur de 61 %, mais également pour y aménager des pistes cyclables, de la végétalisation. C'est un peu dans cette optique qu'ont été lancés les états généraux du stationnement par David BELLARD. Alors effectivement, pour aller plus loin dans la description de l'existant, les deux-roues motrices puisqu'on parle du stationnement, de l'évolution du stationnement pour les deux-roues motrices notamment, a été également impactée par la baisse de la circulation sur Paris qui est quand même de l'ordre de -34 % depuis 2002 alors que les deux-roues motrices, le trafic a baissé de -30 % entre 2000 et 2010 et 2018. Donc effectivement, l'enjeu, c'est d'accompagner l'évolution de ces mobilités sachant qu'à Paris, bon nombre de personnes venant de l'extérieur pour travailler sur Paris utilisent les transports en commun à hauteur de 80 %. Donc effectivement, le mythe du salarié qui viendrait ou de l'employé ou l'ouvrier qui viendrait à Paris pour y travailler est à relativiser puisque l'énorme majorité des Franciliens utilisent les transports en commun pour venir travailler à Paris. Cette histoire de tarification, c'est juste finalement une question d'égalité puisque, comme vous le savez, les véhicules étaient déjà obligés de régler des frais de stationnement. Il s'agit d'une mesure avant tout d'égalité entre les différents modes de déplacement sachant que les deux-roues motorisés participent aussi à la dégradation de l'espace public en l'utilisant. Je pense notamment à des écoulements d'huile, par exemple, ou l'occupation sur la chaussée. Et l'idée, c'est bien d'utiliser les places de parking en sous-sol puisqu'on a ce paradoxe sur Paris où vous avez des parkings qui sont souvent vides appartenant en grande partie aussi à des bailleurs sociaux, notamment dans notre arrondissement. Et c'est aussi de contribuer à aider l'économie de ces bailleurs sociaux que d'inciter les Parisiens ou les personnes venant travailler à Paris en véhicule motorisé ou en deux-roues d'utiliser ces parkings en sous-sol plutôt que d'occuper l'espace public. La question aussi, c'est la juste répartition des tarifs entre les occupants des bailleurs sociaux, donc je parle là des locataires et les visiteurs puisqu'il y a un tarif qui sera harmonisé pour l'ensemble de ces utilisateurs, ce qui devrait se concrétiser par une baisse des loyers de stationnement pour les occupants des bailleurs sociaux. Donc du coup, l'enjeu, encore une fois, c'est bien de reconquérir l'espace public pour pouvoir y développer d'autres usages sachant que cette réforme s'accompagne aussi d'un certain nombre de mesures nouvelles comme, par exemple, la création de 1 000 places de stationnement pour les personnes à mobilité réduite puisque le nombre de places devrait passer à 5 500 au cours de la mandature et progressivement les places PMR, Personnes à Mobilité Réduite, en sous-sol deviendront gratuites. Sont également 1 000 places supplémentaires pour Mobilib, le dispositif d'autopartage. 400 places nouvelles en free-floating. 2 400 bornes de recharge électrique sur la voirie et 6 000 en sous-sol ainsi que 10 hubs de recharge rapide. Vous avez également le plan vélo qui prévoit évidemment le développement des pistes cyclables et qui devrait être déposé d'ici la fin de l'année. Ensuite, le stationnement restera gratuit évidemment pour les véhicules à basse émission. Cette gratuité concerne également les deux-roues motorisés électriques. Et puis le tarif est réduit pour les petits rouleurs en sous-sol. Pour les professionnels, et j'en terminerai là, c'est la création de 1 000 places de vélo cargo, la création de 1 000 places de livraison supplémentaire portant leur nombre total à 10 600, ce qui n'est quand même pas rien. La création de 100 emplacements de taxi supplémentaire et puis, pour répondre à la question de Danielle SIMONNET sur les salariés, la gratuité pour les abonnés de la carte promobile qui perdura jusqu'au 1^{er} octobre pour atténuer l'impact financier de la covid mais qui sera aussi

ouverte aux professionnels de Grande Couronne à la rentrée. Les personnels soignants en activité libérale se déplaçant pour des soins à domicile, par exemple, et disposant d'une carte Pro-SAD leur permettront également de bénéficier de cette gratuité ainsi que les professionnels détenteurs de la carte Pro-sédentaire qui bénéficient du même tarif que les résidents. Donc tout ça contribue effectivement à une politique du stationnement qui incite les utilisateurs à utiliser les parkings souvent vides, surtout dans notre arrondissement, plutôt que d'occuper l'espace public souvent inutilement avec toutes les nuisances qu'on connaît.

M. PLIEZ

Merci.

Après consultation des membres, la délibération est adoptée.

2021 DFPE 165 : Subventions (154.500 euros) et avenants à convention avec neuf associations pour leurs activités de médiation familiale. Mme Antoinette GUHL rapporteure.

M. BOUHDIDA

Oui, bonsoir. Rapidement, cette délibération qui me paraissait importante après une année et demie de confinement où on sait qu'un certain nombre de couples se sont séparés ou des violences intrafamiliales ont été exacerbées. Cette délibération, elle soutient une association, la Maison de la médiation, qui œuvre justement auprès des familles qui rencontrent des difficultés, des ruptures de parcours dans le bien-être et le bénéfice de l'enfant pour trouver des solutions. Son siège se situe rue de Noisy dans le 20^e arrondissement. Donc c'est une fierté. Et nous allons poursuivre le soutien à cette association. Au vu des besoins actuels, les équipes ont poursuivi leur activité durant cette année et demie qui a été très compliquée. Et je laisserai du coup, la rapporteuse annoncer la bonne nouvelle concernant les perspectives d'activités sur le 20^e arrondissement.

M. PLIEZ

Mme GUHL, si vous voulez bien.

Mme GUHL

Effectivement, il s'agit de la DPE 165 qui est une délibération qui concerne d'abord tout Paris. Donc c'est une délibération d'un montant de 100 000 € pour l'ensemble de Paris, qui concerne en partie effectivement, vous l'avez dit, le 20^e avec la Maison de la médiation. La Maison de la médiation est une structure qui comporte, elle-même, trois espaces de médiation, dans le 15^e, dans le 17^e et un dans le 20^e entre la porte des Lilas et la porte Bagnolet. C'est une belle structure puisqu'elle compte à peu près, enfin, elle compte même exactement 21 médiateurs dans une structure hybride qui compte à la fois des médiateurs professionnels, 5 d'entre eux, et des médiateurs bénévoles pour les 16 restants. Les familles, et pas uniquement les familles, puisque Lyes a raison, ça s'adresse principalement aux familles mais pas uniquement. Ça s'adresse à l'ensemble de la population puisqu'ils font de la médiation familiale dans les cas de séparation, de divorce, de relation aux adolescents, de relation difficile aux enfants. Donc les habitants du 20^e doivent savoir qu'ils peuvent avoir recours à cette structure mais aussi de la médiation du travail pour les cas importants d'harcèlement au travail, de burnout, de discrimination ; et de la médiation vie quotidienne pour, par exemple, des problèmes de voisinage. Ils ont traité plus d'une centaine de médiations au cours de l'année dernière. Et nous savons que dans l'année à venir, nous allons avoir encore beaucoup d'autres médiations à faire. Donc là, c'est 10 000 € pour cette structure. Donc je vous invite, sans retenue, à voter pour cette délibération.

M. PLIEZ

Merci.

Après consultation des membres, la délibération est adoptée.

2021 DAE 151 : « Paris Boost Emploi » - Subvention (40.000 euros) et conventions avec 23 associations intervenant dans les quartiers populaires pour mise en œuvre du plan Paris Boost Emploi. Mme Alexandra JARDIN rapporteure.

2021 DAE 155 : Développement et accélération de " l'Expérimentation Territoires Zéro Chômeur de Longue Durée " à Paris. Mme Alexandra JARDIN rapporteure.

2021 DAE 156 : Soutien à la préfiguration des projets "Territoires Zéro Chômeur de Longue Durée" dans les 18^e et 20^e arrondissements. Mme Alexandra JARDIN rapporteure.

M. DIDIER

Tout simplement, je vais être très rapide parce qu'il est tard. J'interviendrai sur la DAE 151, 155 et 156 en même temps pour vous dire que nous soutiendrons évidemment ces initiatives et voterons favorablement ces trois délibérations. Tout ce qui permet de lutter contre le chômage est évidemment une priorité. Ma question, c'était plutôt concernant les actions qui sont mises en place par la Mairie du 20^e pour favoriser l'emploi et notamment pour attirer des entreprises dans l'arrondissement ou pour mettre en relation, par exemple, nos commerçants avec des jeunes en recherche d'emploi. J'aurais été ravi de vous entendre sur ce point.

M. PLIEZ

La parole est à la rapporteure. Mme JARDIN.

Mme JARDIN

Bonjour à tous. Donc déjà, merci de votre soutien sur ces trois délibérations qui effectivement sont importantes dans la période actuelle. Sur l'emploi des jeunes, on travaille en lien très étroit avec Lyes BOUHDIDA-LASSERRE qui est l'adjoint notamment en charge de la jeunesse. On a beaucoup d'initiatives. On a notamment, vous avez dû le voir sur la semaine de l'emploi, il y a 10 jours, fait un focus sur l'emploi des jeunes. On rencontre régulièrement les missions locales pour les aider à faire une permanence hors les murs et dans les établissements publics de la jeunesse. On a créé pour la semaine de l'emploi, une plateforme qui recense les offres d'emploi et les entreprises qui peuvent recruter, qu'on va essayer de faire perdurer tout au long de cette année. Donc on continue. C'est une de nos priorités. Et merci, dans tous les cas, de votre soutien. Et je parlerai plus longuement du « Territoire Zéro Chômeur » qui va aussi être un levier pour l'emploi des jeunes dans le 20^e.

M. PLIEZ

Donc à propos de la DAE 155, j'avais une demande de prise de parole de Danielle SIMONNET.

Mme SIMONNET

Mince ! Excusez-moi. Sur quelle DAE ?

M. PLIEZ

155. C'est à propos de « l'Expérimentation de Territoires Zéro Chômeur de Longue Durée » à Paris.

Mme SIMONNET

Écoutez, ça va être très rapide. Je n'ai pas vu que j'avais demandé de m'inscrire là-dessus. Je pense qu'il faut absolument encourager cette démarche. C'est très bien qu'on développe le maximum de partenariat pour que le 20^e puisse s'inscrire de manière très riche dans « l'Expérimentation Territoires Zéro Chômeur », qu'on puisse enfin partir des besoins non satisfaits dans nos quartiers populaires, pour réussir à créer de l'emploi et mettre en relation des personnes sans emploi. On a des taux de chômage extrêmement importants, notamment sur les maréchaux du quartier Fougères à la porte de Vincennes. Il y a plein de besoins aussi non satisfaits sur l'ensemble de ces quartiers,

notamment dans l'aide à la personne, notamment dans tout ce qui va être, par exemple, réutilisation, donner une deuxième vie à l'ensemble des objets matériels. Donc je pense qu'il y a énormément de choses à créer. Et je souhaite vraiment que la Ville s'inscrive aussi dans cette réflexion qui nécessiterait aussi de manière plus globale à enfin changer totalement le rapport au chômage, c'est-à-dire cesser de parler d'employabilité. Et au contraire, penser que collectivité et État devraient être employeurs en dernier ressort. Je n'irai pas plus loin. Je vous remercie.

M. PLIEZ

Merci. Je crois que vous avez tous remarqué que cette délibération 155 concernait la création d'un accélérateur qui est appelé la PILE, c'est un accélérateur parisien d'initiative locale pour l'emploi, afin justement de booster ce dispositif que nous retrouvons dans la DAE 156 où Maxime SAUVAGE a demandé la parole.

M. SAUVAGE

Merci, Monsieur le Maire. Je suis très heureux de parler de cette délibération ce soir parce que ça montre le chemin parcouru par le 20^e depuis un an concernant sa volonté de s'inscrire dans « l'Expérimentation Territoires Zéro Chômeur de Longue Durée ». Alexandra JARDIN, rapporteuse des deux délibérations, y reviendra plus longuement mais je rappelle que le 20^e, depuis le début de l'année est reconnu comme territoire émergent par l'association nationale « Territoires Zéro Chômeur de Longue Durée », ce qui est quand même le vrai de départ de notre candidature. On a fait le choix, dans le 20^e arrondissement, de situer cette expérimentation dans un quartier populaire. Alors on aurait aimé cibler, pour utiliser le jargon technique de la politique de la Ville, plusieurs micro quartiers, sauf que l'expérimentation ne peut se faire que sur un territoire qui comporte au maximum entre 5 000 et 10 000 habitants. C'est la raison pour laquelle, on a ciblé un seul micro quartier. Ce micro quartier de la politique de la Ville, c'est le quartier Fougères-Le Vau. Et je vais vous dire les raisons suivantes. D'une part, ça fait partie des quelques quartiers politiques de la Ville du 20^e arrondissement où l'on observe depuis ces dernières années un accroissement des écarts socioéconomiques avec le reste de Paris. Tous ne sont pas dans cette situation. Mais en tout cas, Fougères-Le Vau, le taux de chômage est parmi les plus élevés du 20^e arrondissement avec 28 % de taux de chômage à Fougères-Le Vau et qui a connu ces dernières années une très forte augmentation puisqu'on parle d'une augmentation du taux de chômage de 37 %, ce qui est vraiment très important. C'est aussi un quartier jeune puisqu'on a un habitant sur trois qui a moins de 25 ans. Il y a quasiment une famille sur deux qui est une famille monoparentale. Et enfin, plus d'un actif sur deux est soit un ouvrier, soit un employé alors que la moyenne dans tout le 20^e est de seulement 33 %. Ce qui est déjà élevé par rapport au reste de Paris. Donc avec le quartier Fougères-Le Vau, on cible un territoire fragile qui aussi, par sa situation géographique, se sent parfois exclu des projets municipaux. Donc avec cette candidature, on répond à deux objectifs. Déjà, montrer que tous les quartiers politiques de la Ville sont au cœur de notre projet municipal. Et enfin, c'est qu'on n'a pas tout essayé contre le chômage, et notamment le chômage de masse, notamment dans les quartiers populaires. Et avec cette expérimentation, on montrerait qu'il est possible d'arriver vers le plein emploi, en tout cas, de tendre vers ce plein emploi. J'ai terminé.

M. PLIEZ

Merci. La parole est à Antoinette GUHL.

Mme GUHL

Oui, je voulais intervenir également sur « Territoires Zéro Chômeur » déjà pour nous féliciter d'être à nouveau « Territoires Zéro Chômeur de Longue Durée » J'aimerais également dire qu'il y a une étroite cohérence avec le travail qui est mené depuis longtemps par les structures d'insertion par l'activité économique. Je me permets de dire ça. Parce qu'en réalité, on a l'impression qu'on réinvente la poudre avec ce programme « Territoires Zéro Chômeur de Longue Durée », mais c'est un travail que les structures d'insertion par l'activité économique font depuis des décennies. Si ça peut rendre plus « sexy » ou en tout cas plus attractive l'insertion par l'activité économique, si ça permet d'avoir des fonds supplémentaires pour la développer, alors effectivement, on ne peut que s'en réjouir et se réjouir que ce programme, que ce nouveau programme, mais qui en fait est basé sur des actions qui existent depuis des décennies et que les structures font avec un professionnalisme incroyable, eh

bien, que ce programme existe. Ce qui est intéressant, c'est la concentration géographique puisqu'on s'adresse effectivement, en un temps donné, à une partie du territoire, à une petite partie du territoire. Et le 20^e en a bien besoin parce qu'il a quand même deux tristes records : celui d'être, non, celui-ci est plutôt gai, d'être un des arrondissements les plus jeunes de Paris mais aussi celui d'être l'arrondissement où le chômage des jeunes est le plus élevé. Et donc si « Territoires Zéro Chômeur de Longue Durée » permet d'une manière ou d'une autre de créer de l'activité en insertion, alors j'espère que nous réussirons cette nouvelle dynamique. Mais il faudra le faire en lien. Et là, vraiment, je crois que je l'avais déjà fait à un précédent Conseil. Il faut le faire en lien avec les structures d'insertion qui, souvent, ne comprennent pas pourquoi elles sont exclues de ces programmes-là.

M. PLIEZ

Merci de ces excellentes remarques, Antoinette GUHL. La parole est à Alexandra JARDIN. Il y a très peu de questions mais plutôt que tout le monde se félicite. On va essayer d'être bref dans le rapportage.

Mme JARDIN

Oui, je vais quand même un peu insister sur cette délibération car je tenais vraiment à prendre la parole pour mettre en lumière un des projets, on l'a tous dit, qui était phare de notre programme et qui commence à se concrétiser. Et notamment, j'aimerais revenir aussi sur ce dispositif parce que j'ai quand même le sentiment qu'encore une fois, il n'est peut-être pas encore complètement saisi de tout le monde. Tout d'abord, Maxime l'a plus ou moins dit, mais il repose sur trois principes fondamentaux. D'une, le travail est un droit. C'est même un principe constitutionnel car chacun a le devoir de travailler et le droit de tenir un emploi. Ensuite, ce n'est pas le travail qui manque. Et enfin, et surtout, personne n'est inemployable. Plus concrètement, pour expliquer, je suis désolée si ça fait écho. Plus concrètement, pour expliquer ce qu'est le projet de « Territoires Zéro Chômeur », c'est qu'on va, dans un territoire déterminé, donc celui des Fougères comme l'a expliqué Maxime SAUVAGE, créer une entreprise à but d'emploi qui va recruter et rémunérer tous les chômeurs de ce secteur sans distinction. Donc c'est vraiment un dispositif différent qui est bien complémentaire de l'ESS mais qui n'est pas purement... qui n'est pas du tout en concurrence avec ce que font les structures de l'ESS qui font un travail remarquable par ailleurs. Cette entreprise va ensuite réfléchir avec l'ensemble des acteurs et effectivement, les acteurs de l'insertion et les services de l'emploi aux besoins du territoire encore non pourvus. Et à partir des savoirs, compétences ou juste envies des nouveaux employés créer de nouveaux services et donc de l'emploi. Cette expérimentation a déjà été menée dans 10 territoires. Dans le 13^e, elle a fait ses preuves. La Ville de Paris a réaffirmé, notamment dans le cadre de son plan « Boost emploi » sa volonté de mettre en place de nouveaux « Territoires Zéro chômeur » à Paris et notamment dans le 20^e. Elle a d'ailleurs décidé de créer une association qui viendra en support de toutes les structures locales pour nous accompagner dans l'élaboration de notre candidature. Car pour mettre en place cette expérimentation, nous devons passer un certain nombre d'étapes. Donc Maxime SAUVAGE l'a dit, nous avons déjà passé la première étape car on est désormais reconnu territoire émergent. La seconde étape va être de devenir territoire habilité à mener cette expérimentation. Pour cela, nous allons devoir créer une dynamique locale : impliquer tous les acteurs et préfigurer, avec les habitants, associations de quartier, services de l'emploi, structures de l'ESS, la future entreprise à but d'emploi. Concrètement, dans le 20^e, on vous l'a dit, ce sera dans le quartier des Fougères pour toutes les raisons explicitées par Maxime SAUVAGE. Nous nous sommes justement rendus la semaine, enfin il y a 10 jours dans le cadre de la semaine de l'emploi, dans ce quartier pour faire une première communication sur ce qui était le « Territoires Zéro Chômeur » et ce qu'on allait faire dans ce quartier. On a eu un très, très bon accueil. C'est plutôt enthousiasmant parce que sans les habitants, sans les associations de quartier, on ne pourra pas le faire. Donc on a finalement... on propose aujourd'hui de nommer comme porteur de projet la fondation de l'Armée du salut. Alors la fondation de l'Armée du salut, elle est déjà impliquée dans le 13^e. Elle a donc une expérience au dispositif. Elle a par ailleurs déjà des activités dans le nord de l'arrondissement et notamment en insertion. Et surtout, nous a montré beaucoup d'enthousiasme avec ce projet. Donc elle a déjà proposé de produire ce travail de mobilisation de tissu économique, d'identification des gisements de préfiguration de la future BE dont elle sera partie prenante avec l'ensemble des structures associatives qui constituent la richesse du 20^e. Donc pour cela, elle sollicite une subvention de 50 000 € qui est l'objet de la présente délibération que je vous demande de voter. Pour conclure, je dirai qu'on l'a tous dit, que c'est une véritable chance pour notre arrondissement d'avoir ce « Territoires Zéro Chômeur », que ça a permis de créer une dynamique locale, de renforcer la

coopération et les liens entre les acteurs et, c'est l'essentiel, ça va changer notre rapport à la question du chômage et de l'insertion. J'en profite juste pour remercier l'ensemble des adjoints concernés : Lila DJELLALI, Antoine ALIBERT et Annie GAFFORELLI pour leur implication dans ce projet. Et je ne doute pas que nous parviendrons à franchir la seconde étape et qu'on va lutter ainsi concrètement contre le chômage dans le 20^e. Merci encore beaucoup.

Après consultation des membres, les délibérations sont adoptées.

2021 DASCO 62 : Caisse des écoles (20^{ème}) – Avenant à la convention 2018-2021 et ajustement de la subvention 2021 (8.228.751 euros) au titre de la restauration scolaire, périscolaire et extrascolaire. M. Eric PLIEZ rapporteur.

2021 DASCO 63 : Caisses des écoles - Modalités de conventionnement et de financement par la Ville de Paris pour la restauration scolaire, périscolaire et extrascolaire pour la période 2022-2024. M. Eric PLIEZ rapporteur.

2021 DASCO 80 : Caisse des écoles (20^{ème}) - Convention d'objectifs et de financement pour la restauration scolaire, périscolaire et extrascolaire pour la période 2022-2024. M. Eric PLIEZ rapporteur.

2021 DAC 203 : Subvention de fonctionnement (5.000 euros) à l'Association pour la Gestion d'Espaces Temporaires Artistiques - AGETA/ Collectif Curry Vavart (18^e, 20^e). Mme Marthe NAGELS rapporteure.

2021 DAC 627 : Subventions (30.400 euros) à cinq associations au titre des projets culturels élaborés dans les quartiers populaires de la Politique de la Ville (10^e, 14^e et 20^e) et avenants aux conventions pluriannuelles d'objectifs. Mme Marthe NAGELS rapporteure.

2021 DASES 97 : Subventions d'investissement (12.165 euros) et conventions avec trois associations pour la réalisation de travaux d'aménagement et l'achat de matériels. M. Maxime SAUVAGE rapporteur.

2021 DASES 98 : Subventions (40.800 euros) et conventions avec 21 associations dans le cadre de la politique de la ville. M. Maxime SAUVAGE rapporteur.

2021 DDCT 42 : Subventions (100.000 euros) aux réseaux de soutien aux familles monoparentales dans les quartiers populaires (11^{ème}, 13^{ème}, 14^{ème}, 17^{ème}, 18^{ème}, 19^{ème} et 20^{ème} arrondissements). M. Maxime SAUVAGE rapporteur.

2021 DDCT 44 : Subventions (85.600 euros) à 11 structures porteuses de projets économiques locaux dans les quartiers populaires. M. Maxime SAUVAGE rapporteur.

2021 DDCT 52 : Subventions (90.000 euros) à 8 associations au titre de l'Appel à projets Parcours Linguistiques à Visée Professionnelle 2021. M. Maxime SAUVAGE rapporteur.

2021 DAI 14 : Subvention (47.000 euros) au Conseil Départemental de l'Accès au Droit de Paris pour le financement de permanences supplémentaires dans les Points d'Accès au Droit (18^e, 19^e et 20^e). Mme Hélène TRACHEZ rapporteure.

2021 DASES 125 : Subventions (montant total : 659.895 euros), aux associations: les Restaurants du Cœur, L'Un est l'Autre, Notre Dame de Tanger, et convention avec la Chorba pour leurs actions d'aide alimentaire. M. Antoine ALIBERT rapporteur.

2021 DASES 127 : Subventions (23.000 euros) et conventions annuelles avec 8 associations pour leurs actions d'accompagnement à la scolarité 2020-2021. M. Antoine ALIBERT rapporteur.

2021 DASES 133 : Subventions (96.700 euros) à quatorze associations, conventions et avenant pour leurs actions d'insertion sociale. M. Antoine ALIBERT rapporteur.

2021 DASCO 35 : Subventions (835 648,30 euros) et conventions annuelles d'objectifs avec des associations et organismes pour des projets d'animation au titre des temps d'activités périscolaires. Mme Anne BAUDONNE rapporteure.

2021 DASCO 37 : Collèges publics parisiens et lycées municipaux - Dotations complémentaires de fonctionnement (13.320 euros), subventions d'équipement (19.180 euros) et subventions pour travaux (188.973 euros). Mme Anne BAUDONNE rapporteure.

2021 DASCO 50 : Conventions annuelle d'objectifs et subventions associées (57.243,50 euros) pour des projets d'animation mis en œuvre dans le cadre du programme NPNRU. Mme Anne BAUDONNE rapporteure.

2021 DASCO 82 : Collèges en cité scolaire - Subventions complémentaires (64.369 euros) au titre de la restauration scolaire pour 2021. Mme Anne BAUDONNE rapporteure.

2021 DASCO 99 : Collèges publics - Modification de la contribution de la Ville de Paris pour 2021 (357 208,80 euros) aux services de restauration et d'internat de certains collèges dotés d'un service de restauration autonome. Mme Anne BAUDONNE rapporteure.

2021 DFPE 137 : Subvention (354.022 euros), convention et avenant n° 6 avec l'association Crèche Laïque du Quartier St Fargeau (20^e) pour l'établissement multi-accueil St Fargeau (20^e). M. Lyes BOUHDIDA-LASSERRE rapporteur.

2021 DFPE 168 : Subvention (57.065 euros) et avenant n° 7 avec l'association Galipette (20^e) pour sa crèche parentale (20^e). M. Lyes BOUHDIDA-LASSERRE rapporteur.

2021 DFPE 172 : Subvention (238.409 euros), et avenant n°6 avec la Fondation Casip Cojasor (20^e) pour sa halte-garderie (20^e). M. Lyes BOUHDIDA-LASSERRE rapporteur.

2021 DFPE 176 : Subventions (444.449 euros), avenants n° 3 et n°6 à l'Association des Cités Caritas (20^e) pour ses 3 établissements d'accueil de la petite enfance.M. Lyes BOUHDIDA-LASSERRE rapporteur.

2021 DJS 72 : Subventions (167.500 euros), 6 conventions pluriannuelles d'objectifs, 2 avenants à convention annuelle d'objectifs et 5 conventions annuelles d'objectifs avec 31 associations de jeunesse (10^e, 12^e, 13^e, 14^e, 18^e, 19^e, 20^e) au titre de l'engagement et du pouvoir d'agir des jeunes. M. Lyes BOUHDIDA-LASSERRE rapporteur.

2021 DPE 27 : Subventions (341.555 euros) de fonctionnement et signature d'avenants de prorogation aux conventions de 10 associations gestionnaires de recycleries. M. Martin BUSSY rapporteur.

2021 DLH 116 : Rénovation de logements locatifs sociaux financée par le plan de soutien de l'État – modification des financements de la Ville pour 6 programmes de rénovation de logements sociaux. M. Thomas CHEVANDIER rapporteur.

2021 DU 81 : Appel à Projets Urbains Innovants « Inventons la Métropole du Grand Paris » – 29, rue du Soleil (20^e) – Prorogation de la promesse de Bail à Construction, prorogation de la convention d'occupation précaire, autorisation de la signature du Bail à Construction et garantie financière. Mme Virginie DASPET rapporteure.

2021 DASES 122 : Subventions (16.000 euros) à 7 associations et avenant à la convention pluriannuelle d'objectifs avec l'une d'entre elles, pour leurs actions dans le cadre du Mois Parisien du Handicap. Mme Karine DUCHAUCHOI rapporteure.

2021 DAE 117 : Marchés découverts alimentaires et biologiques - Modification des droits de place. Mme Carine EKON rapporteure.

2021 DAE 154 : Emplacements commerciaux sur le domaine public – autorisation d'occupation du domaine public. Mme Carine EKON rapporteure.

2021 DJS 20 : Subventions (170.400 euros) à 20 associations sportives (dont 10 conventions pluriannuelles d'objectifs) (20^e). M. Epency EPARA EPARA rapporteur.

2021 DJS 103 : Gratuité d'utilisation pendant l'été 2021 des centres sportifs parisiens pour les animations organisées dans le cadre de «#ParisEnvies » et des bassins éphémères du 12^{ème}, 13^{ème}, 20^{ème}, 19^{ème}. M. Epency EPARA EPARA rapporteur.

MA20.2021.213 : Mise à disposition à titre gratuit d'un terrain à usage de jardin partagé, situé au 18 passage des soupirs (20^e) - Convention d'occupation et d'usage du domaine public avec l'association « Association du Passage des Soupirs». M. Sylvain INDJIC rapporteur.

MA20.2021.214 : Mise à disposition à titre gratuit d'un terrain à usage de jardin pédagogique, situé au sein du square Emmanuel Fleury, 40 rue Le Vau (20^e) - Convention d'occupation et d'usage du domaine public avec l'association « Vergers Urbains». M. Sylvain INDJIC rapporteur.

2021 DEVE 56 : Subventions (161.000 euros) à quatre associations pour des projets d'insertion professionnelle par l'entretien horticole d'espaces verts (12^e, 16^e, 18^e et 20^e). M. Sylvain INDJIC rapporteur.

2021 DEVE 57 : Subventions (330.730 euros) à 5 associations pour des projets d'insertion professionnelle par l'entretien de la Petite Ceinture ferroviaire et de la tranchée Pereire (12e, 13e, 14e, 15e, 16e, 17e, 19e et 20e). M. Sylvain INDJIC rapporteur.

2021 DEVE 68 : Subvention (20.500 euros) à l'association VENI VERDI et signature de la convention pluriannuelle d'objectifs. M. Sylvain INDJIC rapporteur.

2021 DEVE 69 : Subvention (15.000 euros) à l'association VERGERS URBAINS et signature d'une convention pluriannuelle d'objectifs. M. Sylvain INDJIC rapporteur.

2021 DAE 150 : Subventions (191.600 euros) et conventions avec 19 associations dans le cadre de la mise en œuvre du volet emploi du Contrat de Ville. Mme Alexandra JARDIN rapporteure.

Après consultation des membres, les délibérations sont adoptées.

2. Vœux

V20-2021-223 : Vœu de l'Exécutif en soutien à Mila et à la liberté d'expression.

Mme GARRIGOS

Effectivement, le vœu de M. BARGETON n'a pas été déposé, a été retiré. Et je voulais vous présenter très rapidement le vœu que j'avais préparé en réponse au vœu de M. BARGETON. En fait, comme il est précisé dans l'article 10 de la déclaration des droits de l'Homme et du citoyen, « nul ne doit être inquiété pour ses opinions, même religieuses, pourvu que leur manifestation ne trouble pas l'ordre public établi par la loi ». Le vœu de M. BARGETON revenait sur le cas de Mila, comme nous le savons tous, qui a été harcelée. Actuellement, se tient le procès. Or, il nous a semblé important de rappeler que cette liberté d'expression que nous devons défendre sans concession, le Conseil de Paris, à plusieurs reprises et régulièrement, apporte son soutien à ceux et celles qui sont menacés dans le monde pour leurs opinions. Les Gouvernements ne sont pas les seuls à violer la liberté d'expression. Et nous ne pouvons que nous alarmer de l'augmentation du harcèlement, notamment sur les réseaux sociaux, voire les menaces de mort qui ciblent les personnes, particulièrement les femmes et les adolescents, pour leur expression. Que ce soit pour critiquer une religion, exprimer des opinions politiques, une orientation sexuelle ou une identité de genre, rien, non, rien ne peut justifier qu'une personne ait à subir des torrents de haine, des insultes, des menaces de viol, de torture, de mort. Outre que ces menaces constituent un délit et que nous ne pouvons que nous féliciter du procès en cours à l'encontre de 13 personnes ayant harcelé, voire menacé de mort Mila. Car ce harcèlement, ces menaces portent sur la santé physique et psychique et peuvent même nécessiter des mesures de protection qui portent atteinte à la vie privée. Depuis plus d'un an, Mila est la cible d'un harcèlement et de menaces de très grande ampleur en raison de son orientation sexuelle et de ses critiques de l'islam. Et nous ne pouvons que solliciter ce Conseil d'arrondissement pour lui apporter son soutien. Compte tenu toutefois du nombre croissant de personnes cibles de harcèlement, de l'aggravation des menaces et ici, je veux avoir une pensée pour notre collègue Alice COFFIN, il nous paraît nécessaire de réaffirmer notre attachement à la liberté fondamentale, cette liberté d'expression et d'étendre notre soutien à toutes celles et ceux à qui l'on veut nier de s'exprimer en toute liberté. C'est l'objectif de ce vœu que je vous appelle à adopter. Merci beaucoup.

M. PLIEZ

Donc François-Marie DIDIER, vous voulez faire une explication de vote.

M. DIDIER

Oui, merci, Monsieur le Maire. Tout simplement, évidemment, nous assurons notre soutien à cette jeune fille dont la vie est malheureusement brisée. J'aurais souhaité quand même entendre le Sénateur BARGETON parce qu'il est quand même proche du pouvoir. Et je pense qu'il y a matière aussi à légiférer sur ce harcèlement sur les réseaux quels qu'ils soient. C'est dommage qu'il ait dû quitter le Conseil d'arrondissement. Concernant le vœu de l'Exécutif dont je viens de prendre connaissance, il me semble un peu large donc même si la démarche est évidemment plus qu'honorable, nous nous abstenons parce que là, c'était le sujet Mila. Mais je trouve le vœu un peu plus large. Donc nous nous abstenons sur le vœu de l'Exécutif.

M. PLIEZ

Je ne vois pas d'autres demandes de prise d'explication de vote.

Mme SIMONNET

Je voulais faire une explication de vote. Je n'ai pas réussi à aller sur le chat.

M. PLIEZ

Oui. Allons-y.

Mme SIMONNET

Danielle SIMONNET.

M. PLIEZ

Allons-y, Danielle SIMONNET.

Mme SIMONNET

Écoutez, je voterai le vœu de l'Exécutif mais je le trouve également extrêmement léger. Je pense que ce qui est important dans l'affaire Mila, c'est bien de rappeler que nous avons le droit de critiquer une religion, qu'il n'y a pas de délit de blasphème dans notre République et qu'il faut bien distinguer le fait de critiquer une religion et le fait d'insulter des membres d'une communauté religieuse du fait de leur appartenance qui, ça, n'est pas autorisé et que Mila, elle, elle avait le droit de critiquer la religion. Et c'est important de distinguer cela. Par ailleurs, sur la question de la liberté d'expression, nous sommes très attachés à la liberté d'expression. Et nous la distinguons bien justement de toute attaque raciste. Je voudrais quand même vous faire réagir. Aujourd'hui, s'est tenu le procès de *Valeurs actuelles* qui s'est permis, l'été dernier, de présenter soi-disant une pseudo fiction où Danièle OBONO, notre députée parisienne Insoumise, était représentée en esclave. Et c'était un torchon raciste. Et le racisme n'est pas une opinion mais un délit. Non, il ne faut pas accepter d'exploiter la liberté d'expression pour autoriser des délits. Donc j'aurais aimé, moi, que les vœux permettent de préciser cela pour bien montrer que, dans l'affaire Mila, justement on était sur une critique d'une religion et non pas sur du racisme. Par contre, n'oublions pas aussi le contexte où là, il ne faut pas être naïf, il y a une extrême droite qui exploite et surexploite cette histoire aussi pour faire monter un racisme antimusulman. Donc c'est important à la fois de dénoncer l'ensemble des violences et des menaces de mort dont a été victime Mila et ne pas accepter non plus l'exploitation par l'extrême droite qui peut en être fait. Voilà, je vous remercie.

M. PLIEZ

Merci.

Après consultation des membres, le vœu est adopté.

V20-2021-224 : Vœu relatif à la pollution induite par les plaquettes de frein, présenté par Raphaëlle Primet, Karine Duchauchoi et les membres du groupe Communiste et citoyen.

M. BAUDRIER

Merci beaucoup, Monsieur le Maire. Donc comme chacun sait, on a déjà parlé de nombreuses fois, la pollution de l'air est responsable des dizaines de milliers de morts, jusqu'à 100 000 morts par an en France selon certaines évaluations. S'il y a eu des progrès importants, pas encore suffisants, mais réalisés pour réduire les émissions de particule fine émise par les moteurs, thermiques en particulier, et encore plus diesel, il y a en revanche deux autres pollutions pour lesquelles il y a eu peu d'amélioration ces dernières années, en particulier celle induite par les frottements des plaquettes de frein qui représente des émissions globales en Europe de 100 000 tonnes de particules fines émises en Europe du fait du frottement des plaquettes de frein. Donc ça devient sans doute la source de production de particules fines dans l'air en France la plus importante. Donc potentiellement responsable de dizaines de milliers de morts. De fait, il y a des recherches qui ont été faites. Et il y a des entreprises qui ont développé des systèmes de récupération à la source de ces particules fines

qui sont applicables tant dans les voitures que dans les bus, métro et RER. Il faut savoir que ces émissions de particules des plaquettes de frein représentent l'essentiel de la pollution atmosphérique dans les réseaux de transport collectif. Donc par ce vœu, nous souhaitons que la Maire de Paris interpelle l'Union européenne qui doit travailler à la future norme Euro 7 sur les véhicules automobiles, pour que l'obligation de l'installation de récupération de particules fines par les plaquettes de frein soit intégrée à cette norme puisque c'est de fait le seul moyen qu'on aura de le généraliser, l'utilisation de ce système, et également que pour ce qui est des transports collectifs en Île-de-France et dans le métro, les bus du 20^e, pour que l'utilisation de ce type de système de récupération de particules soit généralisée sur l'ensemble des transports collectifs par Ile de France Mobilités. Il faut savoir qu'il y a déjà eu des expériences, comme une voiture de la flotte de la Ville de Paris qui a utilisé ce système. Il y a actuellement un système en test sur une rame du RER C et que les deux expériences ont prouvé, que ça fonctionnait très bien. Donc on peut généraliser le système pour un coût relativement abordable, ce qui permettrait d'éviter potentiellement des milliers de mort en Île-de-France et des dizaines de milliers de mort en France chaque année. D'où notre vœu.

M. PLIEZ

Merci de cette présentation. La parole est à François-Marie DIDIER.

M. DIDIER

Oui, merci, Monsieur le Maire. Je rejoins Jacques BAUDRIER. Effectivement, l'endroit le plus pollué à Paris, c'est bien le métro. En revanche, je suis quand même étonné par ce vœu puisque la région Île-de-France et Île-de-France Mobilités où vous siégez, cher Jacques, a déjà mis en œuvre quand même des actions sur le sujet pour améliorer la qualité de l'air dans l'ensemble des espaces souterrains du réseau de transport en commun. Renouvellement en cours des métros et de RER. Donc ça, c'est un programme de modernisation des rames qui va prendre plusieurs années évidemment, mais c'est 10 milliards qui permettra de remplacer les vieux métros, les vieux RER d'ici 2033. Ils seront équipés de systèmes de freinage justement qui permettront de réduire considérablement les émissions de particules. Il y a aussi le remplacement des extracteurs d'air dans les stations. Donc là, pareil, c'est d'ici 2033. On ne peut pas faire tout d'un coup évidemment. Île-de-France Mobilités va investir 200 millions d'euros sur la période. Il y a aussi eu des appels à projets. Jacques BAUDRIER en a parlé pour faire des expérimentations. Nous, nous voterons contre ce vœu puisque la région Île-de-France qui est présidée par Valérie PECRESSE a mis en œuvre quand même un certain nombre d'actions. Après, sur les véhicules privés, effectivement, là, c'est à l'Europe d'agir. Mais en tout cas, sur le transport en commun, il y a des actions qui ont été mises en place par Valérie PECRESSE depuis quelques années. Donc nous voterons contre ce vœu.

M. PLIEZ

Merci. Je propose donc à Martin BUSSY de prendre la parole.

M. BUSSY

Merci, Monsieur le Maire. Re-bonsoir à toutes et tous. Un mot rapide, pour abonder évidemment dans le sens de Jacques BAUDRIER sur son diagnostic et aussi sur l'ambition politique qu'il faut avoir sur le sujet. Ce sont non seulement des micros particules mais aussi des nano particules. Et je pense qu'il y a deux sujets importants. Le premier, ce sont bien sûr les usagers. Plus on va vouloir, et c'est notre souhait en tant que groupe Paris en commun, que les usagers se développent dans les transports publics. On était partisans de la gratuité des transports publics pour justement inciter le plus possible les Franciliens, et puis par extension évidemment, l'ensemble des Français et des Européens, à prendre les transports publics. C'est un enjeu clé pour l'environnement, pour faire baisser les émissions de gaz à effet de serre, c'est un enjeu pour la densité des villes. Donc une des façons de les inciter, c'est de les rassurer sur les conséquences pour la santé de l'utilisation des transports en commun. Donc c'est vraiment un point clé. Deuxièmement, je pense aux agents de la RPP en l'occurrence, mais de tous les réseaux, qu'ils soient publics ou même privés, malheureusement de mon point de vue, qui sont confrontés bien plus que les usagers à ces émissions. Puisque passer 6h, 7h, 8h parfois plus en souterrain, c'est inhaler profondément ces particules-là, notamment pour cette raison sanitaire, pour les agents de la RATP, il est essentiel que l'on puisse porter et défendre ces dispositifs techniques et technologiques. Ils ne sont peut-être pas parfaits. Ils ne sont peut-être pas

tous encore parfaitement exploitables. Mais il faut absolument qu'on se donne collectivement une ambition dans le domaine. C'est un enjeu clé pour la santé publique et aussi pour l'environnement. Donc nous voterons évidemment très favorablement.

Après consultation des membres, le vœu est adopté.

Vœu relatif à la création d'un espace vert sur les surlargeurs de la Petite Ceinture, présenté par Raphaëlle Primet, Karine Duchauchoi et les membres du groupe Communiste et citoyen.

V20-2021-225 : Vœu de l'Exécutif relatif à l'aménagement des surlargeurs de la Petite Ceinture.

M. BAUDRIER

Oui, merci, Monsieur le Maire. Comme vous savez, ça fait de longue date que nous sommes mobilisés toutes et tous pour la création d'un espace vert sur les surlargeurs de la Petite Ceinture entre le cours de Vincennes à la rue du Volga. C'est un espace de 2 ha essentiel pour notre arrondissement. Donc il y a des échanges en cours avec la SNCF. C'est d'ailleurs de notoriété publique. Ils se sont exprimés publiquement en ce sens. Donc ce vœu pousse à ce que la négociation entre la SNCF et la Ville de Paris s'intensifie pour réaliser un espace vert dans des meilleurs délais sur les surlargeurs. Puisque ça fait trop longtemps que nous avons attendu. Donc je dirais que c'est un vœu qui amène à porter un peu de pression sur la SNCF qui, depuis de nombreuses années, pourrait nous céder cet espace afin de créer un espace vert pour pouvoir enfin on aboutisse, que la SNCF arrête d'avoir des ambitions financières hors de propos relativement à la création d'un espace vert dans un espace urbain.

M. PLIEZ

Merci. Antoine ALIBERT.

M. ALIBERT

Oui, merci, Monsieur le Maire. Je souhaitais intervenir sur le vœu de l'Exécutif. Ou c'est celui que M. BAUDRIER vient de présenter ? C'est une question.

M. PLIEZ

Comme on m'interrompait, je veux bien que vous repreniez votre question.

M. ALIBERT

Oui, excusez-moi. Non, je vous demandais si le vœu que Jacques BAUDRIER vient de présenter est le vœu de l'Exécutif ou le vœu du PC ? Et quand le vœu de l'Exécutif sera présenté ? Je voulais plutôt faire une intervention au regard des deux.

M. PLIEZ

C'est le même. En fait, c'est le même vœu.

M. ALIBERT

C'est le même. Très bien. Dans ce cas, je vais intervenir immédiatement. Je vous remercie de me donner la parole. Une explication de vote : le groupe Écolo votera bien entendu pour ce vœu. On se félicite des négociations de ce vœu de l'Exécutif qui vise effectivement à avancer les négociations et à rappeler à la SNCF notre volonté d'acquérir à un prix qui reste à négocier cette surlargeur. Et cette surlargeur afin véritablement d'agrandir les espaces végétaux et notamment pour la création éventuellement d'un bois, parce que c'est ce qui est porté aussi par mon collègue, Vincent INDJIC. Mais je ne parlais pas en son nom ce soir. Donc le groupe Écologiste s'en félicite, notamment puisque ça permettra de créer un véritable espace de respiration, un nouvel usage pour les habitants du 20^e et plus largement également du 12^e dans cette partie de la Petite Ceinture. Et on l'espère, un espace de gratuité où la flânerie sera permise. Et il est urgent d'acquérir cette surlargeur pour justement que la

Mairie reprenne le contrôle sur l'usage de ce lieu et qu'on évite de faire en sorte que se reproduise ce qui s'est passé récemment, même si les jeunes du quartier et les moins jeunes d'ailleurs, participent allégrement à Wonderland, on souhaite à l'avenir que la Mairie, et je crois que c'est l'un de vos engagements, Monsieur le Maire, puisse, tant qu'on n'aura pas acquis cette surlargeur, participer à l'orientation qui sera prise à la SNCF pour les activités qui y auront lieu. Et gageons qu'à l'avenir, quand nous aurons acquis cette parcelle, nous pourrions collectivement en faire un espace de gratuité et de flânerie pour des usages non marchands de ce lieu. C'est très important que la Ville reste le plus largement possible un espace de gratuité dans une société où tout se marchande, où la publicité est omniprésente et où souvent les activités que l'on peut proposer sont trop onéreuses pour que les familles du 20^e puissent en bénéficier facilement.

M. PLIEZ

Merci. Oui, participer au jury comme Raphaëlle PRIMET a pu le faire en notre nom pour la rue Florian, la SNCF avait été bien inspirée dans cet épisode-là. Deux prises de parole encore : Carine EKON et Virginie DASPET ensuite.

Mme EKON

Oui, merci, Monsieur le Maire. Juste une explication de vote du groupe PEC. Effectivement, comme l'a rappelé mon collègue, M. ALIBERT, la question soulevée par le vœu est un élément de notre programme. M. BAUDRIER l'a rappelé, des travaux sont en cours actuellement au niveau central entre les différents cabinets des adjoints concernés. Effectivement, nous suivons ces travaux avec un grand intérêt. Oui, je vous rejoins, M. ALIBERT. Cette zone ne sera pas consacrée à des activités marchandes mais plutôt il est question d'y développer notamment des activités liées à l'économie sociale et solidaire notamment. Je partage tout à fait votre position sur un endroit qui pourrait se prêter aux flâneries diverses et variées. Donc évidemment que le groupe PEC votera favorablement ce vœu. Merci beaucoup.

M. PLIEZ

Virginie DASPET.

Mme DASPET

Merci, Monsieur le Maire. Je vais enchaîner assez rapidement puisque je vais dire à peu près mot pour mot ce que vient de dire Antoine ALIBERT qui a fait un joli lapsus d'ailleurs en citant Vincent INDJIC. Je pense qu'il voulait parler de Sylvain INDJIC et Vincent GOULIN. Je pense qu'on peut les remercier tous les deux pour le travail qui est fait sur la végétalisation à la fois de nos espaces publics et nos espaces verts. Simplement rappeler le parallèle qui a été fait avec l'occupation temporaire actuelle d'un terrain qui appartient toujours à la SNCF, et même plus exactement SNCF habitat. Je crois que c'est important à mettre en relief par rapport au vœu qui a été déposé que nous aborderons tout à l'heure, je pense, par François-Marie DIDIER. Et rappeler quand même ici aussi que la volonté de la municipalité, en tout cas de sa majorité, c'est de proposer un espace vert supplémentaire, l'extension du square de la gare de Charonne, et plus exactement une forêt. Et je crois qu'il est important que les habitants le sachent. Pour le reste, j'allais dire, c'est un vœu qu'on a déjà voté. Donc je m'interroge un peu sur son opportunité ce soir. On est forcément d'accord avec ce vœu. Mais je crois que pour la sérénité de nos débats, quand on a déjà voté quelque chose, sauf s'il y a un élément d'actualité qui, pour le coup, m'échappe ce serait bien d'éviter de reposer systématiquement les mêmes vœux et de les décliner. C'est juste un petit point de fonctionnement. Mais évidemment, nous sommes extrêmement favorables à ce que les choses s'accélèrent. Merci.

M. PLIEZ

Très bien.

Après consultation des membres, le vœu est adopté.

V20-2021-226 : Vœu présenté par Geneviève Garrigos et les élu-e-s du Groupe Paris En Commun relatif à la promotion des moyens de lutte contre le vol de bicyclettes.

Mme JARDIN

Monsieur le Maire, mes chers collègues ! J'ai le plaisir de vous présenter ce vœu qui vise effectivement à lutter contre le vol de bicyclettes. Vous le savez, la Ville de Paris est particulièrement engagée dans la promotion des mobilités douces et notamment suite à la crise du coronavirus a déployé dans tout Paris un nombre conséquent de pistes cyclables. On l'a tous remarqué. Les Parisiens ont envahi ces pistes et plébiscitent largement cette politique volontariste de notre municipalité pour plus de déplacements à vélo. Et nous pouvons, je pense, collectivement, nous en féliciter tant pour la santé des Parisiens que pour l'environnement. Cependant, force est de constater que cette augmentation des usages accompagnée d'une augmentation des vols et contre lesquels il nous appartient de déployer tous les moyens possibles pour y mettre un terme. La Ville a déjà pris un certain nombre de mesures contre le vol de bicyclettes en permettant notamment l'augmentation du nombre de places de stationnement en extérieur, en souterrain ou encore dans les bâtiments ou parking des bailleurs sociaux. Mais ce n'est pas encore suffisant. Il existe depuis le 1^{er} janvier 2021 une nouvelle obligation pour lutter contre le vol et le recel de vélos qui est celle du marquage de vélo, qui sera étendu aux vélos d'occasion vendus par des professionnels à partir du 1^{er} juillet prochain. Ce système permet, avec l'enregistrement d'un numéro unique propre à chaque vélo de retrouver plus facilement les propriétaires en cas de vol. À noter qu'il existe de nombreuses solutions de marquage simples et à la portée de tous. Donc nous demandons par ce vœu que la Ville de Paris demande aux plateformes de vente en ligne de prévoir un champs correspondant au marquage de bicyclette notamment au moment de la mise en vente parce qu'actuellement ça ne concerne que les professionnels. Et ça permettrait, par exemple, de faire des systèmes de filtre lorsque les acheteurs décident de se procurer un vélo. On souhaiterait également que la Ville propose des actions de sensibilisation pour que les Parisiens procèdent à ce marquage de leurs vélos, qu'elle mette à disposition des Parisiens un bilan des expérimentations conduites en matière de stationnement protégé et de solution de sécurisation des bicyclettes, qu'elle mette à jour, de manière mensuelle, les informations sur les espaces disponibles pour stationner les vélos et qu'elle invite tous les bailleurs sociaux de son territoire à prendre en compte cet enjeu dans le cadre de leurs appels d'offres et qu'elle demande également aux bailleurs sociaux de pratiquer un audit des parkings dont ils sont propriétaires pour identifier les possibilités de mutation des places de stationnement en parking sécurisé pour vélo. Je vous remercie.

M. PLIEZ

Merci. La parole est à Vincent GOULIN.

M. GOULIN

Merci, Monsieur le Maire. Juste pour indiquer trois propositions d'amendement. D'une part, dans les considérants ajoutés puisqu'on se félicite effectivement du succès des pistes cyclables à boulevard de Sébastopol et rue de Rivoli, également le succès de la piste cyclable de l'avenue Gambetta mise en place en début de l'année dans le 20^e arrondissement. Deuxième proposition d'amendement, supprimer la mention des abris vélos puisque cette disposition, qui était à titre expérimental, a plutôt donné des résultats mitigés par rapport au coût investissement puisque c'est de l'ordre de 1 000 € par an pour simplement 6 vélos alors que des arceaux vélos classiques reviennent, quant à eux, à 300 € par an environ. D'ailleurs, j'en profite pour lancer un appel si vous avez des emplacements qui puissent accueillir non pas des abris vélos, mais des vélos station au même titre que ce qui se passe dans les gares parisiennes. C'est beaucoup plus rentable et moins cher pour la collectivité de pouvoir garer 25 à 30 vélos que de n'en garer que 6 sur l'espace public. Et enfin, dernière proposition d'amendement, c'est de rajouter dans les attendus la promotion des aides disponibles pour les copropriétés concernant le financement, l'installation de parking vélo sécurisé, notamment dans les cours d'immeuble de copropriété privée mais aussi publique ou dans les anciennes loges de gardien puisqu'on sait que c'est aussi un vrai problème notamment dans les quartiers un peu anciens de pouvoir avoir suffisamment de place pour y installer des parkings vélos sécurisés. Or, il existe des aides de la Ville qui sont fortement méconnues. Donc la Ville de Paris pourrait effectivement promouvoir ces aides au service des copropriétés privées comme publiques. Je vous remercie.

M. PLIEZ

Merci. Est-il nécessaire de vous donner trois minutes pour... Alors on peut peut-être, si vous le souhaitez, mettre les amendements dans le chat. Il me semble qu'ils sont de bon sens. Donc si tout le monde est prêt à les intégrer, je propose qu'on vote directement. Y a-t-il des personnes qui souhaitent une suspension de séance pour examiner ces amendements ? Est-ce qu'Alexandra accepte ces amendements ?

Mme JARDIN

Oui, j'accepte ces amendements.

M. PLIEZ

Très bien.

Après consultation des membres, le vœu est adopté.

V20-2021-227 : Vœu relatif à la réhabilitation des logements de la cité Bonnier, déposé par Nathalie Maquoi, Sylvain Indjic et les élu.es Génération.s.

Mme MAQUOI

Merci, Monsieur le Maire. J'espère que je vais vous laisser le temps, en 20 secondes, de trouver aussi une musique qui sera adaptée puisque ça va être un des beaux projets de la mandature pour aller vers la ville écologique, la cité Bonnier. Et ce qu'on vous propose dans ce vœu, c'est, au-delà de la réhabilitation qui est déjà entamée, des espaces extérieurs, des espaces publics et des pieds d'immeubles de la cité Bonnier en vue d'un meilleur confort des habitants. C'est aussi, là, de préparer le réchauffement, le dérèglement climatique et ses conséquences. La cité Bonnier, c'est les premiers HBM qui ont été construits à Paris, qui ne sont pas d'une très bonne qualité, qui sont petits, étroits et qui mériteraient aujourd'hui d'avoir au moins des études en vue de réaliser à la fois un plan climat mais potentiellement une restructuration. Pour ça, il faut qu'il soit priorisé dans le plan stratégique du patrimoine porté par le bailleur, Paris Habitat, qui en assure la gestion. C'est une demande des habitants qui nous l'ont fortement verbalisé il y a une quinzaine de jours quand nous avons fait un après-midi de discussion avec eux sur l'ensemble de leur cadre de vie. Et c'est pour ça qu'on vous propose que le Conseil d'arrondissement émette ce vœu, qu'il rentre en priorité dans le plan stratégique du patrimoine de Paris Habitat.

M. PLIEZ

Merci. La parole est à Thomas CHEVANDIER.

M. CHEVANDIER

Je vous remercie, Monsieur le Maire.

Mme SIMONNET

J'ai demandé aussi une explication de vote.

M. PLIEZ

C'est prévu. J'ai vu. Oui, pas de problème.

M. CHEVANDIER

Moi, j'interviens pour soumettre quelques amendements qui sont plutôt des amendements techniques puisqu'évidemment, il nous semble nécessaire de compléter l'aspect réhabilitation des espaces extérieurs et communs par une réhabilitation et notamment une amélioration de l'isolation de l'habitat sur cet ensemble-là. Et moi, je peux vous proposer de lire les amendements proposés, puis je les

copie-collerai dans le chat. Il s'agit juste d'ajouter au dernier considérant avant le dispositif que la Ville de Paris et les bailleurs sociaux mènent une politique volontariste de réhabilitation thermique des logements sociaux depuis de nombreuses années. S'agissant de HBM du 20^e, la réhabilitation de 12 résidences est d'ores et déjà financée par Paris Habitat, et deux autres sont déjà prévus dans le cadre du PSP, donc du Plan Stratégique du Patrimoine, du même bailleur. Et au niveau du dispositif, ajouter plutôt proposer comme écriture alternative, le Conseil d'arrondissement du 20^e arrondissement émet le vœu que : cet ensemble parmi les plus anciens HBM de Paris, soit intégré comme priorité dans le plan stratégique du patrimoine du bailleur et ainsi fasse l'objet d'étude dans le but à terme d'y mettre en œuvre une réhabilitation plan climat. Et je l'envoie tout de suite dans le chat.

M. PLIEZ

Alors pendant que tout le monde regarde, je propose que les deux prochains intervenants, Vincent GOULIN puis Danielle SIMONNET, puissent s'exprimer. Vincent GOULIN. On a perdu Vincent GOULIN.

M. GOULIN

Oui, excusez-moi, Monsieur le Maire. J'avais des problèmes de connexion. Donc juste pour proposer effectivement des amendements mais peut-être que ça a été déjà explicité par ma collègue Nathalie MAQUOI, concernant le plan de circulation lié à la proximité de la cité Bonnier du square Saint-Simonien puisque les habitants nous ont fait part de leur difficulté effectivement liée au trafic sur cette partie de la rue de Ménilmontant située entre la rue des Pyrénées et la rue Pelleport et leur souhait de passer à sens unique cette partie-là de la rue de Ménilmontant, notamment pour sécuriser les traversées piétonnes des nombreux enfants qui rejoignent le square Saint-Simonien depuis la cité Bonnier. Donc rajouter effectivement un attendu précisant que la circulation des véhicules empruntant la rue de Ménilmontant entre la rue des Pyrénées et la rue Pelleport soit réduite par la mise à sens unique de cette portion de la rue de Ménilmontant à hauteur du croisement Pelleport-Ménilmontant. Je vous remercie.

M. PLIEZ

Alors vous avez pu prendre connaissance des propositions soumises par Thomas CHEVANDIER. Est-ce que Nathalie MAQUOI est d'accord pour intégrer ces propositions ? Je parle bien des propositions soumises par Thomas CHEVANDIER à ce stade.

Mme MAQUOI

Oui, par Thomas CHEVANDIER aussi par Vincent GOULIN.

M. PLIEZ

Alors je vais donc néanmoins soumettre au vote du groupe les propositions...

Mme SIMONNET

Non, je me suis inscrite, Monsieur le Maire.

M. PLIEZ

Pardon ! Excusez-moi. Oui. Mais vous voulez parler, parce que c'est une explication de vote, vous voulez faire votre explication de vote avant que nous ayons examiné les amendements ou après ? C'est ma question. Que préférez-vous ?

Mme SIMONNET

Comme vous voulez, ça m'est égal. Comme vous voulez.

M. PLIEZ

Je vous propose de le faire après, sur le global parce qu'on verra mieux la physionomie du vœu.

Mme SIMONNET

Ça marche.

M. PLIEZ

Mais je ne vous oublie pas. Pardon ? Jacques BAUDRIER parlera ensuite. Je vous propose pour l'instant d'examiner donc les propositions faites par Thomas CHEVANDIER et de nous prononcer sur ces amendements que vous trouvez dans le chat.

Mme MAQUOI

Excusez-moi, Monsieur le Maire. Je ne comprends pas très bien par rapport à ce qui s'est passé au vœu d'avant. Puisque le rapporteur accepte les amendements ? On a voté directement.

M. PLIEZ

Alors on peut voter. Donc je pense que je vais laisser la parole aux gens qui voulaient s'exprimer. Moi, j'exprimerai mon désaccord sur le troisième amendement, si vous le voulez, après. Mais je vais laisser d'abord la parole donc à Danielle SIMONNET puis à Jacques BAUDRIER puis... Non, Jérôme GLEIZES, vous ne souhaitez pas parler. Donc Danielle SIMONNET et Jacques BAUDRIER.

Mme SIMONNET

Oui, je voterai ce vœu. Je pense que c'est vraiment important de préserver à la fois ce patrimoine et d'améliorer de manière conséquente les conditions d'habitat des habitants de cette cité. J'en profite quand même pour vous dire que les parties communes sont dans un état mais catastrophique. C'est honteux. Je ne comprends pas qu'il n'y ait pas du, ne serait-ce que du nettoyage. Cela fait des années que les peintures sont dégueulasses dans les halls d'escalier. C'est lamentable ! Je veux dire, c'est lamentable. Et par ailleurs, je m'interroge sur le nombre de portes closes, c'est-à-dire de portes avec une porte anti-squat, c'est-à-dire des immeubles qui sont totalement inoccupés, des appartements qui sont totalement inoccupés. Il y en a énormément. Or, les locataires ne voient pas les travaux dans ces appartements qui sont juste retirés de la location. C'est vraiment choquant. Donc les locataires pensaient qu'il y aurait d'ores et déjà des travaux d'ampleur qui justifiaient qu'on réduise sans doute l'occupation du site en vue des travaux. Mais là, ça fait quand même un bon bout de temps que ça dure. Donc moi, j'aurais quand même aimé qu'à l'occasion de la présentation de ce vœu, on me réponde à ces questions-là. Je vous remercie.

M. PLIEZ

Je donne donc la parole maintenant à Jacques BAUDRIER.

M. BAUDRIER

Oui, je voudrais intervenir sur l'amendement. Je suis favorable à l'amendement et notre groupe votera pour les amendements proposés par Thomas CHEVANDIER. En revanche, nous sommes défavorables à l'amendement proposé par Vincent GOULIN parce que si évidemment cette piste à sens unique a des effets positifs pour les habitants de la rue de Ménilmontant, comme toute mise à sens unique, il y a des perspectives de report de circulation. Il y a des risques de report de circulation important à la fois rue Pelleport où il y a trois établissements scolaires, rue des Pavillons qui est une rue étroite et rue Pixérécourt. Il y a des effets positifs dans certaines rues mais aussi de négatif, voire très négatif, dans certaines autres. Et rappelons-nous, les mobilisations sont très fortes quand il y avait eu de report de circulation dans la rue Pelleport avec des milliers de personnes qui s'étaient mobilisées. Donc de notre point de vue, il n'est pas possible de décider quelque chose aussi important pour des dizaines de milliers d'habitants d'une telle façon. Et il nous semble, au préalable, nécessaire d'avoir un certain nombre d'études de report de circulation afin de prendre des décisions plus

éclairées. Donc il nous semble prématuré, même si évidemment cette proposition de Vincent GOULIN mérite une étude, et c'est tout à fait légitime. D'ailleurs, il relaie des demandes tout à fait normales et légitimes d'habitants. Il nous semble plus que prématuré de prendre ce type de décision dans le cadre d'un tel sous-amendement à un vœu qui n'avait pas grand-chose à avoir à la base. Donc nous, en tout cas, si nous souhaitons uniquement sur cet amendement que nous souhaitons rejeter. Par contre, nous sommes favorables au reste.

M. PLIEZ

Merci. La parole est à François-Marie DIDIER puis à moi.

M. DIDIER

Oui, merci, Monsieur le Maire. Je vais être très rapide. Je suis parfaitement en ligne avec Jacques BAUDRIER. Moi, évidemment, rénovation de la cité, aucun problème. Les amendements de Thomas CHEVANDIER, aucun problème non plus. En revanche, l'amendement de Vincent GOULIN, bon, j'y suis défavorable. On ne peut pas simplement voter dans un vœu. Il faut effectivement des études, un plan global, qu'on souhaite d'ailleurs depuis de longs mois. Donc avis défavorable sur le dernier amendement.

M. PLIEZ

Bien, alors première chose, on fera un vote séparé pour ces amendements. Ceci étant dit, moi, je voudrais m'adresser à Vincent GOULIN directement. Nous avons travaillé vendredi dernier, je crois que Jacques était avec nous, d'ailleurs Vincent, Michel ROGER était avec nous, sur le plan de circulation, notamment autour du quartier Télégraphe, du premier quartier « Embellir votre quartier ». Nous avons évoqué ce sujet qui est un vrai sujet, comme d'ailleurs la rue de Bagnolet est un vrai sujet aussi. Nous avons convenu ensemble qu'il fallait lancer des études très rapidement parce qu'on voit bien qu'il y a des habitants qui attendent. Mais dans l'état actuel des choses, on ne pouvait rien faire avant les études. Donc moi, je vous demanderai simplement, Vincent GOULIN, de retirer votre vœu. Sinon, chacun se prononcera. Parce qu'il me semble que nous sommes engagés, vous, moi, et puis les gens qui travaillent comme Michel ROGER, sur ces sujets de circulation. Nous allons avancer mais il faut laisser le temps aux équipes de faire les études pour toutes les bonnes raisons que Jacques vient de rappeler. Donc je vous demanderai, si vous gardez votre amendement, et si vous souhaitez qu'il soit débattu, nous procéderons en deux temps : un vote sur les amendements de Thomas CHEVANDIER, puis un vote sur votre amendement. C'est pour ça, Nathalie MAQUOI, que je ne peux pas prendre tout en état.

M. GOULIN

Oui, je veux bien vous répondre, Monsieur le Maire. Oui, simplement, effectivement, ça fait appel à la vision qu'on a effectivement de la Ville, à savoir est-ce que le 20^e arrondissement, mais par extension Paris, reste une autoroute urbaine traversée par une grande majorité de véhicules qui ne sont pas immatriculés sur Paris ? Chacun a pu en faire l'expérience. Il y a près de 90 % des véhicules qui ne sont pas immatriculés à Paris, qui traversent des rues comme la rue de Ménilmontant, la rue de Bagnolet...

M. PLIEZ

Il faut être bref.

M. GOULIN

Oui, je serai bref. Pour citer juste ces axes-là. Donc à partir du moment où on souhaiterait un plan dit en marguerite, c'est-à-dire empêcher que le 20^e arrondissement soit traversé de part et d'autre, d'est en ouest ou de nord au sud, par des véhicules, je ne vois guère effectivement d'autres possibilités que d'aménager des plans de circulation dits en marguerite par une action très volontariste. Donc pour toutes ces raisons-là, je ne souhaite pas retirer mon vœu.

M. PLIEZ

Très bien. Votre amendement, oui. Nous allons donc nous prononcer sur les amendements proposés par Thomas CHEVANDIER.

Mme GUHL

Monsieur le Maire ?

M. PLIEZ

Oui.

Mme GUHL

Monsieur le Maire, ce n'est pas la règle habituellement. Si un amendement est accepté dans un vœu par le porteur du vœu, cela transforme le vœu. Et c'est le vœu tel qu'amendé qui est donné au vote. C'est ce que nous avons fait jusqu'à présent, hormis une fois effectivement dans un des Conseils précédents où effectivement la règle avait, je pense, n'était pas encore tout à fait connue. Mais normalement, l'usage, et je pense le règlement, veut que si un amendement est accepté par le porteur du vœu, cela transforme le vœu qui est ainsi présenté au vote de l'assemblée.

M. PLIEZ

Donc on va poser la question autrement. C'est-à-dire que là où visiblement, on a un consensus sur un quasi ensemble, si on le pose comme ça, on va voter donc un vœu totalement transformé. Et ça va changer le cours du vote, ce que je trouverai dommage parce que je pense qu'il y avait une certaine unanimité sur l'urgence à rénover et à activer le projet de la cité Bonnier. Donc, comme la proposition de Vincent GOULIN, et je le redis, on travaille ensemble régulièrement sur ce plan de circulation qui va avancer, mais comme Vincent GOULIN souhaite tenir cet amendement, si, on peut d'abord faire un... Donc Nathalie MAQUOI, vous choisissez quoi ? Vous acceptez l'ensemble des amendements et vous me faites voter sur un vœu rénové ou on peut examiner séparément ?

Mme MAQUOI

Moi, je voudrais des règles claires, donc que ce soit les mêmes pour tout le monde. Donc moi, je dis que je suis d'accord avec l'amendement de Vincent GOULIN. Donc c'est quand même un peu compliqué de faire peser comme ça sur la responsabilité. Donc si Vincent GOULIN maintient son amendement, moi, je l'intègre.

M. PLIEZ

Donc vous l'intégrez. Donc on va voter sur votre vœu complètement transformé de fait. On va faire une suspension de séance pour regarder le règlement précisément. Merci. Trois minutes de suspension de séance.

Suspension de séance

M. PLIEZ

Bien, nous allons pouvoir reprendre le cours de nos débats. Alors après examen attentif du règlement intérieur, il ne va pas jusqu'à ce niveau de détail, très clairement. Donc tout à l'heure, dans la mesure où il n'y avait aucune opposition aux amendements déposés, on a fait un vote groupé. Écoutez, c'était l'exception qui confirmera la règle. On va revenir aux règles usuelles, c'est-à-dire que les amendements seront désormais votés un par un. Et ça va être le cas pour ce sujet-là. Donc nous allons voter pour ou contre. Nous allons voter les amendements proposés par Thomas CHEVANDIER puis l'amendement proposé par Vincent GOULIN. Donc je vous demande de voter sur les amendements proposés par Thomas CHEVANDIER.

M. ALIBERT

Pourriez-vous passer la parole à Vincent GOULIN, Monsieur le Maire, avant de soumettre le deuxième amendement au vote, s'il vous plaît ?

M. PLIEZ

Non, c'est fini, là. On y a passé trop de temps. Sauf si Vincent veut enlever son vœu. Sinon, il n'y a pas plus d'explication.

M. ALIBERT ?

C'était le projet, donc si vous voulez bien...

M. GOULIN

Oui, Monsieur le Maire, même si les groupes Écologiste et Génération·s souhaitent effectivement que cette possibilité soit étudiée activement, je retire mon amendement en espérant effectivement que des études soient lancées dans ce sens-là.

M. PLIEZ

Bien, merci. Je vous confirme, comme ça fait partie un petit peu de votre délégation ainsi que celle de Michel ROGER, je compte sur vous pour effectivement booster ces études et je le redis ici, la rue de Bagnolet et le 140 Ménilmontant, si on l'appelle comme ça, sont vraiment deux priorités que nous demandons d'étudier, que nous allons continuer à demander à étudier aux services.

Après consultation des membres, le vœu amendé est adopté.

V20-2021-228 : Vœu relatif au suivi des vœux votés en Conseil d'Arrondissement, déposé par Vincent GOULIN et les élu.e.s du GEP 20.

M. ALIBERT

Il me semble que c'était Vincent. Écoutez, si vous en êtes d'accord, Monsieur le Maire, et si Vincent reprend la parole, je lui laisserai compléter sur le temps imparti que nous avons pour présenter ce vœu. Ce vœu vise à proposer la création d'un observatoire du suivi et de l'application des vœux qui sont votés dans notre arrondissement dans une démarche de transparence auprès des habitants pour assurer un suivi sur les débats que nous avons. Alors nous avons bien conscience qu'un vœu n'a pas force exécutoire, mais je pense qu'il est très important que les débats que nous puissions avoir et qui sont écoutés, et pas forcément en direct, mais souvent grâce au lien et à la retransmission par beaucoup d'habitantes et d'habitants, que ces derniers puissent avoir, grâce à l'observatoire qu'on vous propose de créer, moyen d'accéder à l'application concrète ou non des vœux que nous votons, des débats que nous avons, et cela, comme je vous le disais, dans un souci de transparence. Il me semble que c'est de nature, comme on a pu en débattre tout à l'heure, sur la charte du fonctionnement des Conseils de quartier, sur notre règlement intérieur, qui méritera d'ailleurs d'être précisé au sujet des vœux et des amendements mais aussi sur le débat de la démocratie locale qu'on aura à la rentrée. Tout ça concourt à améliorer la démocratie dans notre arrondissement et l'information des habitants et des habitantes sur les sujets qui les concernent et qu'on débat à chaque Conseil.

M. GOULIN

Excusez-moi, Monsieur le Maire. J'étais déconnecté. C'est juste compléter la réponse d'Antoine, que je remercie. Sur les modalités effectivement le vœu parlait d'observatoire mais nous sommes ouverts sur les modalités exactes puisqu'en début de séance concernant la charte des Conseils de quartier, on parlait des observatoires de la participation, cette question-là pourrait effectivement être intégrée dans cet observatoire de la participation. L'idée étant, comme l'a précisé mon collègue Antoine, de revenir vers les habitants par rapport à tout le travail qui est fait par l'Assemblée municipale. Et effectivement, la production est assez riche. Encore faut-il que les habitants puissent aussi suivre nos

travaux sur la durée et pas uniquement dans le cadre des séances du Conseil d'arrondissement.
Merci.

M. PLIEZ

La parole est à François-Marie DIDIER.

M. DIDIER

Oui, merci, Monsieur le Maire. Encore une fois, on passe beaucoup de temps quand même sur ces vœux. Vous êtes une majorité. C'est vrai que ce serait bien quand même que vous arriviez à vous mettre d'accord avant les Conseils d'arrondissement qui durent, qui durent, qui durent. Mais néanmoins, moi, sur ce vœu, je ne suis pas tout à fait d'accord avec ce qui vient d'être dit. Je pense justement qu'un observatoire, ça va plutôt complexifier les choses. On va créer une nouvelle structure. Donc qui va la composer ? Quand est-ce qu'elle va se réunir ? Quelle lecture vont en avoir nos concitoyens ? Donc je pense qu'il y a d'autres priorités aujourd'hui dans l'arrondissement que de rajouter une strate au mille-feuille qui existe déjà. On est déjà beaucoup occupés. Donc on s'abstiendra puisque la démarche va quand même dans un bon sens. Mais on s'abstiendra sur ce vœu.

M. PLIEZ

Merci. Pour ma part, je voterai contre ce vœu pour à peu près les mêmes raisons. C'est-à-dire que j'estime que nous avons des instances qui permettent de rendre compte et les élus, à tout instant, surtout au sein de la majorité mais pas que, peuvent de toute façon nous interpeller sur le devenir des projets, sur le devenir des vœux également et sur les raisons, bonnes ou mauvaises, qu'un vœu n'ait pas été pris en compte. Donc je voterai contre ce vœu.

Après consultation des membres, le vœu est rejeté.

M. PLIEZ

À l'attention de François-Marie DIDIER, oui, une majorité, plurielle, est composée de sensibilités différentes. Donc même si elle se cale en amont du Conseil, il y a des débats qui sont nécessaires d'avoir et qui parfois nous aident tous à avancer.

V20-2021-229 : Vœu du groupe Communiste et Citoyen pour des Caisses d'Allocations Familiales (CAF) et une sécurité sociale à la hauteur des enjeux.

M. JALLAMION

Oui, bonjour, Monsieur le Maire. Inutile d'être très long sur l'utilité et la nécessité d'une sécurité sociale de haut niveau. La crise sanitaire aura certainement convaincu les plus récalcitrants. Cependant, il y a fort à parier que le Gouvernement tentera, malgré cette preuve par les faits, d'y porter atteinte. Le déficit abyssal dû à la covid va lui servir de prétexte, non pas pour en renforcer le financement, mais pour en réduire les prestations. Toutes les branches de la sécurité sociale sont atteintes, notamment la branche famille du fait de la non-participation des cotisations patronales et la mauvaise compensation par l'État. De celle-ci dépend le financement des CAF qui ont en charge les prestations logements, les prestations précarité, les prestations familiales. Et elles participent aussi au financement des centres sociaux dont certaines MJC. Inutile donc de s'attarder sur leur utilité pour un territoire populaire comme celui du 20^e. Malgré cette utilité, depuis des années, des antennes sont fermées sans que les conseillers CAF, du reste, soient avertis au préalable. De plus, depuis des années, des postes sont supprimés, les emplois sont précarisés, notamment par l'appel de plus en plus fréquents à des CDD. Même les systèmes informatiques donc sont de plus en plus souvent défaillants et entraînent des ruptures infondées des droits. Il est donc déjà très dur pour le personnel de répondre aux besoins des allocataires en temps normal. Or, les réformes en cours que nous combattons, celles sur les aides au logement et celles sur l'assurance chômage, vont non seulement complexifier leur travail mais surtout engendrer de la précarité supplémentaire, donc du travail supplémentaire pour les agents, donc un service encore plus dégradé pour les allocataires. Par conséquent, au vu des difficultés des personnels de la CAF à réaliser leur mission et la nécessité que

cela leur soit de nouveau possible, dans l'intérêt des habitants du 20^e, le groupe Communiste et Citoyen propose que notre Conseil exprime son soutien aux agents des CAF et de la CNAF et à leur mobilisation du mardi 29 juin à l'appel de l'intersyndicale CGT, FO, CFDT, CFTC, CFECGC et Sud et demande à la Ville de Paris d'interpeller le Gouvernement pour que le futur projet de loi de financement de la sécurité sociale pallie aux différents manques, celui des moyens des CAF et de la CNAF, celui de la précarisation des conditions de travail et des contrats de travail de ces agents afin que les allocataires puissent bénéficier à nouveau d'un service de qualité et de proximité.

M. PLIEZ

Merci. La parole est à Maxime SAUVAGE.

M. SAUVAGE

Merci, Monsieur le Maire. Ce vœu est l'occasion de souligner les Caisses d'Allocations Familiales sont des organismes qui font vivre notre modèle social et qui nous accompagnent tout au long de notre vie via notamment les prestations familiales, les prestations d'accueil de jeunes enfants, l'allocation de rentrée scolaire, le revenu de solidarité active, la prime d'activité, également l'allocation aux adultes handicapés et je vais m'arrêter deux secondes sur ce point puisque je crois qu'on l'a toutes et tous en tête jeudi dernier, le gouvernement, dans l'hémicycle, à l'Assemblée nationale, s'est opposé à la déconjugalisation du mode de calcul de l'AAH au prétexte que cette déconjugalisation serait trop complexe à mettre en œuvre. On sait tous que c'est faux. Mais il y a un fond de vérité derrière tout ça de la part du Gouvernement, plutôt un lapsus, c'est-à-dire qu'en fait, ils savent à quel point ils ont réduit les moyens des CAF, donc ils savent que c'est plus compliqué avec des moyens réduits de mettre en œuvre une telle réforme. Parmi les autres aides qui sont versées par la CAF, il y a les aides au logement, ce qui permet de rappeler que depuis le 1^{er} janvier dernier, est entrée en vigueur la réforme du mode de calcul des aides au logement qui a une seule vocation, de faire 1,2 milliard d'économie. Sur le dos de qui ? Essentiellement des jeunes, une étude l'a montré. Alors que dans la période actuelle, s'il y a bien une classe d'âge qu'il fallait éviter de sortir des aides au logement ou en tout cas de voir leurs allocations baisser, c'était bien les jeunes. Enfin, dire aussi que les CAF financent les centres sociaux. Et là encore, dans cet objectif de rationalisation, les CAF se désengagent du financement des centres sociaux. Et nous, dans le 20^e arrondissement, nous allons être concernés parce que parmi nos 7 centres sociaux, nous en avons un qui est directement géré par la CAF. Et selon les bruits qui circulent, la CAF devrait se désengager du financement de ce centre social. Et je crois que toutes et tous à la Mairie du 20^e nous devons faire en sorte qu'aucun centre social ne ferme ses portes durant cette mandature, et en tout cas, nous y veillerons très fortement. Donc nous allons, au nom du groupe PEC, nous allons voter ce vœu parce que nous sommes pour l'appel unitaire à la manifestation le 29 mais également parce qu'il faut renforcer les moyens des CAF dans le projet de loi de financement de la sécurité sociale même si on voit ce qui est fait depuis 2017, on peut en douter. Merci.

M. PLIEZ

Merci. Je vous propose de voter.

M. ALIBERT

Je m'étais inscrit, Monsieur le Maire.

M. PLIEZ

Excusez-moi. Je ne vois pas tous les... Allez-y !

M. ALIBERT

Écoutez, le groupe Écologiste votera également pour ce vœu à la fois pour soutenir l'appel unitaire et tous les débats qui ont été soulignés par Michel JALLAMION dans sa présentation et complétés très utilement par le propos de Maxime SAUVAGE, à la fois sur les conditions nationales et la politique sociale de ce Gouvernement catastrophique qui n'a comme politique en fait que des économies sur le dos de notre système social et de la sécurité sociale. Et je souscris complètement à ce que vient de

dire Maxime sur l'alerte qu'il évoque sur le centre social Annam. Et par ailleurs, j'irai même plus loin que Maxime, il faut tout faire en sorte pour que ce centre social ne ferme pas, ne soit pas privé de ses financements par les réformes qui sont menées par le Gouvernement à l'attention de la CAF et de la Caisse Allocation et de la branche famille de la sécurité sociale. Mais notre accord de mandature va même plus loin. Et je sais que Maxime partagera. On souhaite aussi, quand la situation financière le permettra, ouvrir un nouveau centre social. On a ça dans notre accord commun. Et si possible à Python-Duvernois. Donc je sais que pour l'instant, la situation financière de la Ville ne le permet pas. Mais gardons-le à l'esprit. Et je pense qu'on partage aussi ça. Plus globalement, ce qui se passe avec la politique du Gouvernement sur la branche famille de la sécurité sociale, c'est que les CAF ont adopté une stratégie de plus en plus et d'autres agences de l'État par ailleurs, la CPAM, la CNAM, qui consistent à fermer de plus en plus leur accueil physique, à réduire leur nombre d'agents, à avoir des contrats précaires comme l'a dit Michel JALLAMION et à inviter leurs usagers à faire de plus en plus de démarches en ligne. Et cette numérisation à marche forcée a des conséquences très concrètes dans notre arrondissement que moi, je mesure tous les jours dans le cadre de ma délégation. C'est qu'il y a un report d'usagers de la CAF vers les services sociaux de proximité qui n'ont pas vocation, normalement, à la base, à traiter ça.

M. PLIEZ

Merci, Antoine.

M. ALIBERT

Si vous me le permettez, je voulais juste rappeler qu'on a face à nous une, non pas une quatrième vague sanitaire mais une quatrième vague sociale et que ce vœu est d'autant plus utile en cette période.

M. PLIEZ

Merci. S'il n'y a plus de prises de parole, je n'en vois pas, je vous propose de voter l'approbation de la mise en discussion du vœu conformément à l'article 23 du règlement intérieur du Conseil d'arrondissement. Je vous remercie. Le vœu est adopté. Simplement, comme on devait approuver, petite erreur de notre technicien et des applaudissements dehors... Donc on va d'abord voter, comme je vous l'ai dit, l'approbation de la mise en discussion du vœu parce qu'en fait, on est passé aux vœux d'urgence. Donc c'est un petit retour en arrière technique. Mais on va, s'il vous plaît, revenir sur cette approbation même si vous l'avez approuvée de fait, on est obligé de le faire pour la forme du vote, la bonne tenue des comptes-rendus. Merci, Monsieur Quizzbox. On a perdu Quizzbox. Donc on vous demande deux minutes de patience puisqu'il est en train de créer la formule. Bien sûr que ce principe de l'approbation sera comme tous les autres vœux d'urgence qui suivent. On ne vous fera pas le coup deux fois. Vincent GOULIN, vous êtes bien pris en compte pour le « Je vote pour ». Je vais donc clôturer. Je laisse les derniers réagir. On est presque au bout. Donc quelques votes. Très bien. Le vote est clos. Donc nous avons approuvé cette démarche des vœux d'urgence. J'en profite pour vous dire que Lila DJELLALI a dû nous quitter, qu'elle avait donné son pouvoir à Antoinette GUHL et que par contre, depuis 20h39, Florence HERRERO avait récupéré le sien.

Après consultation des membres, le vœu est adopté.

Vœu d'urgence relatif au plan de circulation rue de Bagnolet, déposé par les élu.e.s du Groupe écologiste de Paris 20^e, soutenu par les élu.e.s du groupe Génération.s.

M. GOULIN

En espérant que vous m'entendiez. Je suis désolé. J'ai des problèmes de connexion à cette fin de Conseil d'arrondissement. Donc c'est concernant le vœu relatif à la circulation rue de Bagnolet. Je pense que chacun d'entre vous, et vu l'heure tardive, je passerai les considérants. Juste pour effectivement préciser que suite à la mobilisation exceptionnelle des habitants de la rue de Bagnolet et des réelles difficultés qu'ils rencontrent au quotidien, comme chacun d'entre nous ont pu le constater, et ce depuis plusieurs années, là aussi, la solution n'est pas simple et effectivement, c'est soumis aussi à des questions d'étude préalable pour mesurer les reports de circulation. Mais ce vœu propose de lancer sans tarder des études préalables à une modification du plan de circulation du

quartier sachant que là encore, le groupe Écologiste est pour une modification substantielle pour permettre aux habitants de ne plus être impactés par la circulation dit de transit, mais qu'on puisse aménager ce quartier Réunion en quartier dit en marguerite, à savoir que les automobilistes ne puissent plus le traverser de bout en bout. Voilà pour faire court.

M. PLIEZ

Merci de la brièveté de vos propos. Nous en avons discuté. Donc moi, je vais vous demander le retrait de ce vœu pour la raison que j'ai pu évoquer tout à l'heure, à savoir que nous sommes au travail. Nous avons eu ensemble l'expérience, et j'associerai particulièrement Michel ROGER, de quelque chose de mal concerté avec la rue de Ménilmontant. On est sorti de la situation avec du temps. Mais on en est plutôt sorti bien. Mais c'est vrai que nous sommes au travail pour éviter de refaire ce type d'erreur et pour prendre le temps de l'analyse des besoins. Nous sommes dans ce secteur. Alors nous allons pouvoir expérimenter, pour ceux qui n'étaient pas avec nous précédemment, nous allons sans doute pouvoir expérimenter une mise en circulation à sens unique à l'occasion de travaux mais sur la portion rue des Pyrénées et à porte de Bagnolet. Par contre, la portion la plus ennuyeuse, c'est la portion qui est en dessous. J'ai dit aux habitants quand je les ai vus, mais d'autres les ont vus la semaine passée. Néanmoins, nous savons que c'est des petits noyaux et que les itinéraires malins risquent de vraiment complexifier toute la circulation autour de la place de la Réunion. Donc je vous propose, cher Vincent GOULIN, de pouvoir retirer ce vœu, étant entendu que, et je l'ai dit tout à l'heure et je le redis, nous avons des priorités et parmi ces priorités, il y en a deux. C'est la rue de Ménilmontant au niveau du 140 et c'est la rue de Bagnolet notamment sur cette portion qui jouxte l'école Lesseps. Je vous fais cette demande. Et puis sinon, nous reviendrons à un vote classique.

M. GOULIN

Alors effectivement, j'ai oublié de le préciser dans mon propos, mais les études du plan de circulation généralement sont renvoyées à la démarche Embellir votre quartier qui, pour le quartier Réunion, s'annonce pas avant 2022, voire début 2023, ce qui est effectivement une échéance bien trop lointaine pour les habitants. Donc si d'ores et déjà, on peut lancer les études sans attendre la démarche Embellir votre quartier, j'accepte de retirer ce vœu.

Le vœu est retiré.

M. PLIEZ

Pour moi, c'est une évidence. Je crois que Jacques BAUDRIER voulait la parole. Donc on va lui laisser, mais pour moi, c'est une évidence. Jacques BAUDRIER.

M. BAUDRIER

Je voudrais dire que Vincent a retiré son vœu donc il n'y a plus de sujet. Mais que je partage son sentiment et je pense que d'autres dans ce cas, la situation est un peu différente de celle du 140 rue de Ménilmontant où là, je suis plus dubitatif quant à la perspective même parce qu'au vu des reports de circulation cela pourrait amener beaucoup de flux dans des rues où il y a des écoles et dans des rues avec des trottoirs étroits. Dans le cas de la mise en sens unique de la rue de Bagnolet, voire d'ailleurs de l'interdiction, ce qui est envisageable, de toute circulation automobile dans la portion de la rue Bagnolet qui est au droit de la rue de Lesseps, donc là où il y a de nombreux parents d'élèves qui amènent des gamins dans des conditions très désagréables et de longue date. Moi, je partage son sentiment qu'il y a besoin, il y a urgence à avancer sur ce sujet. Je pense que quoiqu'il arrive, et quels que soient les reports qui seront de notre point de vue plus mineurs, et dans des rues où il y a moins de dangerosité pour tout le monde, parents, enfants, personnes handicapées, il faut vraiment, et de façon très volontariste qu'on arrive le plus vite possible à réussir à adopter le plan de circulation et bien entendu, avant la réalisation de la démarche Embellir votre quartier. Je tiens d'ailleurs à saluer la mobilisation du collectif *Pour une rue de Bagnolet plus apaisée* qui a réuni plus de 1 500 personnes. Donc je partage le sentiment exprimé par le vœu de Vincent. Et je crois que, ou en tout cas, que le fait que des études puissent être réalisées en priorité est vraiment une très bonne chose.

M. PLIEZ

François-Marie DIDIER, voulait la parole. On va la lui laisser. Mais donc je confirme, si des habitants ont un engagement ce soir, c'est vraiment de prioriser l'étude sur ce secteur et que nous allons mettre ça en œuvre avec les équipes dédiées dans les meilleurs délais, je dirais, dès à présent. François-Marie DIDIER.

M. DIDIER

Oui, Monsieur le Maire. Pas d'explication de vote puisque le vœu est abandonné. Nous avons appelé de nos vœux, nous, dès le mois de septembre un plan de circulation. C'était aussi un engagement de campagne. Alors ça va évidemment dans le bon sens, plan de circulation. Mais il ne peut pas se limiter au seul 20^e arrondissement. Il y a les villes de banlieue. Je ne sais pas quelles sont vos actions en ce moment sur ce plan de circulation. Mais je pense qu'il faut quand même l'élargir. Sinon, on va tourner en rond, enfin, sans vilain jeu de mots. Mais il faut qu'il y ait une concertation quand même plus globale sur un plan de circulation quel qu'il soit.

M. PLIEZ

C'est bien le travail que nous avons pu aborder avec les équipes de David BELLARD notamment, mais aussi de Jacques BAUDRIER. C'est à la fois le micro à travers Embellir ou de sujets très particuliers et à la fois le macro sur lequel nous allons travailler avec nos voisins, qu'ils soient du 10^e, 12^e ou qu'ils soient de Bagnolet, Montreuil.

V20-2021-230 : Vœu d'urgence relatif à la rentrée scolaire 2021, déposé par Nathalie Maquoi, Sylvain Indjic et les élu.es du groupe Génération.s.

Mme MAQUOI

Merci, Monsieur le Maire. Dans ce dernier Conseil avant la pause estivale, il s'agissait de faire un point sur la rentrée scolaire dans plusieurs aspects. Il reste encore une fermeture de classe envisagée par le rectorat avant le CDEN. C'est celui du 14 rue Riblette. On a déjà eu les échanges dans ce Conseil d'arrondissement. On sait qu'au-delà de l'aspect quantitatif des choses, il y a un certain nombre d'élèves en situation de handicap ou en situation de détresse sociale qui sont accueillis. Et on aurait pu même imaginer un équilibrage entre le 14 et le 16 Riblette qui sont deux écoles primaires dans des bâtiments collés. On avait eu un engagement plus sur CDEN pour les élus qui avions vraiment porté cette question-là d'être dans les prioritaires pour se voir attribuer un poste d'enseignant pour le maintien d'une classe. Donc il s'agit de le réaffirmer avant le prochain CDEN. Aussi demandé au rectorat dans ses comptes de prendre en compte l'arrivée du CHU à Cristino Garcia. Certes, en septembre, la question ne se pose pas puisque de manière qui est bien faite, les élèves pourront être accueillis dans des bonnes conditions dans... les enfants, en tout cas, dans les écoles de secteur. Il y aura potentiellement une deuxième rentrée. Et il faut que ça rentre dans les calculs. Et enfin, la rentrée scolaire, c'est aussi les périscolaires. Donc il est essentiel que l'offre en atelier bleu qui est prisé des familles soit maintenue à la même hauteur à la rentrée prochaine.

M. PLIEZ

Merci. La parole est Anne BAUDONNE.

Mme BAUDONNE

Oui, merci, Monsieur le Maire. Je souhaitais donc intervenir sur ce vœu d'urgence parce que rappeler d'abord le travail qui avait été fait. C'est vrai qu'on était très inquiets quand on a commencé à discuter avec le rectorat et leurs services, des fermetures de classes. On nous annonçait quand même pas mal, à savoir 6 fermetures et 4 ouvertures. On était un peu inquiets. Et en fait, c'est vrai qu'il y a eu un travail remarquable et une bonne cohésion de toute l'équipe de la Mairie pour défendre un meilleur encadrement, et donc refuser ces fermetures au vu aussi des conditions sanitaires qui ont quand même impacté négativement l'année scolaire. On a bien œuvré. Et finalement, il n'y a qu'une classe, c'est celle du 16 Riblette, effectivement, qui vraiment au regard des chiffres, et maintenant les effectifs, là, sont arrivés, donc on le sait, il y a très peu d'élèves. Donc ce sont des conditions qu'on ne

peut pas imaginer meilleures pour la rentrée scolaire prochaine. Je donne juste quelques exemples. Donc les CP seront à 11, 12 ; les CE1 à 13 ; les CE2 à 24 ; les CM1 à 17 et 18 ; les CM2 à 22 et à 21. Donc je pense qu'au vu de ces chiffres, il ne nous semblait pas possible, enfin envisageable, et même après discussion avec toute l'équipe, et le directeur en particulier, pas souhaitable de demander le maintien. Par contre, je me fais donc la porte-parole de cette école qui manque malheureusement d'un maître G. Donc s'il y avait à demander et une bataille à mener, ce serait sans doute celle-là. Concernant le CHU, je tiens à rassurer aussi complètement : dès qu'on a appris qu'effectivement le CHU allait être mis en place. Nous, nous nous sommes vraiment inquiétés de pouvoir recevoir les enfants qui seraient susceptibles d'arriver. En fait, il y a 11 enfants. Ils ont été répartis sur plusieurs écoles. Le CHU maintenant est complet. Donc il n'y aura pas d'autres enfants. Donc il n'y a pas d'inquiétude à avoir. Tous les enfants seront reçus et dans de bonnes conditions et sans impacter de manière importante les écoles alentours. Après, la dernière question, et c'est là où j'étais un peu embêtée sur ce vœu et où je demanderai donc de voter contre, c'est qu'on mélange deux sujets, je crois. Donc cette rentrée scolaire sur les classes, mais après, sur le périscolaire qui sont les ateliers bleus. Et là, il y a des inquiétudes effectivement à avoir sur le nombre d'atelier bleus qui seront proposés aux écoles l'année prochaine. Pour l'instant, nous n'avons pas la totalité des chiffres. Donc ça paraît difficile. Donc c'est la raison pour laquelle, je ne peux pas me prononcer ou je ne vous demande de vous prononcer contre ces ateliers bleus puisque l'autre sujet me semble ne pas relever, enfin, ne pas devoir susciter d'inquiétude. Donc voilà. J'espère avoir répondu à toutes les questions.

M. PLIEZ

La parole est à Danielle SIMONNET.

Mme SIMONNET

Je ne comprends pas vu que les inquiétudes, elles sont fondées. Sur les ateliers bleus, on a des directeurs et des directrices d'école qui nous annoncent qu'ils vont passer, par exemple, de deux à un seul atelier bleu. Donc c'est une réduction dans certains établissements de plus de 50%. Donc j'imagine quand même que l'Exécutif d'arrondissement doit avoir les chiffres et les données au niveau central. Donc vous devriez être en capacité, à ce moment-là, à tout du moins peut-être même de faire un amendement enrichissant le vœu initial pour justement exiger le maintien de ces ateliers bleus. Et j'avoue ne pas avoir totalement compris votre position sur la situation rectorale. Pour vous, toutes les choses vont pour le mieux dans le meilleur des mondes et qu'il n'est pas l'objet d'un vœu pour la rentrée. J'aurais aimé des précisions sur votre rejet du vœu.

M. PLIEZ

Je crois que chacun se prononcera sur un vœu. Il va être temps maintenant de voter. Je vais demander à Nathalie MAQUOI si elle maintient le vœu tel qu'il était ou si elle souhaite l'amender en fonction de ce qu'a pu dire Anne BAUDONNE, si elle souhaite le revoir en fait focaliser son vœu sur les ateliers bleus ou le maintient-elle en entier ?

Mme MAQUOI

Je maintiens.

M. PLIEZ

Très bien.

Après consultation des membres, le vœu est rejeté.

M. PLIEZ

Sur les ateliers bleus, nous serons les porte-paroles de tout le monde, je crois, pour intervenir et souligner la difficulté, notre attention sur ces ateliers.

Mme BAUDONNE

Monsieur le Maire, est-ce que je peux ?

M. PLIEZ

Bien sûr.

Mme BAUDONNE

10 secondes. C'est en fait pour répondre à Danielle SIMONNET. J'ai des chiffres mais pour l'instant, c'est sur l'ensemble de Paris. Et c'est vrai que je peux les donner. Pour l'instant, il y a 230 ateliers qui sont prévus. Et c'est vrai qu'il y a une baisse assez importante puisqu'il y en avait 358 l'année précédente. Mais c'est sur l'ensemble de Paris. On sait qu'en fait, certaines écoles n'en ont pas. Et c'est le détail que je n'ai pas. Donc c'est là où je suis un peu embêtée parce qu'on était généralement bénéficiaires. Et c'est vrai que le 20^e propose beaucoup de choses qu'on est en quartier prioritaire et qu'en général, on a pas mal d'ateliers bleus. Donc c'est la raison pour laquelle, je ne suis pas très inquiète.

M. PLIEZ

Merci.

V20-2021-231 : Vœu relatif au programme Wonderland, 103 Cours de Vincennes (75020 Paris), déposé par François-Marie DIDIER et les élus du groupe Changer Paris du 20ème.

M. DIDIER

Merci, Monsieur le Maire. Donc effectivement, un vœu pour parler du projet Wonderland qui est porté par l'association We Love Green et qui a été remporté dans le cadre d'un appel à projets lancé par SNCF immobilier l'année dernière et qui consiste à une animation estivale pour la portion de la Petite Ceinture comprise entre le Cours de Vincennes et le jardin de la gare de Charonne. Donc ce projet prévoit évidemment des installations artistiques, des concerts, un cinéma, des conférences. Il y a une rampe de skateboard, un terrain de basket, j'oublie, même ça, c'est une animation estivale. Donc ça, ça va évidemment plutôt dans le bon sens. Le problème, c'est que c'est sur un terrain en plein air de 6 000 m² et qui est surtout à quelques dizaines de mètres d'habitations. Ce projet évidemment, depuis qu'il a ouvert, c'était, si je ne dis pas de bêtise, le 10 juin, a engendré des nuisances sonores pour tous les riverains qui s'en sont plaints. Il semble aussi qu'il n'y a eu aucune commission de sécurité pour contrôler le site et que les horaires de fermeture de cet événement en fait ne sont pas arrêtés en tout cas pourraient évoluer. Je crois que c'est 22h. Ça pourrait être 23h, minuit. Donc ça me paraît évidemment un point important. Alors dans le vœu, je parle d'une réunion qui devait avoir lieu demain mais en fait, elle a eu lieu hier, si je ne dis pas de bêtise. Donc évidemment, j'attends que vous nous donnez quelques éclaircissements sur ce qui a été dit. En tout cas, moi, mon vœu, c'est qu'il y ait un respect des horaires de fermeture et qu'ils soient déjà en tout cas arrêtés. Puisqu'aujourd'hui, à ce stade, ce n'est pas le cas, comme je viens de le dire, qui est aussi un respect de la jauge de participants et qu'il y a un comptage qui puisse être fait. Je crois que ce n'est pas le cas. Que des travaux acoustiques soient menés sur le terrain de basket et sur la rampe de skateboard. Je crois d'ailleurs que l'association n'était pas contre cela. Que les rideaux antibruit qui existent sur, je dirais, de cinéma, soient utilisés. Et enfin, qu'il y ait une mesure de l'impact sonore et puis en dernier lieu qu'il y a un contrôle du site par une commission de sécurité. C'est pour le bien-être évidemment des riverains qui subissent les nuisances. Ce n'est évidemment pas contre ce projet qui permettra à beaucoup de jeunes d'avoir des activités cet été.

M. PLIEZ

La parole est à Antoine ALIBERT.

M. ALIBERT

Oui, bonjour. Rebonsoir à toutes et tous. Je ne sais pas pourquoi je vous aurais dit bonjour. Réflexe. Non, une explication de vote. Le groupe du GEP s'abstiendra. On a eu l'occasion d'en parler tout à l'heure. Si on partage l'intérêt d'une partie d'une partie des activités qui sont organisées sur place, bien entendu, il faut veiller, et je ne doute pas que vous le faites Monsieur le Maire, à la sérénité du

cadre de vie pour les riverains et les riveraines et surtout je le redis et j'ai eu l'occasion de le dire tout à l'heure, et vous l'avez dit vous-même en réponse, je pense qu'à l'avenir, il faudra vraiment qu'on arrive à être associé aux activités qui se dérouleront sur ces surlargeurs de la Petite Ceinture tant qu'on n'aura pas réussi à s'entendre avec la SNCF pour la racheter et le transformer en parc pour en faire un usage le plus possible non marchand et respectueux du cadre de vie des riverains et des riveraines.

M. PLIEZ

Donc nous sommes là dans une occupation éphémère jusqu'en octobre. Et nous avons bien précisé hier dans une réunion que nous avons avec les riverains, et ce n'était pas la première, réunion qui a duré presque 3h, 40 personnes, que de toute façon, ça se gérerait autrement dans le futur, mais que surtout le projet à terme, c'était un achat par la Ville de Paris pour faire, à cet endroit, un grand parc, appelons-le comme ça, une grande forêt urbaine, même si les forêts, elles commencent avec des petites arbres. Est-ce qu'on mettra un peu d'animation dans cette forêt ? L'avenir le dirait. On n'en est pas là. Mais en tout cas, le projet, c'est bien du vert. Ensuite, alors pour répondre précisément à François-Marie DIDIER, aujourd'hui, c'est un deal qui a été fait avec quelqu'un qui a répondu un appel à projets de la SNCF et qui s'est traité en dehors de nous. Et ce qu'on peut regretter, c'est le manque de communication en amont. Bien sûr, les porteurs de projets nous disent, les gestionnaires nous disent qu'ils ont dû agir très vite, que les incertitudes avec le covid et tout. Mais c'est vrai que ça a été très précipité. Objectivement, depuis l'ouverture, ils mettent en œuvre tous les moyens pour assurer à la fois la tranquillité, la sécurité du site. Mais évidemment, et je vais donner deux, trois exemples, évidemment du monde qui passe, 1 600 adhérents, alors pass gratuits pour les gens de la ville qui vont être étendus au 12^e, pour les gens du 20^e et qui vont être entendu au 12^e. 1 600 personnes dont beaucoup de familles avec enfants fréquentent le site. Mais évidemment, ça fait du bruit, surtout passé une certaine heure. Alors après, qu'est-ce qu'on peut faire, très clairement ? C'est un ERP. S'ils le veulent, ils peuvent ouvrir jusqu'à 2h du matin et servir de la bière autant qu'ils veulent. Ils ne le feront pas. Ils s'arrêtent globalement à 23h. Le son s'arrête à 20h30. C'est-à-dire qu'après, tous les concerts sont sous casque. Ils font des mesures de bruit. Ils mesurent des décibels. Après, c'est vrai, quand ils organisent un match de foot, comme ce soir, évidemment le bruit qu'ils mesurent n'est pas forcément le bruit qui va se passer quand la foule applaudit un groupe. Le commissariat a vérifié toutes les autorisations. La Préfecture de police a donné toutes les autorisations. Donc évidemment, les commissions de sécurité sont passées sur le site. Qu'est-ce j'en pense ? Personnellement, j'en pense que le projet n'est pas notre projet. C'est un projet à la fois d'animation mais à la fois commercial. Ce n'est pas ce que moi j'appelle un projet de tiers-lieu solidaire. Mais en même temps, ça a quelque part une vocation à animer un quartier qui n'était pas du tout animé et beaucoup d'habitants, me rétorquent des intervenants locaux, sont aussi contents qu'il se passe enfin quelque chose. Donc moi, je vous propose de le prendre comme quelque chose d'éphémère, quelque chose où, par exemple, aujourd'hui, la structure fait des réunions quasiment hebdomadaires pour informer et pour présenter le programme aux voisins. On va continuer évidemment de les suivre de très près. On ne les lâchera pas. Mais prenons-le pour ce que c'est. Et évidemment, mettons tout en œuvre pour assurer la quiétude aux voisins, en tout cas le plus possible. Voilà les réponses que je peux faire. Et maintenant, je vous propose de voter. Il y a Danielle SIMONNET qui voulait s'exprimer. Donc Danielle SIMONNET. Puis nous procéderons au vote.

Mme SIMONNET

Oui. Je vous remercie, Monsieur le Maire. Je souhaitais m'exprimer parce que je trouve, en relisant le vœu, qu'il n'est absolument pas en contradiction avec ce que vous venez de dire, Monsieur le Maire, puisque vous avez bien précisé que ce n'était pas un projet de la municipalité, c'est important, que ce n'était pas votre conception du tiers-lieu puisque là, c'est vrai qu'on est sur un projet beaucoup plus commercial. Après, We Love Green, il ne faut quand même pas oublier que la Ville de Paris subventionne beaucoup d'autres événements de We Love Green. Chaque année, festival We Love Green, on le subventionne. Que demande ce vœu ? Et vous savez que je n'ai absolument aucune sympathie politique, nous sommes très éloignés avec le groupe LR, mais quand je relis le texte, le texte dit quoi ? Il dit que la Mairie du 20^e demande à l'organisateur de cet événement de mettre en place les mesures indispensables suivantes : respect des heures de fermeture, respect de la jauge de participants et comptage associé, travaux acoustiques sur le terrain de basket et la rampe de skateboard, utilisation des rideaux antibruit existants et mesure de l'impact sonore. C'est-à-dire que ce n'est pas un vœu qui dit : « Fermez-moi tout ça. » Et le contrôle du site par une commission de

sécurité. Donc soit il y a des choses qui sont déjà réalisées en ce moment, tant mieux ! Si on le vote, ça veut dire qu'on veut s'assurer que pendant tout le long de la période, ce soit bien respecté. Puis il y a d'autres mesures dont on n'est pas sûr qu'elles soient respectées. Donc voilà, moi, je pense qu'en termes de bon sens, il vaut mieux voter ce vœu. Je vous remercie.

M. PLIEZ

Nous sommes ravis de cette liaison qui vient de se faire.

Mme SIMONNET

Je vous interdis de parler de ça et de parler de liaison, Monsieur le Maire. Moi, je lis un texte et je sais que vous le faites de manière taquine. Mais comme il y a eu toute une campagne électorale, on a dit des mensonges sur moi comme quoi j'étais soi-disant contre les logements sociaux. J'aimerais bien qu'on respecte...

M. PLIEZ

Oui, je vais répondre Danielle SIMONNET. Je vais vous répondre. Si on fait un vœu sur des mesures que j'ai demandées et qui sont déjà mises en œuvre et que nous suivons au quotidien, je pense que ce vœu n'a plus lieu d'être. Donc je vais m'adresser autrement. Et après toutes les explications que je vous ai fournies, et dont nous partageons, Danielle SIMONNET a raison là-dessus, un certain nombre de questionnements au départ, aujourd'hui, des mesures sont prises. Et en fait, tous les éléments contenus dans le vœu sont déjà mis en œuvre. Donc je demande à François-Marie DIDIER : maintenez-vous votre vœu dans ces conditions ?

M. DIDIER

Oui, je souhaite maintenir ce vœu pour deux raisons. La première, c'est que les travaux acoustiques n'ont pas encore été réalisés. J'étais sur place il y a quelques jours, et l'utilisation des rideaux antibruit, ça n'est jamais le cas. Donc c'est juste moi, ce vœu, comme l'a très bien dit Danielle SIMONNET, je suis très factuel. Je ne suis pas contre cet événement. Mais en revanche, je suis pour le bien-être des riverains. Donc c'est vraiment des choses qu'ils ont demandées. C'est juste que la Mairie du 20^e, parce que ce n'est pas votre projet, Monsieur le Maire. Et je n'ai absolument pas dit ça d'ailleurs. C'est juste que nous, on s'assure que nos riverains...

M. PLIEZ

D'accord. Vous maintenez votre vœu.

M. DIDIER

Je maintiens mon vœu.

M. PLIEZ

Je maintiens aussi que les rideaux antibruit soient mis en service quand il y a lieu d'être.

Après consultation des membres, le vœu est rejeté.

V20-2021-232 : Vœu relatif aux dépenses relatives aux travaux de la Maison de l'Air, sur proposition de Danielle Simonnet et du groupe France Insoumise.

Mme SIMONNET

Donc le vœu porte sur la Maison de l'air, donc cet équipement municipal qui est situé au-dessus du Belvédère. De manière rapide, vous vous souvenez des mobilisations victorieuses, citoyennes, associatives et soutenues par beaucoup d'élus, tant de la majorité que de l'opposition qui avaient permis, sous la précédente mandature, de mettre un coup d'arrêt au projet qui était porté par la Mairie centrale et la Mairie d'arrondissement qui était de transformer la Maison de l'air au statut de pavillon

de la Ville comme pour les bois de Boulogne et Vincennes et transformer ça en restaurant quelque part lucratif. Dans ce lieu sur lequel vous avez fait des réunions, où il y a un appel à projets, on sait qu'il y a énormément de travaux à faire. Ils ont été évalués pour l'aménagement du Belvédère et du lieu pour le rendre à la fois accessible au public et répondre aux exigences du plan climat, des travaux d'investissement qui représentent 4 millions d'euros. Donc à travers ce vœu, je souhaite vraiment que la Ville s'engage à prendre à sa charge les dépenses d'investissement relatives aux travaux de la Maison de l'air, qu'elle inscrive d'ailleurs à cette fin l'aménagement du Belvédère et les travaux de la Maison de l'air dans le programme d'investissement de mandature, le PIM, et qu'elle co-élabore avec les associations, les collectifs et citoyens le projet qui sera adossé avec un loyer le plus abordable possible, qu'il puisse être compatible avec un projet associatif et citoyen pour que justement, ça ne soit pas à la structure qui portera le projet de vie de ce lieu de porter le coût des investissements. Sinon, on serait sur des modèles économiques qui iraient à l'encontre du projet associatif et citoyen. Je vous remercie.

M. PLIEZ

La parole est à Annie GAFFORELLI.

Mme GAFFORELLI

Oui, merci, Monsieur le Maire. Donc je voulais juste faire une explication de vote, rappeler qu'évidemment, nous partageons l'objectif du vœu porté par la France Insoumise. Mais dans ce vœu, vous ne faites pas mention de l'appel à projets. On sait que vous avez été un petit peu interloqué là-dessus. Et évidemment, nous ferons, comme on l'a dit à plusieurs reprises, une concertation large auprès des habitants pour correspondre aux besoins de ce qu'ils veulent, évidemment. La seule chose, c'est que nous sommes dans l'attente, comme vous le demandez, des arbitrages du PIM. Mais on souhaitait indiquer que nous faisons confiance à la municipalité de ces arbitrages. C'est pourquoi en l'état, nous ne prendrons pas part au vote.

M. PLIEZ

Virginie, vous souhaitez prendre la parole, Virginie DASPET ?

Mme DASPET

Oui, absolument. Merci. Vous avez dû recevoir par e-mail des amendements qu'on a transmis et un amendement de l'amendement. C'est vraiment très technique. On a simplement voulu faire apparaître les activités culturelles parce que des discussions qui ont déjà eu lieu et des mobilisations qui ont déjà eu lieu, c'était quand même quelque chose qui ressortait fortement. Et j'entends bien ce que disait Annie GAFFORELLI, bien évidemment qu'il faut une concertation. On est tous d'accord là-dessus. Ce vœu est quand même très en-deçà, comme on l'a fait remarquer justement tout à l'heure de ce qui a pu être voté dans ce Conseil. Il est très soft. Simplement, pour des questions techniques, on pense qu'il faudrait éviter de faire référence au PIM et demander un simple abondement du budget de la DEVE parce qu'évidemment, l'idée n'est pas que ça soit financé par exemple, par le Budget Participatif ni par des investissements classiques de la Ville. Et il me paraît tout à fait normal que la Ville les porte dans un cadre classique. Donc je ne sais pas si Mme SIMONNET est prête à accepter ces amendements.

M. PLIEZ

Elle est d'accord pour intégrer ces amendements. Et Antoinette GUHL demandait la parole. Je lui passe.

Mme GUHL

Alors pour ma part, effectivement, enfin, moi, je dis pour ma part, mais en fait, au nom du groupe Écologiste, pardon, nous voterons pour ce vœu parce qu'effectivement, il nous pose une question qui est une question pertinente en ce moment pour être tout à fait clair puisqu'il est bientôt 23h et que nous sommes en fin de Conseil. Nous entendons dire ici et là que le budget de la Maison de l'air serait porté au Budget Participatif. Et nous, il nous semble, comme le demande ce vœu d'ailleurs, que ce

budget de réfection de la Maison de l'air qui sera assez conséquent, on le sait, doit être porté en dur par la Ville de Paris et non pas être dans des aléas incertains de répartition du Budget Participatif. Donc ça permet en fait de garantir cet écueil s'il devait avoir lieu. Donc pour le groupe Écologiste, nous voterons le vœu amendé.

M. PLIEZ

On reviendra sur les amendements. François-Marie DIDIER souhaite intervenir.

M. DIDIER

J'irai dans le même sens qu'Antoinette GUHL. Effectivement, c'est à la Ville de Paris de financer la réfection de la Maison de l'air et pas au Budget Participatif. Donc nous voterons favorablement également le vœu amendé.

M. PLIEZ

Je voudrais juste intervenir sur deux choses pour que ça soit clair, mais je crois que ça a été dit. Mais je préfère le redire. Bien sûr, je crois que c'est Annie qui l'a dit, bien sûr, la co-élaboration, les propositions des habitants, des citoyens doivent être la base d'un appel à projets mais l'appel à projets, c'est nous qui le portons. Donc je pense qu'on est tous d'accord là-dessus. Ce qui n'enlève rien à tout ce qui est dit dans les considérants. La deuxième chose, je ne vous suis pas personnellement sur le Budget Participatif parce que le Budget Participatif, si les habitants, je comprends la sécurisation et je rejoins Antoinette sur la sécurisation. Mais après tout, si les habitants, pour eux, c'est un moyen aussi de s'emparer dans le concret de ce projet, le Budget Participatif, c'est les sous de la Ville, c'est les sous des citoyens. Ce n'est pas un budget qui tombe du ciel. C'est une partie des investissements, 25 %, qui vont être fléchés là-dessus. Donc personnellement, je ne comprends pas bien qu'on puisse diviser... Et qu'on dise : « On veut le sécuriser et le défendre à travers ce vœu. » OK. Mais si après tout, une partie de ce budget est trouvée par le budget participatif, je ne vois pas en quoi c'est gênant. Donc je ne l'exclurai pas. Parce que le but du jeu, si je comprends bien le vœu, et j'y adhère assez bien, c'est plus les travaux sont pris en charge, moins il y aura de loyer à répercuter et donc plus le projet pourra être, oui, on va dire, quoi, économiquement moins fragile. Et du coup, ce serait tant mieux. Si je m'arrête là après, j'ai une bonne nouvelle quand même. Ce n'est pas 4 millions mais 2,7 millions qui sont estimés aujourd'hui pour la Maison de l'air. Y a-t-il d'autres prises de parole ?

Mme SIMONNET

Monsieur le Maire, on peut faire cette modification sur le vœu sur le montant.

M. PLIEZ

Oui, on peut le faire, bien sûr.

Mme SIMONNET

Parce que je n'avais pas les bons chiffres.

M. PLIEZ

Non, mais c'est des chiffres... Je vous rassure, c'est des chiffres très récents. Parce que ça sort par petits bouts. Merci à Jacques BAUDRIER d'ailleurs d'avoir fait travailler les équipes pour pouvoir chiffrer un peu tout ça de manière plus précise. On avait notamment un problème d'étanchéité qui n'était pas réglé et qu'on a eu il y a très peu de temps. Alors il y a une question d'Antoine ALIBERT. Et après, il y a le sujet des amendements sur lesquels on pourra revenir.

M. ALIBERT

Ça va faire la transition, merci, Monsieur le Maire, de me donner la parole puisque je n'ai plus trop suivi sur quoi nous allons voter, pour tout vous dire. C'est peut-être parce qu'il est tard...

On a un premier amendement sous-amendé, c'est ça ?

M. PLIEZ

Est-ce que Virginie DASPET peut donc nous soumettre le ou les amendements ? Ou les écrire dans le chat. Et puis nous procéderons au vote sur ces amendements puis on vote sur le vœu.

Mme DASPET

Alors aucun souci. Sauf que je n'arrive pas à écrire dans le chat, à mettre une pièce jointe. Donc le titre qui était un vœu deviendrait « vœu relatif aux dépenses relatives, je suis désolée, ce n'est pas très élégant, aux travaux de la Maison de l'air ». Dans le 8^e paragraphe, deuxième ligne : après « café associatif ou de l'épicerie solidaire » ajouter « des activités culturelles » Et on enchaîne sur « Ou de l'atelier réparation et revente. » Et dans les attendus, ça deviendrait « Que la Ville... » où est-ce que je l'ai copié ailleurs ? « Que la Ville de Paris prennent à sa charge par abondement du budget de la DEVE les dépenses d'investissement relatives aux travaux de la Maison de l'air, comme à l'aménagement du Belvédère, et co-élabore avec les associations, etc. »

M. PLIEZ

Martin, tu peux enlever ton micro ? Alors l'amendement, on va voter sur les amendements que Virginie DASPET...

Mme SIMONNET

Moi, je les intègre. Je les accepte.

M. PLIEZ

Maintenant, vu que tout à l'heure, il y a eu un petit problème, on va voter les amendements puis on les intégrera. On va faire comme en Conseil de Paris.

Après consultation des membres, les amendements sont adoptés.

Après consultation des membres, le vœu amendé est adopté.

M. PLIEZ

C'était le dernier vœu de notre Conseil. Alors Mesdames et Messieurs, chers collègues, l'ordre du jour de la séance est épuisé, nous aussi d'ailleurs, et plus aucun orateur ne demandant la parole, je pense, je vais lever cette séance. Le prochain Conseil d'arrondissement aura lieu en octobre, et je l'espère vivement, dans la salle des fêtes avec une bonne sono. Nous vous en confirmerons rapidement la date exacte. D'ici là, dans une conjoncture sanitaire qui semble s'améliorer chaque jour, je vous invite à nous rejoindre nombreuses et nombreux à la cérémonie de commémoration de la rafle du Vél' d'Hiv qui débutera cour de la Métairie à 10h30 vendredi 16 juillet prochain, je vous rassure, on renverra un mot mais venez nombreuses et nombreux. C'est amusant puisque c'est la première commémoration que nous avons faite ensemble l'an passé. Et par ailleurs, je vous informe que Louis-Lumière-plage ouvre le 10 juillet et se termine le 22 août, comme Paris-plage d'ailleurs. Bonne soirée à vous toutes et tous ! Et merci d'avoir été présents avec nous.